

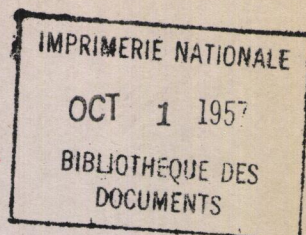
21-1955/2-41-29F

Copy 1.

~~21-5535F~~

2

Commission royale d'enquête sur les
perspectives économiques du Canada



Les services

par La Banque de Montréal

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LES PERSPECTIVES
ÉCONOMIQUES DU CANADA

LES SERVICES

par la
Banque de Montréal

MARS 1956

*Tout en autorisant la publication de
la présente étude qui a été rédigée sur
leur demande, les Commissaires ne
prennent pas nécessairement sous leur
responsabilité les déclarations ni les
opinions qui peuvent s'y trouver.*

W. L. GORDON, président

O. LUSSIER A. E. GRAUER A. E. STEWART R. GUSHUE
D. V. LEPAN, directeur des recherches

PRÉFACE

A la demande de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, la Banque de Montréal s'est fait un plaisir de préparer la présente étude sur les industries qui assurent les services au Canada. Bien que la Banque ait fourni le personnel et tous les moyens nécessaires à l'élaboration de l'étude, l'intention et les efforts ont tendu à faire de ce document une étude indépendante et objective; il est entendu que les opinions qui y sont exprimées et les prévisions qui y sont faites ne reflètent pas les vues de la Banque ou de ses administrateurs et employés proprement dits.

Nous remercions les nombreuses personnes, sociétés et associations qui, en plus des employés de la Banque, ont contribué de quelque façon à l'élaboration de cette étude.

Les associations, particulièrement la *Retail Federation of Canada*, par l'intermédiaire de son gérant général, M. E. F. K. Nelson, nous ont fourni une aide très précieuse. M. Bruce R. Power et M. F. C. Dimock de la *Canadian Life Insurance Officers' Association*, M. H. L. Robson de la *Canadian Bankers' Association*, M. J.-E. Fortin, de la *Dominion Mortgage and Investment Association*, M. C. Gordon Smith de la *Credit Union National Association Inc.*, et M. Howard H. Moore, de la *Federation of Automobile Dealers' Associations of Canada*, nous ont aussi prêté leur généreux concours. Plus de vingt associations de commerce en gros ont répondu à nos demandes de renseignements; la substance de leurs réponses forme une section spéciale du chapitre sur le commerce de gros et leurs noms sont énumérés à l'appendice C. Nous avons aussi reçu des commentaires utiles de M^{me} F. L. Montgomery de l'Association canadienne des restaurateurs, de M. Dalton J. Caswell de l'Association des hôteliers du Canada, et du Dr W. D. Piercey de la *Canadian Hospital Association*.

M. Leo Dolan, du Bureau de tourisme du gouvernement du Canada, et M. Vernon Lang, de l'Association canadienne du tourisme, ont révisé la section sur les services de loisirs et le commerce du tourisme.

Nous offrons ici nos remerciements au personnel du Bureau fédéral de la statistique, dont l'aide et les documents ont été mis à notre disposition grâce aux bons offices de M. S. A. Goldberg, statisticien fédéral adjoint, de MM. H. McLeod et J. C. Brearley de la Division de l'industrie et du commerce. Nous ont aussi prêté leur concours de temps à autre: M^{lle} W. I. Harvey, M^{lle} A. G. Wood, M. V. R. Berlinguette, M. Frank Curry, M. D. G. Campbell, M. D. J. Bailey, M. D. Steinthorson, M. W. Purcell et M. H. O. Taylor.

M. D. E. Armstrong, de l'Université McGill, a lu l'étude à l'état de projet et nous a adressé des remarques fort utiles.

Enfin, nous sommes reconnaissants aux membres du personnel de la Commission royale, entre autres MM. D. H. Fullerton et H. A. Hampson, dont la collaboration, les avis et les directives nous ont été d'une valeur inestimable au cours de l'enquête qui, nous l'espérons, satisfera les exigences de la Commission.

M. J. E. Toten était chargé de la rédaction de cette étude, sous la direction de M. E. A. Walton, conseiller économique de la Banque. M^{lle} Kay Morris et M. E. de Bellaigue ont aidé M. Toten dans la préparation de certaines parties de ce travail. Nous avons aussi puisé de nombreux renseignements dans la bibliothèque et les documents statistiques de la Banque.

TABLE DES MATIÈRES

I	Introduction	1
	Rôle des services	1
	Portée de l'étude	2
II	Importance croissante des services	4
	Main-d'œuvre dans les services	4
	Revenu provenant des services	11
	Immobilisations dans les services	14
III	Principales tendances de la main-d'œuvre dans les services.....	16
	Emploi des hommes et des femmes dans les services	19
IV	Population future et produit national brut	22
V	Le commerce de gros	24
	Ventes par catégorie de clients	29
	Contrôle croissant des manufacturiers sur la distribution....	32
	Répartition géographique	36
	Marges de bénéfice	37
	Part du revenu national	39
	Immobilisations	41
	Emploi	41
	Opinions des hommes d'affaires.....	45
	Conclusion	47
VI	Commerce de détail	50
	Genres d'établissements	50
	Importance de la méthode du prix fixe	52
	Volume et ampleur de l'industrie	53
	Formes d'organisation	57
	Vente à tempérament et en compte ouvert	60
	Répartition géographique	61
	Résultats d'exploitation	65
	Fréquence des faillites	68
	Part du revenu national et placements domestiques bruts....	68
	Caractéristiques du marché	69
	Emploi	72
	Opinion des hommes d'affaires	74
	Problèmes des dépositaires d'automobiles	75
	Productivité	77
	Expansion future	79

VII	Finances, assurances et immeuble	81
	Part du revenu national	81
	Emploi	84
	Compagnies d'assurance-vie au Canada	84
	Emploi	87
	Les institutions bancaires	89
	Les caisses populaires	89
	Compagnies de prêt canadiennes	90
	Compagnies de fiducie au Canada	91
	Les banques à charte du Canada	93
	Prévision du nombre de succursales et d'employés	95
	Prévision des chèques encaissés et du nombre d'employés	97
	Compagnies de petits prêts et de financement de la vente	98
	Conclusion	99
VIII	Services sociaux et commerciaux.....	101
	Emploi dans l'enseignement	101
	Tendances de l'emploi dans les hôpitaux	103
	Prévision de la main-d'œuvre dans les services sociaux et commerciaux	104
	Immobilisations	105
IX	Divertissements et tourisme	107
	Divertissements	107
	Le tourisme au Canada	110
X	Services personnels	116
	Le service domestique	117
	Main-d'œuvre féminine dans les services	124
	L'immigration comme source de domestiques	125
	Comparaison avec les autres pays	126
	Prévisions d'emploi dans le service domestique	127
	Blanchisseries, nettoyage et teintureries	128
	Hôtels et maisons meublées	130
	Prévisions d'emploi dans les services personnels	131
	Immobilisations	132
XI	Services de l'État	133
	Emploi dans les services de l'État	133
	La crise économique	137
	La guerre et l'après-guerre	139

Répartition des employés de l'État par sexe	142
Immobilisations de l'État	142
Part de l'État dans le revenu national	144
Prévisions du nombre de fonctionnaires de l'État en 1980	144
Effectifs militaires	146
XII Conclusions	147
Les services dans la pensée économique	147
Expansion des services au Canada et aux États-Unis	148
Pourquoi la main-d'œuvre passe-t-elle dans les services?....	148
Influence de l'augmentation de productivité	150
Prévisions des effectifs probables de main-d'œuvre dans les services	151
Immobilisations futures	153
Influence de la hausse du revenu par habitant	153
Récapitulation	156
Appendices	157
A Liste des services	157
B Le concept de main-d'œuvre et le concept de population active	160
C Texte de la lettre adressée aux associations de grossistes et liste des associations qui ont fourni des réponses élaborées....	162
D Rapport entre le produit national brut par habitant et la main-d'œuvre des services en pourcentage de la main- d'œuvre totale	164
E Autres études publiées par la Commission	165
Bibliographie	167

INTRODUCTION

Rôle des services

On désigne généralement par services toutes les sections de l'économie qui ne produisent pas des biens mais plutôt un service de quelque espèce. Elles peuvent être commodément groupées sous les titres généraux de commerce, finance, services personnels et commerciaux, services fournis par les ministères de l'État et les institutions publiques, ainsi que les transports et services publics.

Ces industries ont joué un rôle décisif dans le développement de notre économie. Elles fournissent des facilités de distribution et d'organisation des marchés pour une quantité et une variété croissantes de produits. Elles mettent des services financiers et commerciaux à la disposition du nombre croissant des hommes d'affaires, en même temps qu'elles subviennent aux besoins financiers des particuliers. Finalement elles mettent les services personnels et les commodités à la disposition d'une population où la spécialisation des tâches est de plus en plus poussée et chez qui les exigences pour de tels services et de telles facilités deviennent plus nombreuses et plus variées à mesure que l'économie prospère. Le rôle important qu'historiquement elles ont joué dans le développement de plusieurs villes canadiennes est bien résumé dans la citation suivante:

"L'expansion du commerce, de la finance et des services commerciaux au Canada a été stimulée au début du siècle par l'évolution rapide de l'économie centrée sur le blé des provinces des Prairies et par l'exploitation des Canadiens. Pendant quelque temps, en effet, le commerce, la finance et les services furent la principale ressource de plusieurs centres urbains des quatre provinces de l'Ouest. Ce fut aussi pendant les deux décennies précédant la première guerre mondiale que les institutions financières du Canada subirent la centralisation qui les caractérise, les collectivités de l'Ouest étant desservies surtout par des succursales reliées à des organisations ayant leurs bureaux chefs en Ontario ou dans le Québec. Ainsi ces deux pro-

vinces devinrent le centre commercial et financier du pays en même temps qu'elles devenaient le centre manufacturier du Canada. Pendant la première guerre mondiale, la production tant des denrées alimentaires que des biens manufacturés fut stimulée encore davantage. Les années 1920 ont connu à leur tour un développement nouveau des industries extractives et de transformation ainsi que de l'expansion des installations manufacturières, tout cela favorisant la croissance des services commerciaux, financiers et industriels comme secteur complémentaire de l'économie¹."

Portée de l'étude

Bien que les parties plus générales de la présente étude touchent tout le domaine des services, d'autres rapports rédigés pour la Commission traitent de certains aspects particuliers du secteur des services. Les transports, par exemple, font l'objet d'un mémoire séparé. La partie la plus élaborée de la présente étude s'en tient par conséquent aux aspects emploi et immobilisations du commerce, de gros et de détail, des institutions de finance, des services gouvernementaux et personnels, pour chacun desquels ont été rédigés des chapitres distincts. Les services de loisirs et le tourisme sont également abordés².

Les perspectives d'emploi, emploi créé directement aussi bien que résultant de la mise à exécution de projets d'investissement, constituent le principal objet de l'analyse, et lorsque d'autres aspects sont abordés, c'est surtout parce que leur étude met en relief cet objectif premier.

Au début de ce travail, il convient de fournir des précisions quant à l'usage plutôt libre de la terminologie en cette matière. Souvent, dans les écrits économiques à caractère général, les termes services ou industries tertiaires sont employés pour désigner tous les secteurs de l'économie non compris dans les industries strictement productives, tels que l'agriculture et les manufactures. Cependant, plusieurs publications statistiques emploient le terme services pour désigner un champ d'activité beaucoup plus limité, comme c'est le cas dans la présente étude lorsqu'il est question de services personnels ou de services professionnels. Dans les pages qui suivent, et à moins que le contexte n'indique clairement le contraire, le terme services s'appliquera à l'ensemble des industries faisant l'objet du présent rapport. S'il s'agit d'un champ d'activité plus restreint, des expressions telles que services personnels ou services professionnels seront utilisées pour plus de clarté.

La présente étude ne vise pas seulement à déterminer les perspectives d'avenir des services au Canada mais, dans les limites établies ci-dessus,

¹Ministère du Commerce, "Section 5. Investment in Trade, Finance and Commercial Services," *Private and Public Investment in Canada, 1926-1951* (Ottawa, 1951), p. 85.

²Voir à l'appendice A une liste où les industries faisant l'objet de la présente étude sont groupées d'après les normes du *Standard Industrial Classification Manual*.

à jeter un peu de lumière sur leur évolution et sur la place qu'ils occupent présentement dans l'économie canadienne ainsi qu'à indiquer des possibilités de progrès. Quand des prévisions sont faites des tendances futures, les méthodes et hypothèses sont expliquées assez en détail pour permettre aux intéressés de se faire une idée du degré de leur exactitude.

Bien que l'ensemble des services forme une section considérable et croissante de l'économie canadienne, représentant plus du tiers de l'emploi total, il semble qu'aucune étude d'arrière-plan finale ou même satisfaisante n'en ait été faite ni pour le Canada ni pour les États-Unis; les statistiques disponibles et le matériel de référence sont, en ce qui concerne le Canada, fragmentaires et dispersés. Dans ces conditions, il a fallu se fier aux renseignements facilement accessibles et les compléter par des consultations avec les associations commerciales. Pour ce qui est des recherches intensives, il a fallu s'en tenir aux secteurs d'importance capitale.

Nous espérons que la Commission, en examinant à fond la présente étude, communiquera un peu à l'intérêt que les auteurs ont mis à dresser le tableau d'un secteur de l'économie canadienne resté si étrangement inexploré, compte tenu qu'il reflète le niveau de vie canadien qui en l'espace d'un demi-siècle, est passé d'une position secondaire à une position de première importance comme source d'emploi.

Notons-le en terminant cette introduction, la Commission concourrait davantage à faire connaître et à orienter l'économie canadienne en engageant les autorités compétentes à entreprendre des études plus fouillées et plus complètes sur le passé des services, ainsi qu'à multiplier et à coordonner les renseignements à leur sujet.

IMPORTANCE CROISSANTE DES SERVICES

Main-d'oeuvre dans les services

La structure industrielle de l'économie canadienne a subi des changements importants au cours des années et cela s'est traduit par des changements dans la structure de l'emploi au sein des principaux secteurs de notre économie.

Le tableau 1 permet de comparer, par intervalle de 10 ans et pour les sept dernières décennies, la répartition industrielle de la main-d'œuvre¹ au Canada et aux États-Unis. Au Canada, en 1881, moins d'un travailleur sur cinq était employé dans les services, y compris les transports et les services d'utilité publique, tandis que la moitié de la main-d'œuvre était absorbée par les industries primaires, soit l'agriculture, l'exploitation forestière, et la pêche. Une personne sur huit travaillait dans le secteur manufacturier.

Il y a eu déplacement progressif au cours des années de sorte qu'en 1951 près de la moitié de la main-d'œuvre était employée dans les services, et l'agriculture pour sa part n'absorbait qu'une personne sur cinq, soit un renversement presque complet des positions par rapport à 1881. Les usines employaient un travailleur sur cinq au lieu d'un sur huit, alors que la construction avait perdu du terrain.

Le graphique 1 illustre de façon éloquent l'expansion des services et leur développement est particulièrement frappant au regard des deux autres groupes principaux.

Cette tendance à la hausse, malgré son importance indéniable, n'a cependant pas porté les services à la position relativement avantageuse qu'ils ont atteint aux États-Unis. De semblables déplacements de l'emploi se sont produits aux États-Unis, comme en témoigne le graphique 2, mais en 1950, les services absorbaient aux États-Unis près de 52 p. 100 de la main-d'œuvre

¹Voir à l'appendice B un exposé du concept de la main-d'œuvre, tel qu'il est employé dans le recensement de 1951, et de l'expression travailleurs rémunérés utilisée avant 1951.

Tableau 1

MAIN-D'OEUVRE SELON L'INDUSTRIE: PARALLÈLE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

(en milliers de personnes)

	É.-U. (1880)	Canada (1881)	É.-U. (1890)	Canada (1891)	É.-U. (1900)	Canada (1901)	É.-U. (1910)	Canada (1911)
Commerce de gros et de détail.....	1,155	78	1,825	108	2,460	155	3,366	265
Pourcentage du total.....	6.6	5.7	7.7	6.7	8.5	8.7	9.1	9.7
Finances.....	63	1	163	1	302	5	517	18
Pourcentage du total.....	0.4	0.1	0.7	0.1	1.0	0.3	1.4	0.7
Services professionnels.....	304	48	518	63	721	83	1,079	121
Pourcentage du total.....	1.7	3.5	2.2	3.9	2.5	4.7	2.9	4.4
Services personnels.....	1,445	78	2,152	130	2,712	154	3,670	212
Pourcentage du total.....	8.3	5.7	9.1	8.1	9.3	8.6	10.0	7.8
Gouvernement, y compris les effectifs militaires.....	396	8	597	18	803	17	1,304	77
Pourcentage du total.....	2.3	0.6	2.5	1.1	2.8	1.0	3.5	2.8
Sous-total (les services dans la présente étude).....	3,363	213	5,253	320	6,999	414	9,936	693
Pourcentage du total.....	19.3	15.5	22.1	19.9	24.1	23.2	26.9	25.4
Transports et services d'utilité publique.....	816	41	1,476	69	2,034	81	3,022	218
Pourcentage du total.....	4.7	3.0	6.2	4.3	7.0	4.5	8.2	8.0
Services.....	4,179	254	6,729	389	9,033	496	12,958	910
Pourcentage du total.....	24.0	18.5	28.3	24.2	31.1	27.8	35.1	33.4
Agriculture, exploitation forestière et pêche.....	8,701	699	10,171	778	10,914	761	11,588	1,011
Pourcentage du total.....	50.0	50.7	42.8	48.4	37.5	42.7	31.4	37.1
Mines.....	314	7	475	16	760	29	1,054	63
Pourcentage du total.....	1.8	0.5	2.0	1.0	2.6	1.6	2.9	2.3
Manufactures et métiers manuels.....	3,170	173	4,748	237	6,342	284	8,232	493
Pourcentage du total.....	18.2	12.6	20.0	14.8	21.8	15.9	22.3	18.1
Construction.....	830	231	1,445	186	1,663	213	2,297	246
Pourcentage du total.....	4.8	16.8	6.1	11.6	5.7	11.9	6.2	9.0
Production des denrées et construction.....	13,015	1,110	16,840	1,217	19,679	1,287	23,172	1,814
Pourcentage du total.....	74.8	80.6	70.9	75.8	67.7	72.2	62.8	66.6
Non spécifié.....	198	13	169	—	362	—	750	—
Pourcentage du total.....	1.1	0.9	0.7	—	1.2	—	2.0	—
Main-d'oeuvre totale.....	17,392	1,378	23,739	1,606	29,073	1,783	36,881	2,724
Pourcentage du total.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

IMPORTANCE CROISSANTE DES SERVICES

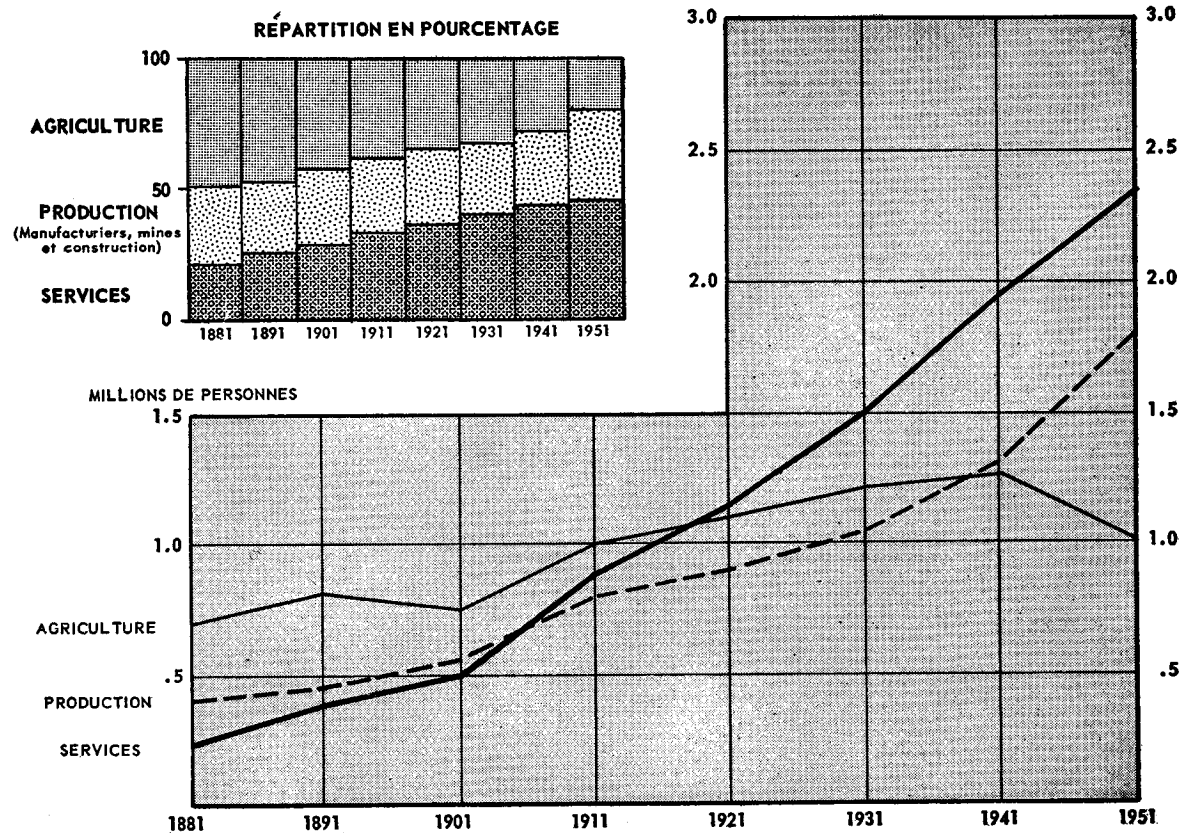
Tableau 1 (fin)

	É.-U. (1920)	Canada (1921)	É.-U. (1930)	Canada (1931)	É.-U. (1940)	Canada (1941)	É.-U. (1950)	Canada (1951)
Commerce de gros et de détail.....	4,064	349	6,112	388	7,179	465	9,608	696
Pourcentage du total.....	9.8	11.0	12.5	9.9	13.5	10.3	16.0	13.4
Finances.....	795	25	1,445	92	1,549	90	1,949	143
Pourcentage du total.....	1.9	0.8	3.0	2.4	2.9	2.0	3.2	2.8
Services professionnels.....	1,503	222	2,295	266	2,936	294	3,709	452
Pourcentage du total.....	3.6	7.0	4.7	6.8	5.5	6.5	6.2	8.7
Services personnels.....	3,334	212	4,931	322	5,703	366	5,458	309
Pourcentage du total.....	8.0	6.7	10.1	8.2	10.7	8.1	9.1	6.0
Gouvernement, y compris les effectifs militaires.....	1,871	95	2,456	114	3,061	452	5,298	295
Pourcentage du total.....	4.5	3.0	5.0	2.9	5.7	10.0	8.8	5.7
Sous-total (les services dans la présente étude).....	11,567	903	17,239	1,182	20,427	1,667	26,022	1,895
Pourcentage du total.....	27.8	28.5	35.4	30.2	38.3	37.0	43.3	36.6
Transports et services d'utilité publique.....	3,981	268	4,548	303	3,837	292	5,095	454
Pourcentage du total.....	9.6	8.4	9.3	7.7	7.2	6.5	8.5	8.8
Services.....	15,548	1,171	21,787	1,485	24,264	1,959	31,117	2,349
Pourcentage du total.....	37.4	36.9	44.7	37.9	45.5	43.4	51.8	45.3
Agriculture, exploitation forestière et pêche.....	11,401	1,111	10,525	1,222	9,141	1,227	7,141	975
Pourcentage du total.....	27.4	35.0	21.6	31.2	17.2	27.2	11.9	18.8
Mines.....	1,230	51	1,158	72	1,110	93	969	100
Pourcentage du total.....	3.0	1.6	2.4	1.8	2.1	2.1	1.6	1.9
Manufactures et métiers manuels.....	10,882	556	10,876	724	11,944	966	15,486	1,346
Pourcentage du total.....	26.1	17.5	22.3	18.5	22.4	21.4	25.8	26.0
Construction.....	2,167	285	3,029	250	3,508	220	3,743	344
Pourcentage du total.....	5.2	9.0	6.2	6.4	6.6	4.9	6.2	6.6
Production des denrées et construction.....	25,679	2,002	25,588	2,267	25,703	2,506	27,339	2,765
Pourcentage du total.....	61.7	63.1	52.5	57.8	48.2	55.6	45.5	53.4
Non spécifié.....	387	—	1,337	169	3,331	46	1,595	66
Pourcentage du total.....	0.9	—	2.7	4.3	6.2	1.0	2.7	1.3
Main-d'oeuvre totale.....	41,614	3,173	48,712	3,922	53,299	4,511	60,052	5,180
Pourcentage du total.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Note: Les chiffres pour le Canada n'incluent pas le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et Terre-Neuve.

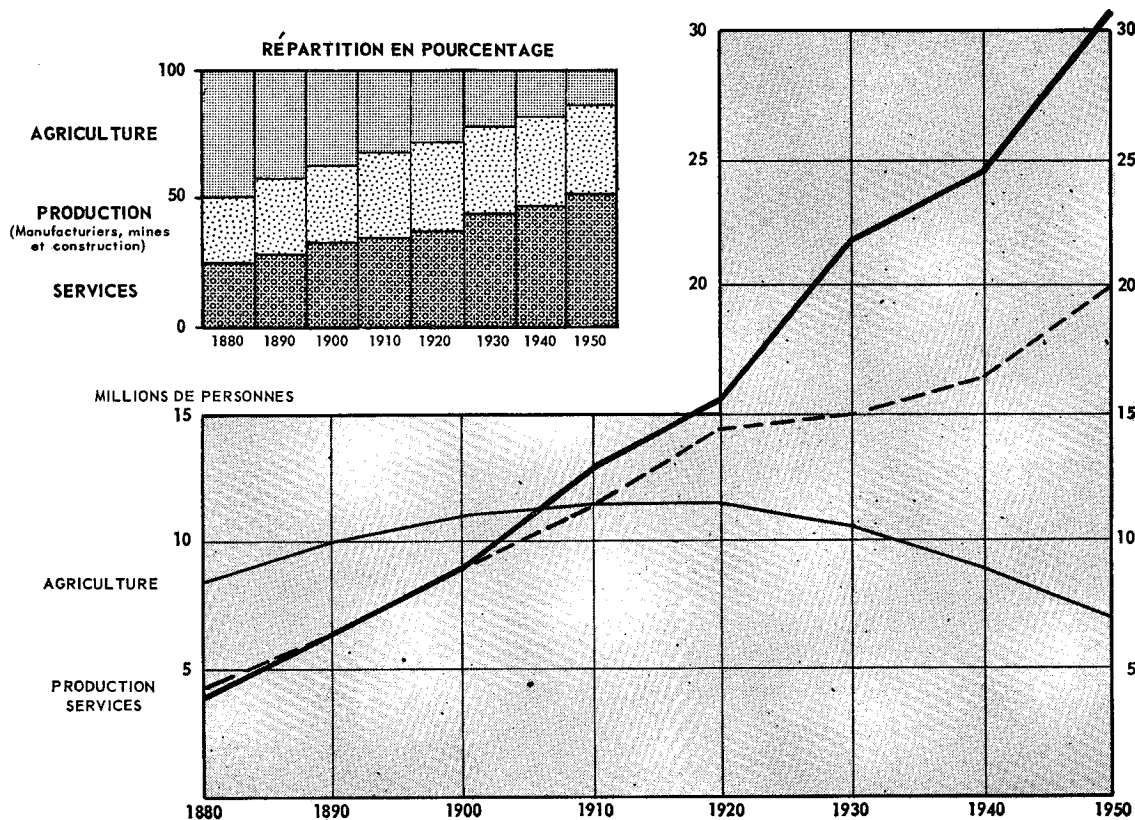
Ce tableau est calculé sur celui de Harold Barger, dans *Distribution's Place in the American Economy Since 1869*, "National Bureau of Economic Research Series No. 58" (New-York, 1955), p. 4. Pour fins de comparaison, les catégories du Recensement canadien "Entreprises communautaires et commerciales" et "loisirs" sont incluses sous l'entête "Services professionnels". Source des données pour le Canada: Bureau fédéral de la statistique, *Tendances des occupations et des industries au Canada*, Pub. n° SP-8 (Ottawa 1954), tableaux 10 et 11, et Bureau fédéral de la statistique, *Sixième Recensement du Canada, 1921*, vol. IV, tableau VI, p. XV et tableau 1, p. 2. A noter qu'il n'a pas été possible de vérifier les différences entre pays et entre recensements dans la classification de chaque industrie.

GRAPHIQUE 1
CANADA: RÉPARTITION DE LA MAIN-D'OEUVRE



IMPORTANCE CROISSANTE DES SERVICES

GRAPHIQUE 2
ÉTATS-UNIS: RÉPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE



totale, à comparer à 45 p. 100 dans le cas du Canada, les États-Unis ayant atteint ce dernier chiffre depuis quelque vingt ans. Aux États-Unis, la proportion employée à l'agriculture dans la décennie de 1880 était la même qu'au Canada, c'est-à-dire 50 p. 100, mais dès les premières années 1950, cette proportion était tombée à 12 p. 100, soit beaucoup plus bas que les 19 p. 100 du Canada. Les principales parmi les autres industries, soit les manufactures, les mines et la construction, ont augmenté leur part de la main-d'œuvre d'environ 5 p. 100 au Canada, mais le reste de la baisse dans la main-d'œuvre agricole s'est traduit par la hausse des services. En 1951, dans les deux pays, environ 34 p. 100 de la main-d'œuvre s'adonnait à la production non agricole (manufactures, mines et construction), mais ceci représente une hausse au regard de 25 p. 100 en 1880 pour le Canada, comparée à une hausse de 30 p. 100 en 1881 pour les États-Unis.

Pour simplifier ces données encore davantage, la main-d'œuvre peut être ramenée à deux groupes: production de biens et construction d'une part, et services d'autre part, la catégorie non spécifiée étant divisée au prorata. Les changements dans les deux pays peuvent être résumés comme il apparaît au tableau 2.

Tableau 2

RÉPARTITION PROPORTIONNELLE DE LA MAIN-D'OEUVRE, CANADA ET ÉTATS-UNIS

	Canada							
	1881	1891	1901	1911	1921	1931	1941	1951
Production de biens et construction.....	81.3	75.8	72.2	66.6	63.1	60.4	56.2	54.1
Services.....	18.7	24.2	27.8	33.4	36.9	39.6	43.8	45.9
	États-Unis							
	1880	1890	1900	1910	1920	1930	1940	1950
Production de biens et construction.....	75.7	71.4	68.5	64.1	62.3	54.0	51.4	46.8
Services.....	24.3	28.6	31.5	35.9	37.7	46.0	48.6	53.2

Note: Calculé d'après le tableau 1. On présume pour la catégorie "non spécifié" la même répartition industrielle que pour la portion identifiée de la main-d'œuvre. Les effectifs militaires sont compris dans la catégorie "services" pour toutes les années.

Cet arrangement permet de faire encore ressortir l'importance grandissante des services dans les deux pays et de faire observer que leur part relative de la main-d'œuvre était la même au Canada en 1951 qu'aux États-Unis en 1930. Au Canada, il est particulièrement remarquable que le pourcentage de la main-d'œuvre employée dans les services se soit accru de deux fois et demie entre 1881 et 1951.

Bien qu'il ne soit pas possible de reporter sur une base comparable les chiffres du tableau 1 au-delà de l'année 1951, des estimations faites par le Bureau fédéral de la statistique pour les années plus récentes et s'appuyant

sur des sondages indiquent que la part de main-d'œuvre qui va aux services a continué de s'élever à un rythme accéléré.

L'importance grandissante des services est conforme à la théorie économique en ce que durant cette période le revenu national canadien par habitant a constamment augmenté. Colin Clark a exprimé le principe général en cause dans cette phrase concise: "En étudiant le progrès économique par rapport à la structure économique de divers pays nous constatons une loi générale fermement établie qu'à un niveau moyen élevé de revenu réel par habitant correspond toujours une haute proportion de la population occupée dans les industries tertiaires¹."

En 1938, le revenu national net au Canada était évalué à 357 dollars américains par habitant et à cette date six autres pays avaient un revenu plus élevé par habitant². Depuis, le revenu par habitant au Canada a continué à monter et en 1949 il était évalué à 870 dollars américains, ne le cédant qu'aux États-Unis avec \$1,453³.

Ces statistiques illustrent un fait notable et d'une certaine importance pour la présente étude: au Canada le revenu moyen par habitant se relève plus rapidement que celui de la plupart des autres pays. Bien que l'examen des effets ultimes de ce qui précède sur notre économie dépasse les cadres de cette étude, ce fait laisse présager un accroissement marqué de l'emploi dans les industries tertiaires, parallèle aux progrès de notre économie.

Bien que ces dernières années le Canada se soit hissé à la seconde place quant au revenu net par habitant, il ressort de ce qui précède que nous sommes encore loin derrière les États-Unis sous ce rapport. De plus, la productivité par travailleur embauché est sans aucun doute plus élevée aux États-Unis; un auteur estime la différence à 14 p. 100 pour le secteur non agricole de l'économie et à un peu plus pour l'ensemble⁴, se basant, naturellement, sur des données relatives au produit national brut.

En outre, une plus grande proportion de la population fait partie de la main-d'œuvre; 42 p. 100 aux États-Unis en 1951 par rapport à 38 p. 100 au Canada. Bien que cette différence ne manque pas d'importance, la productivité par travailleur est probablement la principale explication des différences entre les niveaux de vie et peut avoir une influence sur la répartition des travailleurs entre les industries rapportée au tableau 1.

Il semble raisonnable de conclure qu'à mesure qu'un pays se développe, les industries tertiaires constituent un marché plus considérable pour la main-d'œuvre. A partir de cette donnée, on peut dire que le fait même de la pro-

¹Colin Clark, *The Conditions of Economic Progress* (Londres, 1940), p. 6.

²W.-S. Woytinski et E. S. Woytinsky, *World Population and Production: Trends and Outlook* (New-York, 1953), p. 389.

³Bureau de la statistique des Nations Unies, *National and Per Capita Incomes—Seventy Countries, 1949* (New-York, 1954), tableau 1.

⁴G. D. Sutton, "Productivity in Canada," *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 19, No 2 (Toronto, mai 1953), p. 185.

ductivité accrue par travailleur aux États-Unis libère une main-d'œuvre additionnelle qui peut se consacrer à la vente des marchandises ou à d'autres secteurs des services.

Bien que l'on puisse conclure sans risque d'erreur que l'emploi dans le secteur des services augmentera numériquement et procentuellement par rapport à la main-d'œuvre totale, il y a, sans aucun doute, des tendances variées au sein de cette très vaste catégorie. Des industries nouvelles et importantes ont surgi ces dernières années. Le meilleur exemple quant à l'emploi est peut-être la vente, l'entretien et la réparation des véhicules automobiles, et l'industrie connexe des postes d'essence. Un autre exemple, c'est l'accroissement considérable des services publics sous une forme ou une autre.

Par ailleurs, la main-d'œuvre comptait une proportion plutôt importante de domestiques en 1911. Le chiffre était de 103,000 sur 2,724,000 cette année-là contre 80,000 domestiques sur un total de plus de 5,000,000 travailleurs en 1951. Ceci cependant est un cas parmi les quelques exemples d'une tendance à la baisse dans le secteur des services et notre principal objectif en faisant un examen plus minutieux, est de déceler les taux d'accroissement relatifs de certains sous-groupes importants en vue d'en arriver à une meilleure vue d'ensemble de la façon dont les services se sont développés dans le passé et comment ils peuvent se développer à l'avenir.

Revenu provenant des services

Dans la section qui précède, l'importance des services a été étudiée en fonction de leur part croissante de main-d'œuvre. Dans la présente section, nous examinerons les services en fonction de leur part du revenu national.

Le tableau 3 donne le détail du revenu national pour certaines années typiques de 1926 à 1954, les principales divisions des services étant données séparément. Chacune de ces principales divisions est étudiée plus loin dans un chapitre spécial consacré aux services en question.

Pour faciliter l'examen de la part du revenu national attribuable aux services pris en bloc, le montant est subdivisé selon le type de revenu au tableau 4. Il est à remarquer que le revenu de placements dans les services a fléchi de 11 p. 100 à 5 p. 100 du revenu national au cours des vingt années précédant 1951, mais cette rubrique comprend la somme des intérêts sur hypothèques payés par les personnes, considérées comme payant de tels intérêts à titre d'exploitants d'immeubles plutôt que comme particuliers. Le montant exact inclus ici ne paraît pas aux comptes nationaux mais il y a lieu de croire qu'il est appréciable. Il est tout à fait justifiable du point de vue statistique de l'inscrire à la rubrique finances, assurances et immeuble, mais cette façon de procéder a pour effet d'augmenter le revenu national attribuable aux services sans une augmentation correspondante dans la part de main-d'œuvre qui leur revient.

Tableau 3

REVENU NATIONAL PAR INDUSTRIE, 1926-1954

(millions de dollars)

Industrie	1926	1931	1936	1941	1946	1951	1954
Commerce de gros.....	155	146	157	298	454	863	927
Pourcentage du total.....	3.7	4.4	4.5	4.5	4.6	5.0	4.9
Commerce de détail.....	352	336	341	555	957	1,531	1,716
Pourcentage du total.....	8.4	10.1	9.8	8.4	9.7	8.9	9.1
Tout le commerce.....	507	482	498	853	1,411	2,394	2,643
Pourcentage du total.....	12.1	14.5	14.3	13.0	14.4	14.0	14.1
Finances, assurances et immeuble.....	390	414	366	459	630	1,180	1,708
Pourcentage du total.....	9.3	12.4	10.5	7.0	6.4	6.9	9.1
Services.....	503	496	378	533	722	1,289	1,598
Pourcentage du total.....	12.0	14.9	10.8	8.1	7.9	7.5	8.5
Gouvernements(a).....	320	417	392	860	1,057	1,397	2,041
Pourcentage du total.....	7.6	12.5	11.2	13.1	10.8	8.2	10.9
Sous-total.....	1,720	1,809	1,634	2,705	3,870	6,260	7,990
Pourcentage du total.....	41.1	54.3	46.9	41.2	39.4	36.5	42.6
Autres.....	2,465	1,524	1,853	3,858	5,951	10,878	10,784
Pourcentage du total.....	58.9	45.7	53.1	58.8	60.6	63.5	57.4
Revenu national total.....	4,185	3,333	3,487	6,563	9,821	17,138	18,774
Pourcentage du total.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

(a) Comprend les opérations non commerciales des gouvernements seulement. Le revenu en provenance des entreprises commerciales des gouvernements figure au secteur de l'entreprise, sous les groupes industriels pertinents.

Sources: Bureau fédéral de la statistique, *Comptes Nationaux, Revenus et Dépenses, 1926-1950* (Ottawa, 1953), tableau 20, pp. 50 et 51.

Bureau fédéral de la statistique, *Comptes Nationaux, Revenus et Dépenses, 1951-1954* (Ottawa, 1955), tableau 20, p. 31.

Tableau 4

REVENU PROVENANT DES SERVICES
SELON LA SOURCE, 1931-1954

(millions de dollars)

	1931	1941	1951	1954
Traitements, salaires et revenu supplémentaire de la main-d'œuvre.....	1,061	1,657	3,761	5,067
Pourcentage du revenu national.....	31.8	35.2	21.9	27.0
Bénéfices des sociétés commerciales.....	40	213	630	612
Pourcentage du revenu national.....	1.2	3.2	3.7	3.3
Revenu net d'entreprises non sociétaires.....	331	415	1,007	1,062
Pourcentage du revenu national.....	9.9	6.3	5.9	5.7
Revenu de placements(a).....	377	420	862	1,249
Pourcentage du revenu national.....	11.3	6.4	5.0	6.6
Revenu total des services.....	1,809	2,705	6,260	7,990
Pourcentage du revenu national.....	54.3	41.2	36.5	42.6

(a) Le gros de ce montant représente des intérêts sur hypothèques payés par des personnes sur des propriétés domiciliaires. Cet intérêt est inclus sous la rubrique "Finances, assurances et immeuble", toutes les personnes versant de tels intérêts étant considérées débitrices à titre d'exploitants d'immeubles plutôt que comme particuliers.

Sources: Bureau fédéral de la statistique, *Comptes nationaux, Revenus et Dépenses, 1926-1950* (Ottawa, 1951).

Bureau fédéral de la statistique, *Comptes nationaux, Revenus et Dépenses, 1951-1954* (Ottawa, 1955).

A titre de comparaison il pourrait être intéressant de montrer brièvement la part de la main-d'œuvre et du revenu national attribuable aux services:

	1931	1941	1951
Part attribuable aux services:		(pourcentage)	
Main-d'œuvre	30.1	37.0	36.5
Revenu national	54.3	41.2	36.5

Six pour cent du changement dans la part du revenu national est attribué aux services et est imputable aux variations dans le montant désigné comme revenu de placements et analysé ci-dessus. Ces tendances convergentes peuvent probablement s'expliquer par d'autres raisons très complexes, mais en général elles découlent de certaines caractéristiques des services. Ainsi est-il évident d'après le tableau 4 que les salaires et bénéfices attribuables à ces industries représentaient 43 p. 100 du revenu national global en 1931 mais seulement 31.5 p. 100 en 1951. Cette baisse tient probablement en partie à ce qu'en plus grande proportion que dans les autres secteurs, les employés des institutions gouvernementales et financières et les travailleurs professionnels de toutes sortes ont gardé leur emploi, maintenant ainsi leur revenu pendant les années de crise économique. En outre, les salaires et traitements de plusieurs occupations dans les manufactures, la construction et les mines ont augmenté plus que dans les services, comme on le voit au tableau 5. Les facteurs de cette augmentation sont analysés assez en détail au chapitre XII.

Pour toutes ces raisons, bien que la part de main-d'œuvre des services se soit élevée pendant cette période, sa part du revenu national accuse une baisse, comme on l'a indiqué.

Tableau 5

INDICES DES SALAIRES MOYENS.

Base 100 en 1949

	1931	1941	1951	1954
Services personnels.....	52.1	56.7	110.6	128.6
Extraction des métaux.....	51.2	62.1	121.6	136.7
Construction	62.3	60.6	118.6	140.0
Chemins de fer à vapeur.....	57.3	64.3	121.9	147.6
Usines	42.7	52.9	120.3	138.5
Moyenne générale.....	47.2	55.3	119.1	137.9

Source: Ministère du Travail, *Salaires et Heures de Travail au Canada*, Rapport annuel n° 37 (Ottawa, octobre 1954), tableau II, pp. 20 et 21.

Note: Le terme "salaire moyen" est une moyenne pondérée des salaires normaux versés aux travailleurs, soit à l'heure, soit au rendement, soit sur cette double base.

Tableau 6

REVENU NATIONAL PAR INDUSTRIE, ÉTATS-UNIS

	1930	1931	1936	1941	1946	1951	1954
Commerce de gros...	4,053	3,181	3,234	5,228	10,393	15,922	17,150
Pourcentage du total.	5.4	5.3	5.0	5.0	5.8	5.7	5.7
Commerce de détail..	8,176	6,562	7,356	12,026	24,024	31,958	34,872
Pourcentage du total.	10.8	11.0	11.3	11.5	13.4	11.5	11.6
Commerce.....	12,229	9,743	10,590	17,254	34,417	47,880	52,022
Pourcentage du total.	16.1	16.3	16.3	16.5	19.2	17.3	17.4
Finances, assurances et immeuble.....	10,592	8,646	6,580	9,172	14,479	22,407	27,875
Pourcentage du total.	14.0	14.5	10.1	8.8	8.1	8.1	9.3
Services.....	9,187	7,863	7,479	9,806	17,205	24,754	29,827
Pourcentage du total.	12.1	13.2	11.5	9.4	9.6	8.9	10.0
Gouvernements.....	5,316	5,426	8,108	10,500	22,592	30,192	35,331
Pourcentage du total.	7.0	9.1	12.5	10.0	12.6	10.9	11.8
Sous-total.....	37,324	31,678	32,757	46,732	88,693	125,233	145,055
Pourcentage du total.	49.3	53.1	50.5	44.6	49.4	45.2	48.4
Autres.....	38,405	28,030	32,154	57,978	90,884	151,808	154,618
Pourcentage du total.	50.7	46.9	49.5	55.4	50.6	54.8	51.6
Total.....	75,729	59,708	64,911	104,710	179,577	277,041	299,673
Pourcentage du total.	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: U.S. Department of Commerce, *National Income 1954*, pp. 176-177.

Le tableau 6 donne le revenu national pour certaines industries aux États-Unis. Il est semblable au tableau 3, qui renseigne sur la répartition du revenu national au Canada, et les deux tableaux font voir un comportement similaire quant aux changements relatifs aux services, comme on peut le constater ci-dessous:

Pourcentage de la contribution des services dans le revenu national

	1931	1941	1951	1954
Canada	54	41	37	43
États-Unis	53	45	45	48

Immobilisations dans les services

Passons maintenant aux immobilisations effectuées dans les services. Le tableau 7 fait voir les placements bruts en dollars courants, au pays, de même qu'en pourcentage, pour des années choisies.

Il est intéressant de noter que pour la plupart des années, les immobilisations des gouvernements sont plus élevées que dans tout le reste des services. Les placements de l'État inclus, les services représentent en moyenne pour les années choisies un peu plus de 28 p. 100 du total des immobilisations, variant d'un minimum de 19 p. 100 en 1926 à un sommet de 37 p. 100 pour 1941.

Tableau 7

IMMOBILISATIONS BRUTES PAR INDUSTRIE (INVENTAIRES NON COMPRIS)

(millions de dollars)

	1926	1931	1936	1941	1946	1951	1954
Commerce	24	25	19	32	83	235	257
Pourcentage du total.....	2.6	2.8	3.2	2.2	4.9	5.1	6.5
Finances, assurances et immeuble	8	11	5	6	15	69	111
Pourcentage du total.....	0.9	1.2	0.8	0.4	0.9	1.5	2.0
Services commerciaux.....	18	12	22	43	39	108	109
Pourcentage du total.....	2.0	1.4	3.7	2.9	2.3	2.4	2.0
Institutions	38	52	18	17	74	236	329
Pourcentage du total.....	4.1	5.9	3.1	1.2	4.3	5.2	6.0
Sous-total	88	100	64	98	211	648	906
Pourcentage du total.....	9.6	11.4	10.8	6.7	12.4	14.2	16.5
Gouvernements(a)	86	159	110	448	224	595	765
Pourcentage du total.....	9.4	18.0	18.6	30.6	13.2	13.0	13.9
Construction domiciliaire.....	212	168	139	233	371	821	1,178
Pourcentage du total.....	23.1	19.1	23.5	15.9	21.8	17.9	21.4
Autres	531	454	277	684	897	2,513	2,658
Pourcentage du total.....	57.9	51.5	46.9	46.8	52.7	54.9	48.3
Total	917	881	590	1,463	1,703	4,577	5,507
Pourcentage du total.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

(a) Ne comprend pas les entreprises appartenant à l'État, ni les institutions et logements administrés par l'État.

Source: Ministère du Commerce, *Private and Public Investment in Canada, 1926-1951, Outlook, 1953* et *Outlook, 1955, Mid-Year Review*, tableau 1, pp. 10 et 3 et 145.

Les placements de l'État sont souvent influencés par des facteurs quelque peu différents de ceux qui influencent le reste du secteur des services, et ce sujet sera approfondi au chapitre portant sur le gouvernement.

Indépendamment des activités gouvernementales, les services ont absorbé une part croissante des placements domestiques bruts ces dernières années, atteignant un sommet de plus de 16 p. 100 en 1954, à compter des 10 à 11 p. 100 d'avant-guerre. Cette augmentation est encore plus frappante si l'on tient compte de l'envergure et de l'audace des projets mis à exécution dans les autres secteurs de l'économie.

Le secteur du commerce a accusé de fortes augmentations dans les investissements, attribuables surtout aux fortes sommes employées à ériger des centres d'achats, à bâtir de nouveaux magasins et à transformer les anciens. Les institutions telles que les hôpitaux et les écoles ont également dépensé des sommes considérables.

En résumé, le secteur des services au sein de l'économie représente un pourcentage des immobilisations brutes au pays qui est légèrement inférieur à sa part du revenu national ou de main-d'œuvre. Mais pour la plupart des années, ce pourcentage a représenté de 25 p. 100 à 30 p. 100 du total, dépenses gouvernementales comprises; il est sûrement un élément essentiel de ce secteur capital de l'économie, les immobilisations.

PRINCIPALES TENDANCES DE LA MAIN-D'OEUVRE DANS LES SERVICES

Malheureusement, il n'existe pas pour les années antérieures à 1931 de répartition détaillée de la main-d'œuvre sur une base uniforme. Pour les années de recensement 1931, 1941 et 1951, les statistiques de la main-d'œuvre sont données sous les rubriques employées jusqu'à la fin de cette étude; le tableau 8 donne un résumé de ces renseignements. En vue d'obtenir la meilleure base de comparaison pour les trois années, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et la province de Terre-Neuve sont omis du tableau, de même que les effectifs militaires en 1941.

On ne peut dire d'aucune des trois années qu'elle soit typique. Par exemple, en 1931 le Canada était plongé dans la grande crise économique. En 1941, les Canadiens participaient à une guerre mondiale et au moins 315,000 personnes faisaient partie des effectifs militaires, dont 250,000 occupaient un autre emploi rémunéré avant leur engagement. Le recensement de l'année 1951 fut fait en juin, exactement un an après l'ouverture des hostilités en Corée et au milieu de la vague de prospérité qui s'ensuivit. Cependant, n'importe quel groupe d'années présenterait quelque inconvénient et les grandes tendances devraient ressortir des statistiques disponibles. La population et la main-d'œuvre ont augmenté à peu près dans la même proportion, 38 p. 100 de la population constituant la main-d'œuvre en 1931 comme en 1951.

Au tableau 9, les chiffres de l'emploi total par catégorie sont donnés en pourcentage de l'emploi dans la main-d'œuvre. Nous avons déjà montré au tableau 1 et au graphique 1 l'accroissement général de l'emploi dans les services comme pourcentage de la main-d'œuvre totale, ce que souligne également le tableau 9.

Les pourcentages donnés pour 1941 dans ce dernier tableau diffèrent de ceux du tableau 1 en ce que celui-ci comprend les effectifs militaires pour toutes les années alors qu'aux tableaux 8 et 9 les effectifs militaires sont exclus pour 1941 seulement.

Tableau 8

**RÉPARTITION DE LA POPULATION DU CANADA ET DE LA MAIN-D'OEUVRE
DANS CERTAINES INDUSTRIES**
(en milliers de personnes)

Groupe ou industrie	1931			1941			1951		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Commerce de gros.....	52.2	8.8	61.0	84.5	15.8	100.3	155.6	35.9	191.5
Commerce de détail.....	250.5	76.2	326.8	267.7	97.0	364.7	332.6	171.4	504.0
Commerce total.....	302.7	85.1	387.8	352.2	112.8	465.0	488.3	207.3	695.5
Finances, assurances et immeuble.....	67.4	25.0	92.3	61.3	28.4	89.7	79.7	63.7	143.4
Services sociaux et commerciaux.....	100.2	148.1	248.2	108.0	168.2	276.2	174.7	249.1	423.8
Gouvernements.....	98.4	15.5	113.9	109.1	27.9	137.1	243.4	52.4	294.8
Divertissements.....	15.3	2.4	17.8	14.5	3.1	17.5	21.4	7.0	28.4
Services personnels.....	111.0	211.5	322.5	103.8	262.4	366.2	126.6	182.3	308.9
Tous les services.....	695.0	487.4	1,182.4	748.9	602.8	1,351.7	1,133.0	761.8	1,894.8
Autres industries.....	2,561.5	177.9	2,739.4	2,614.2	230.0	2,844.2	2,899.4	385.4	3,284.8
Total de la main-d'oeuvre.....	3,256.5	665.3	3,921.8	3,363.1(a)	832.8(a)	4,196.0(a)	4,032.4	1,147.2	5,179.6
Population non incluse dans la main-d'oeuvre:									
0-13 ans.....	1,549.3	1,515.4	3,064.8	1,505.9	1,469.0	2,974.8	1,989.5	1,910.2	3,899.6
14 ans et plus.....	560.8	2,815.8	3,376.6	1,021.7	3,297.2	4,318.9	867.3	3,676.3	4,543.7
Population totale.....	5,366.7	4,996.5	10,363.2	5,890.7	5,599.0	11,489.7	6,889.2	6,733.7	13,622.9

(a) Les effectifs militaires sont exclus de la main-d'oeuvre de 1941.

Note: Ce tableau ne comprend pas le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, ni Terre-Neuve. Jusqu'à 1951, le concept "population active" plutôt que celui de "main-d'oeuvre" est employé pour déterminer la situation dans la "main-d'oeuvre". Voir l'appendice B.

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Tendances des industries et des occupations au Canada*, pub. n° SP-8 (Ottawa, 1954), tableaux 1, 10 et 11.

Tableau 9

RÉPARTITION PROPORTIONNELLE DE LA MAIN-D'OEUVRE AU CANADA
(en pourcentage du total)

Groupe ou industrie	1931			1941			1951		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Commerce de gros.....	1.6	1.3	1.6	2.5	1.9	2.4	3.9	3.1	3.7
Commerce de détail.....	7.7	11.5	8.3	8.0	11.6	8.7	8.2	14.9	9.7
Commerce total.....	9.3	12.8	9.9	10.5	13.5	11.1	12.1	18.1	13.4
Finances, assurances et immeuble.....	2.1	3.8	2.4	1.8	3.4	2.1	2.0	5.6	2.8
Services sociaux et commerciaux.....	3.1	22.3	6.3	3.2	20.2	6.6	4.3	21.7	8.2
Gouvernements.....	3.0	2.3	2.9	3.2	3.4	3.3	6.0	4.6	5.7
Divertissements.....	0.5	0.4	0.5	0.4	0.4	0.4	0.5	0.6	0.5
Services personnels.....	3.4	31.8	8.2	3.1	31.5	8.8	3.1	15.9	6.0
Tous les services.....	21.3	73.2	30.2	22.3	72.4	32.2	28.1	66.4	36.6
Autres industries.....	78.7	26.8	69.8	77.7	27.6	67.8	71.9	33.6	63.4
Main-d'œuvre totale.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: Voir le tableau 8.

Les conditions du temps de guerre ont influé de diverses façons sur la répartition de la main-d'œuvre entre les industries, abstraction faite de l'enrôlement dans les armées. Cependant, en dépit de l'influence du régime de guerre il est évident qu'il y a eu une augmentation régulière de cette fraction de la main-d'œuvre affectée aux services dans leur ensemble et à la plupart des industries prises séparément. L'augmentation générale a été beaucoup plus rapide de 1941 à 1951, soit 4.4 p. 100 comparativement à 2 p. 100 seulement pour la décennie 1931-1941. Le seul fléchissement marqué, soit une baisse de 2.8 p. 100 de 1941 à 1951 au secteur des services personnels, est plus que compensé par le gain total de 7 p. 100 qu'accusent les autres industries.

De tous les services, c'est le poste relatif au gouvernement qui, proportionnellement à son importance, accuse la plus forte augmentation; vient ensuite le commerce de gros. L'accroissement de l'emploi au sein de l'État est bien connu et provient de l'expansion des services requis de l'État et rendus par lui à tous les échelons. L'augmentation du commerce de gros est assez complexe, mais elle est en grande partie la résultante d'une assez forte augmentation des services de distribution offerts à l'industrie, le tout compris dans le commerce de gros, plutôt que d'une augmentation dans le nombre des établissements desservant les magasins de détail. Bien entendu, ces tendances seront étudiées plus attentivement aux chapitres suivants.

Emploi des hommes et des femmes dans les services

Les services dans l'ensemble emploient beaucoup plus de femmes que les autres industries. En 1951, deux personnes sur cinq travaillant dans les services étaient des femmes, et cette proportion s'est maintenue dans les trois derniers recensements. Par contre, à la même date, dans les autres industries, seulement un employé sur neuf était une femme, ce qui représente tout de même une augmentation par rapport aux recensements précédents.

Il s'ensuit naturellement qu'il y a dans les services de nombreuses occupations qui conviennent aux femmes et qui les attirent. Il arrive fréquemment que ces personnes y soient moins bien rémunérées que dans d'autres occupations, et il est probablement juste de dire que le niveau plus bas du salaire moyen payé dans les services n'est pas sans rapport avec la plus grande proportion de main-d'œuvre féminine qu'on y trouve.

Dans les sections précédentes nous avons souligné l'augmentation du pourcentage de la main-d'œuvre totale employée dans les services, mais à l'examen, l'augmentation en fonction de l'emploi par sexe révèle plusieurs tendances importantes. Dans l'ensemble, il y a eu très peu de changement de 1931 à 1941 quant à la répartition des hommes et des femmes entre les services et les autres industries. (Voir le tableau 9). En effet chaque service pris séparément ne présente qu'un changement fort restreint au cours de ces années.

Entre 1941 et 1951, cependant, on constate plusieurs variations marquées. Alors que la main-d'œuvre totale augmente de 4.4 p. 100, la main-d'œuvre féminine diminue (tableau 9); en même temps, l'augmentation de la main-d'œuvre masculine dans les services non seulement contre-balance cette diminution mais encore répond de l'augmentation de l'ensemble.

De plus, le fléchissement de l'emploi féminin s'explique bien par une diminution du nombre des femmes employées dans les services personnels, étant donné que toutes les autres catégories accusent une hausse, relativement importante dans quelques-unes. Un prochain chapitre démontrera que cette diminution tient presque entièrement à ce que moins de personnes travaillent comme domestiques réguliers dans les familles. Il est intéressant de noter que si les services personnels s'étaient maintenus à 31 p. 100 de la main-d'œuvre féminine totale, on aurait enregistré pour l'ensemble des services une hausse importante de la proportion de la main-d'œuvre féminine.

Toutes les catégories des services, à l'exclusion des services personnels, employaient 40.9 p. 100 de la main-d'œuvre féminine en 1941 et 50.6 p. 100 en 1951. C'est le commerce de détail qui a connu la plus forte augmentation, soit 3.3 p. 100; vient ensuite le groupe finances, assurances et immeuble avec une hausse de 2.2 p. 100.

Le nombre des employés masculins s'est élevé de presque 6 p. 100, presque la moitié de cette augmentation provenant des services gouvernementaux, et le plus clair du reste, du commerce de gros.

Exprimer ces tendances principales en pourcentage tend à sous-estimer les augmentations numériques absolues qui se sont produites. Par exemple, dans les vingt ans de 1931 à 1951, l'emploi féminin dans le commerce de gros a quadruplé et l'emploi masculin a triplé. Dans les services gouverne-

Tableau 10

MAIN-D'OEUVRE FÉMININE EN POURCENTAGE DE LA MAIN-D'OEUVRE TOTALE, PAR INDUSTRIE, AU CANADA

(pourcentage de la main-d'oeuvre dans chaque groupe)

Groupe ou industrie	1931	1941	1951
Commerce de gros.....	14.5	15.8	18.7
Commerce de détail.....	23.3	26.6	34.0
Commerce total.....	21.9	24.3	29.8
Finances, assurances et immeuble.....	27.0	31.6	44.4
Services sociaux et commerciaux.....	59.6	60.9	58.8
Gouvernements.....	13.6	20.4	17.8
Divertissements.....	13.7	17.5	24.5
Services personnels.....	65.6	71.7	59.0
Total des services.....	41.2	44.6	40.2
Autres industries.....	6.5	8.8	11.7
Main-d'œuvre totale.....	17.0	19.8	22.1

mentaux aussi, l'emploi féminin a triplé, mais dans le commerce de gros comme dans les services gouvernementaux, la proportion de l'emploi féminin par rapport à l'emploi masculin était encore bien moindre que dans les autres services. (Voir le tableau 10).

Il semble ressortir de l'ensemble de ces tendances que tous les services du secteur emploient graduellement plus de femmes, à l'exception des services communautaires ou sociaux et commerciaux, qui n'ont relativement pas varié, et des services personnels, qui ont enregistré une baisse prononcée. Alors que d'après le tableau 10 l'emploi féminin accuse une diminution dans la catégorie gouvernements entre 1941 et 1951, si l'on omet les effectifs militaires de tous les chiffres touchant le gouvernement, le pourcentage de femmes s'élève à 23 p. 100 en 1951 (voir le tableau 74), soit une augmentation à peu près égale à celle de la main-d'œuvre totale.

POPULATION FUTURE ET PRODUIT NATIONAL BRUT

A plusieurs points de vue les services dépendent des autres secteurs de l'économie, et les variations de la production des industries primaires et secondaires exercent une grande influence sur la forme et les dimensions des industries tertiaires. Devant ces faits, nous croyons nécessaire, pour en arriver à des prévisions valables quant aux services, de faire une évaluation générale de l'avenir de notre économie dans son ensemble.

Il est manifestement hors des cadres du présent rapport de tracer les lignes selon lesquelles notre économie évoluera le plus vraisemblablement, ou selon lesquelles elle devrait évoluer, mais avant de procéder à une étude plus circonstanciée de chaque service, nous devons poser quelques postulats, au moins quant à la population et à la main-d'œuvre et quant au produit national brut.

Il n'y a pas lieu de faire ici de la recherche de base en ces domaines, et heureusement il existe diverses autres prévisions sûres quant à la population; le tableau 11 nous en donne un échantillon. Il est clair que dans ce tableau les prévisions de la Commission sont très voisines des autres, et ce sont là les chiffres utilisés dans les sections suivantes de la présente étude.

Les prévisions quant à la main-d'œuvre et le produit national brut sont plus difficiles à trouver dans les publications, mais elles ont été faites par la Commission et leurs estimations sont données au tableau 12, par périodes de cinq ans.

Il faut signaler que dans le cas du produit national brut, ces chiffres représentent la moyenne d'une série de prévisions. Bien que l'on n'ait soumis ici qu'une prévision, on s'est parfois servi plus loin de prévisions supérieures ou inférieures à ces chiffres pour donner une idée des divers rythmes possibles de l'évolution future.

Tableau 11

PRÉVISIONS DE LA POPULATION DU CANADA

(en milliers de personnes)

	Prévisions du personnel de la Commission			Prévisions de la Banque de Montréal (a)	Prévisions de la Bell Telephone (b)	Canadian Economic Research Associates (c)	
Immigration nette annuelle	50	75	100		50	30	100
1960.....				17,300	17,200	17,300	17,700
1965.....	19,200	19,500	19,800	19,000	19,000	19,000	20,000
1970.....	21,200	21,600	22,100		21,000	20,900	22,400
1975.....	23,300	24,000	24,700		23,200	23,200	25,200
1980.....	25,800	26,700	27,500		25,600		

Sources: (a) Banque de Montréal, *Revue des Affaires*, janvier 1955.(b) Ces chiffres sont fondés sur les observations de L. Sherwood à l'Assemblée annuelle de *The Canadian Political Science Association*, Winnipeg, 3 juin 1954.(c) Canadian Economic Research Associates, *The Future Population of Canada*, Technical Reference Paper No. 1 (Toronto, août 1955).

Tableau 12

PRÉVISIONS DE LA COMMISSION: POPULATION, MAIN-D'OEUVRE
ET PRODUIT NATIONAL BRUT

(immigration nette présumée: 75,000 personnes par année)

	Population	Main-d'œuvre	Produit national brut
		(y compris les effectifs militaires)	(moyenne des prévisions)
	(milliers de personnes)		(millions de dollars 1949)
1965.....	19,500	7,100	32,350
1970.....	21,600	8,000	40,700
1975.....	24,000	9,000	50,250
1980.....	26,700	10,000	61,750

Source: Estimation préparée par la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada.

Remarque: On estime que les effectifs militaires comptent environ 100,000 personnes.

LE COMMERCE DE GROS

Il y a soixante ans, les commerçants de gros formaient un groupe très puissant dans la vie économique du Canada. M. C. L. Burton décrit très bien leur activité en ces quelques mots: "La grandeur de Toronto, avant les années 1880, dépendait de son rôle de centre de distribution. Donc, lorsque étant tout jeune j'entrai dans le monde des affaires, les commerçants en gros y étaient les meneurs du jeu.

"Aujourd'hui, alors que les préférences du public consommateur sont le premier et unique critère du commerce, et que les manufacturiers comme les marchands s'y conforment avec empressement, il est difficile de se faire une idée de la puissance du commerçant en gros qui gouvernait le monde des affaires du vivant des hommes de ma génération.

"Le grossiste disait au manufacturier quoi fabriquer. Il disait au détaillant quoi vendre. Il était la cheville ouvrière du commerce. Le public prenait ce qui lui était offert¹."

Les circonstances ont changé radicalement depuis le jour où M. Burton entra dans le commerce et maintenant on entend dire assez fréquemment que les jours du commerce de gros au Canada sont comptés. Ceci est une affirmation exagérée comme on le verra plus loin.

Contrairement aux autres industries, peu de recherches ont été faites sur le commerce de gros et les renseignements détaillés sont difficiles à obtenir. Ainsi, il n'y a aucune association de commerce centrale réunissant toute l'industrie du commerce de gros; il n'y a de même que bien peu d'associations commerciales vraiment représentatives de telle ou telle section en particulier. Il existe un problème fondamental du fait qu'il arrive souvent qu'un manufacturier organise sa distribution par l'entremise de succursales lui appartenant en propre, tandis qu'un autre fait affaires par l'intermédiaire des grossistes reconnus. Nous avons alors deux types fondamentaux de distributeurs se faisant concurrence avec un produit semblable.

¹C. L. Burton, *A Sense of Urgency* (Toronto, 1952), p. 42.

Cette situation se présente fréquemment dans le commerce d'épicerie où s'introduit un autre élément de concurrence. Il y a maintenant dans ce commerce des courtiers en produits alimentaires, qui gardent ou non des stocks, mais qui en aucun cas ne tentent d'offrir un assortiment complet d'épicerie comme le grossiste. Le courtier garde plutôt quelques articles en exclusivité qu'il vendra aux détaillants, aux magasins en série, aux magasins à rayons et aux grossistes ou gros consommateurs. De son côté, le grossiste dans le même domaine approvisionne les détaillants et gros consommateurs mais les magasins à rayons et les magasins en série n'achètent généralement ni de lui ni du courtier en produits alimentaires. Le manufacturier peut distribuer directement aux détaillants, aussi bien qu'aux grossistes, magasins à rayons et en série, mais le courtier en produits alimentaires n'aurait jamais l'occasion d'acheter du manufacturier, à moins d'agir comme agent exclusif de celui-ci dans un territoire donné.

Cette structure compliquée existe dans plusieurs secteurs du commerce de gros et comme il est indispensable d'en avoir un aperçu général nous devons nécessairement nous servir surtout de chiffres d'ensemble.

L'inventaire décennal du commerce de gros effectué par le Bureau fédéral de la statistique constitue la source la plus étendue et la plus sûre de renseignements statistiques sur le commerce de gros du Canada. Les renseignements furent recueillis pour les trois années 1930, 1941 et 1951 au moyen de réponses reçues des grossistes aux demandes de renseignements du B.F.S.

Comme on peut s'y attendre, il y est souvent très difficile de déterminer si tel établissement est une maison de commerce de gros ou s'il doit être classé dans un autre groupe ou industrie. De plus, les définitions se sont modifiées d'un recensement à l'autre, mais en général le degré de comparabilité est suffisant, surtout dans les grandes catégories utilisées dans la présente étude. Cependant, comme on l'a noté dans les tableaux en question, certaines modifications ont été apportées aux données du recensement; nous nous sommes appuyés en partie sur le travail de J. C. Brearley et de M. S. Segal dans leur étude comparative *Wholesale Trade in Canada, 1930-1951*. Ces modifications ont amélioré la comparabilité entre les années dans certaines sous-sections.

En général, tout établissement de commerce dont les clients ne sont pas des consommateurs ménagers est classé comme grossiste si cet établissement s'adonne principalement à la revente de marchandises d'abord achetées. Ceci comprend les agents ou courtiers, qui amènent acheteur et vendeur à se rencontrer, et plusieurs commerçants qui achètent et vendent au sein même du secteur de gros.

Le recensement divise le commerce de gros en cinq catégories principales et le tableau 13 donne le nombre des établissements, le volume des ventes et le nombre des employés dans ces catégories. En 1951, on a recueilli des

COMMERCE DE GROS PAR PRINCIPAL MODE D'EXPLOITATION

Tableau 13

Mode d'exploitation	Nombre d'établissements			Ventes			Nombre moyen d'employés et propriétaires actifs		
	1930	1941	1951	1930 (millions de dollars)	1941	1951	1930	1941	1951
Grossistes réguliers.....	5,137	9,417	10,465	1,254	2,358	5,453	53,394	81,470	124,387
Pourcentage du total.....	27.6	38.5	40.0	40.0	45.0	37.9	58.3	63.1	58.3
Succursales de vente des manufacturiers.....	1,546	1,593	2,713	755	1,207	3,810	19,367	16,678	39,416
Pourcentage du total.....	8.3	6.5	10.4	24.0	23.1	26.5	21.1	12.9	18.5
Agents et courtiers.....	1,798	2,106	1,741	573	908	2,494	7,172	6,223	8,732
Pourcentage du total.....	9.7	8.6	6.7	18.2	17.3	17.4	7.8	4.8	4.1
Dépôts d'essence.....	3,602	4,002	3,880	185	216	1,020	8,257	12,375	17,553
Pourcentage du total.....	19.4	16.3	14.9	5.9	4.1	7.1	9.0	9.6	8.2
Assembleurs de produits primaires.....	6,482	7,366	7,177	373	453	1,518	3,452	12,291	21,845
Pourcentage du total.....	34.9	30.1	27.4	11.9	8.7	10.6	3.8	9.5	10.2
Autres modes.....	11	5	165	1	93	82	22	137	1,573
Pourcentage du total.....	0.1	(a)	0.6	(a)	1.8	0.5	(a)	0.1	0.7
Tous modes d'exploitation.....	18,576	24,489	26,157	3,141	5,235	14,377	91,664	129,174	213,506

(a) moins que .05 p. 100.

Note: Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans "tous modes d'exploitation" seulement.

Source: Recensement de la distribution 1930, 1941, 1951. Quelques modifications ont été apportées aux chiffres du recensement conformément au rapport de J. C. Brearley et M. S. Segal. La modification la plus importante est une augmentation du nombre des établissements en 1930 de 13,140, telle que citée dans le recensement, au chiffre de 18,576 ci-dessus. La majeure partie de cette différence s'explique par un changement dans l'interprétation du terme éleveurs ruraux pour aligner les chiffres de 1930 sur ceux de 1941 et 1951.

Tableau 14

RÉPARTITION DES VENTES EN GROS SELON LE CHIFFRE D'AFFAIRES, 1951

Mode d'exploitation	Moins de \$100,000		\$100,000 à \$499,999		\$500,000 à \$999,999		\$1,000,000 et plus	
	Nombre	Ventes	Nombre	Ventes	Nombre	Ventes	Nombre	Ventes
	(millions de dollars)		(millions de dollars)		(millions de dollars)		(millions de dollars)	
Grossistes réguliers.....	4,120	174	3,983	938	1,109	781	1,274	3,600
Pourcentage du total.....	39.3	3.2	38.0	17.0	10.6	14.2	12.1	65.5
Succursales de vente des manufacturiers.....	644	33	973	240	376	270	709	3,251
Pourcentage du total.....	23.8	0.9	36.0	6.3	13.9	7.1	26.2	85.7
Agents et courtiers.....	502	22	746	173	221	151	272	2,147
Pourcentage du total.....	23.8	0.9	42.8	6.9	12.7	6.1	15.6	86.1
Dépôts d'essence.....	2,375	97	1,214	271	152	108	139	545
Pourcentage du total.....	61.2	9.4	31.3	26.6	3.9	10.6	3.6	53.4
Assembleurs de produits primaires.....	1,021	36	571	129	146	102	156	610
Pourcentage du total.....	53.9	4.1	30.1	14.8	7.7	11.6	8.2	69.6
Autres.....	36	2	87	20	32	23	10	34
Pourcentage du total.....	21.8	2.5	52.7	25.3	19.4	29.1	6.1	43.0
Tous modes d'exploitation.....	8,698	363	7,574	1,772	2,036	1,435	2,560	10,186
Pourcentage du total.....	41.7	2.6	36.3	12.9	9.8	10.4	12.3	74.0

Note: Les chiffres sur les éleveurs à grains, un des éléments du groupe des "assembleurs de produits primaires", n'avaient pas été recueillis de façon qu'on puisse les inclure dans le tableau. Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont compris sous "tous modes d'exploitation" seulement.

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Recensement du Canada, 1951*, vol. VIII (Ottawa, 1954), tableau 6.

chiffres sur plus de 26,000 établissements, dont les ventes totalisaient 14 milliards de dollars et dont l'emploi moyen pour l'ensemble de l'année, propriétaires actifs compris, était de plus de 213,000. L'augmentation numérique des établissements de 1941 à 1951 a été assez faible mais les ventes et l'emploi s'accrurent fortement pendant la période. La valeur des ventes en dollars, par exemple, a augmenté de 174.6 p. 100 entre 1941 et 1951, au regard d'une augmentation estimative de 209.5 p. 100 dans les ventes au détail et de 169.7 p. 100 dans la valeur brute de la production manufacturière. Bien que les ventes en dollars, aient été beaucoup plus fortes, l'augmentation en volume physique est bien moindre évidemment, à cause de l'augmentation générale des prix.

L'augmentation relativement faible du nombre des établissements au cours de la période 1941-1951 mentionnée au paragraphe précédent indique sans aucun doute que tous les établissements déjà fondés ont augmenté en taille moyenne, mais elle n'indique pas nécessairement une plus grande concentration des affaires aux mains des grosses entreprises. Le tableau 14 donne une répartition détaillée des ventes selon le chiffre d'affaires et montre qu'en 1951, 12.3 p. 100 des grossistes dont les ventes excèdent un million de dollars représentent 74 p. 100 du commerce total de gros. A titre de comparaison, 12.3 p. 100 du total des établissements en 1941 absorbaient 77 p. 100 du commerce total, soit une différence de 3 p. 100 seulement en 10 ans et un léger fléchissement dans les ventes de ces grosses entreprises.

A l'autre extrémité de l'échelle, 41.7 p. 100 de tous les établissements s'attribuaient 2.6 p. 100 seulement des ventes totales en 1951. La structure est sensiblement la même pour 1941 alors que 36 p. 100 des établissements représentaient 1.8 p. 100 des ventes totales. Bien que cette ressemblance entre les chiffres des deux recensements démontre qu'une forte proportion du commerce de gros est détenue par un nombre relativement restreint d'entreprises, elle ne fait pas nécessairement conclure à la disparition des petits établissements. Ceux-ci semblent être capables de conserver leur menue part des affaires et de continuer leur commerce.

Sur bien des petites maisons de commerce, on ne sait pratiquement rien. Des 20,000 grossistes du tableau 14 (et ce tableau exclut les éleveurs à grains) environ 8,700 sont de la dernière classe, leurs ventes se chiffrant à moins de \$100,000 en 1951. Quatre groupes en englobent la majorité.

Grossistes réguliers	3,340
Dépôts d'essence	2,375
Acheteurs de produits primaires	835
Importateurs et exportateurs	700
	7,250

On peut constater que les immigrants de récente date au Canada ont joué un rôle important dans le petit commerce d'importation et d'exportation et l'on peut croire que ces entreprises, étant nouvelles et parfois sans expérience, travaillent à petite échelle. Presque tous les dépôts d'essence sont à commission ou indépendants; très peu sont à salaire.

Ventes par catégorie de clients

Comme on l'a mentionné à la section précédente, les ventes en gros comprennent un volume appréciable de ventes entre grossistes et il s'ensuit que la somme des ventes des grossistes de tous genres gonfle la valeur réelle des marchandises qui sortent du domaine du gros. La valeur des ventes entre sociétés en 1951 dépassait 2 milliards de dollars et représentait presque 20 p. 100 de toutes les ventes.

Un examen de la répartition des ventes en gros selon le genre de clients en 1951 (voir le tableau 15) révèle qu'un peu plus du tiers de toutes les ventes furent faites aux détaillants pour revente, 31.8 p. 100 aux industries et autres gros consommateurs, tandis que 12.8 p. 100 sont des exportations. Seulement 1.6 p. 100 de toutes les ventes furent faites directement au consommateur.

La répartition des ventes par catégorie de clients varie beaucoup entre les divers genres de commerce puisqu'elle dépend du mode d'exploitation et de la nature de la marchandise. Ainsi les agents et courtiers effectuent le plus gros de leurs transactions avec trois catégories seulement: les industries et autres gros consommateurs, les autres grossistes, et les exportateurs. Les grossistes réguliers et les succursales de vente des manufacturiers, d'autre part, font affaires dans une large mesure avec les détaillants et avec les industries et autres gros consommateurs.

Si l'on examine d'encore plus près les ventes par catégorie de clients pour faire ressortir les différences dans la manipulation de diverses marchandises, on constate que le tableau n'est pas tout à fait aussi précis. Par exemple, si d'une façon générale les agents et courtiers font seulement 12 p. 100 de leurs affaires avec les détaillants, en ce qui concerne la mercerie et le vêtement 44.1 p. 100 des ventes totales ont été faites aux détaillants.

Le tableau 16 donne la répartition des ventes selon les genres de commerce les plus importants et on peut déduire de ces données que les commerces dont les ventes aux détaillants ont été proportionnellement les plus élevées vendent des biens de consommation, comme les produits alimentaires et le tabac, l'épicerie et les meubles. D'un autre côté, comme on peut aussi s'y attendre, la majeure partie des ventes d'accessoires électriques, machines, et métaux, va aux gros usagers, industriels et autres.

Tableau 15

RÉPARTITION DES VENTES EN GROS, PAR CATÉGORIE DE CLIENTS, 1951
(millions de dollars)

Catégorie de clients	Détail- lants pour revente	Industries et autres gros consommateurs	Autres gros- sistes pour revente	Consom- mateurs ménagers	Expor- tation	Total
Grossistes réguliers.....	2,219	1,476	477	88	279	4,539
Pourcentage du total.....	48.9	32.5	10.5	2.0	6.1	100.0
Dépôts d'essence.....	298	322	239	65	13	937
Pourcentage du total.....	31.8	34.4	25.5	6.9	1.4	100.0
Assembleurs de produits primaires.....	120	209	338	20	91	778
Pourcentage du total.....	15.5	26.9	43.4	2.5	11.7	100.0
Succursales et comptoirs de vente des manufacturiers..	988	1,193	556	5	465	3,207
Pourcentage du total.....	30.8	37.2	17.3	0.2	14.5	100.0
Agents et courtiers.....	223	364	574	2	587	1,749
Pourcentage du total.....	12.7	20.8	32.8	0.1	33.6	100.0
Autres modes d'exploitation.....	20	3	(a)	(a)	(a)	24
Pourcentage du total.....	82.8	14.6	2.0	0.3	0.3	100.0
Tous les établissements.....	3,868	3,568	2,184	180	1,435	11,236
Pourcentage du total.....	34.4	31.8	19.4	1.6	12.8	100.0

(a) moins de 500,000 dollars.

Source: Recensement du Canada, 1951.

Remarque: Environ 78 p. 100 de tous les établissements fournirent suffisamment de détails pour être inclus dans ce tableau.

Tableau 16

RÉPARTITION DES VENTES PAR CATÉGORIE DE CLIENTS, 1951

Genre de commerce et mode d'exploitation	Répartition des ventes				
	Détaillants	Industries et autres gros consommateurs	Autres grossistes	Consom- mateurs	Expor- tation
	(pourcentage des ventes totales)				
Produits alimentaires (excep- té épicerie et tabac)					
Grossistes réguliers.....	72.9	5.1	18.4	1.2	2.4
Succursales de vente des ma- nufacturiers.....	55.7	13.0	28.2	0.2	2.9
Agents et courtiers.....	13.0	6.5	66.8	(a)	13.7
Épicerie et spécialités ali- mentaires					
Grossistes réguliers.....	79.3	8.9	10.8	0.5	0.5
Succursales de vente des ma- nufacturiers.....	53.5	13.2	27.8	0.1	5.4
Agents et courtiers.....	19.4	17.2	61.7	(a)	11.7
Produits de la ferme (à l'état naturel).....					
Grossistes réguliers.....	13.9	51.7	5.7	2.4	26.3
Agents et courtiers.....	0.8	10.1	34.1	(a)	55.0
Assembleurs de produits primaires.....	3.4	34.3	49.6	0.8	11.9
Produits chimiques et drogues					
Grossistes réguliers.....	37.0	46.7	13.2	0.9	2.2
Succursales de vente des ma- nufacturiers.....	27.5	48.1	20.6	0.1	3.7
Agents et courtiers.....	19.5	32.0	48.0	0.1	0.4
Mercerie et vêtement					
Grossistes réguliers.....	69.5	22.9	6.2	1.1	0.3
Succursales de vente des ma- nufacturiers.....	28.1	51.4	19.9	0.1	0.5
Agents et courtiers.....	44.1	28.8	26.3	0.4	0.4
Meubles et fournitures de maison					
Grossistes réguliers.....	71.5	17.1	9.0	2.2	0.2
Succursales de vente des ma- nufacturiers	47.3	26.9	25.4	(a)	0.4
Agents et courtiers.....	58.8	10.4	30.8	(a)	—
Automobiles					
Grossistes réguliers.....	62.2	12.5	18.4	6.2	0.7
Succursales de vente des ma- nufacturiers.....	80.3	14.8	3.4	0.2	1.3
Agents et courtiers.....	14.6	9.8	73.7	1.1	0.8
Appareils électriques					
Grossistes réguliers.....	39.4	47.6	11.7	1.1	0.2
Succursales de vente des ma- nufacturiers.....	10.6	73.2	15.9	0.2	0.1
Agents et courtiers.....	12.0	43.2	44.0	0.1	0.7
Bois et matériaux de cons- truction					
Grossistes réguliers.....	34.0	39.1	11.4	3.4	12.1
Succursales de vente des ma- nufacturiers.....	22.1	20.0	17.8	0.5	39.6
Agents et courtiers.....	25.2	9.3	49.6	0.1	15.8

Tableau 16 (fin)

RÉPARTITION DES VENTES PAR CATÉGORIE DE CLIENTS, 1951

Genre de commerce et mode d'exploitation	Répartition des ventes				
	Détaillants	Industrie et autres gros consommateurs	Autres grossistes	Consom- mateurs	Expor- tation
		(pourcentage des ventes totales)			
Papier et produits du papier.					
Grossistes réguliers.....	17.0	37.7	7.8	0.8	36.7
Succursales de vente des ma- nufacturiers.....	3.3	33.2	12.7	(a)	50.8
Agents et courtiers.....	1.0	15.6	0.7	—	82.7
Quincaillerie					
Grossistes réguliers.....	49.7	41.3	4.6	4.3	0.1
Succursales de vente des ma- nufacturiers.....	54.4	15.8	29.8	—	—
Agents et courtiers.....	20.3	7.3	71.7	0.6	0.1
Machines, outillage et acces- soires					
Grossistes réguliers.....	16.0	78.2	4.2	1.0	0.6
Succursales de vente des ma- nufacturiers.....	36.5	44.0	10.4	0.2	8.9
Agents et courtiers.....	10.7	66.6	15.0	1.3	6.4
Métaux et métaux ouvrés					
Grossistes réguliers.....	2.4	44.5	10.2	0.1	42.8
Succursales de vente des ma- nufacturiers.....	0.5	51.1	13.1	(a)	35.3
Agents et courtiers.....	6.3	63.1	6.5	(a)	24.1

(a) Moins de .05 p. 100.

Source: J. C. Brearley et M. S. Segal, *Wholesale Trade in Canada, 1930-1951* (manuscrit inédit).*Contrôle croissant des manufacturiers sur la distribution*

Bien que non apparente dans les données d'une seule année, l'influence de la réorganisation des pratiques de vente peut quelquefois se déceler dans les variations de ces données d'un recensement à l'autre. Ainsi, entre les années 1941 et 1951, dans le secteur du papier et des produits du papier, la réorganisation des pratiques de vente chez plusieurs gros manufacturiers a eu pour résultat de faire passer les ventes d'exportation des grossistes réguliers aux succursales de vente des manufacturiers et aux agents et courtiers.

On pourrait citer nombre d'exemples de pareils changements au Canada, qui naturellement nous ramènent à la question d'une tendance possible de la part des manufacturiers à avoir de plus en plus la haute main sur la distribution.

Les données du tableau 13 confirmeraient ceci en ce que la part des ventes faites par les grossistes réguliers est tombée de 45 p. 100 en 1941 à 37.9 p. 100 en 1951, tandis que les ventes par les succursales des manufacturiers sont montées de 23.1 p. 100 à 26.5 p. 100. Dans un autre cas, les dépôts d'essence peuvent se diviser en trois catégories dont la plus importante serait les dépôts à salaire exploités par les grosses raffineries et les gros

vendeurs de produits pétroliers. Les ventes des dépôts à salaire ont été quatre fois plus élevées qu'en 1941, tandis que les dépôts indépendants et les dépôts à commission n'ont que triplé leurs ventes.

Tableau 17

COMMERCE DE GROS PAR GENRE ET MODE D'EXPLOITATION: 1930, 1941 ET 1951

Genre de commerce et mode d'exploitation	1930		1941		1951	
	Établissements (nombre)	Ventes (millions de dollars)	Établissements (nombre)	Ventes (millions de dollars)	Établissements (nombre)	Ventes (millions de dollars)
Produits alimentaires (sauf épicerie) et tabac						
Grossistes réguliers.....	1,264	295	2,075	404	1,395	854
Succursales de vente des manufacturiers.....	100	85	202	97	189	274
Agents et courtiers.....	142	50	162	83	110	138
Épicerie et spécialités ali- mentaires						
Grossistes réguliers.....	561	221	743	347	823	858
Succursales de vente des manufacturiers.....	191	97	233	116	286	323
Agents et courtiers.....	180	76	259	102	130	145
Produits de la ferme(a) à l'état naturel						
Grossistes réguliers.....	220	133	305	150	80	136
Agents et courtiers.....	138	181	151	364	117	1,345
Rassembleurs de produits primaires.....	6,160	328	6,333	368	5,941	1,160
Produits chimiques, dro- gues, et produits con- nexes						
Grossistes réguliers.....	149	35	365	94	357	163
Succursales de vente des manufacturiers.....	141	36	152	98	158	259
Agents et courtiers.....	102	20	75	20	42	15
Mercerie et vêtements						
Grossistes réguliers.....	556	102	715	126	979	282
Succursales de vente des manufacturiers.....	169	56	176	161	204	274
Agents et courtiers.....	467	73	664	117	512	192
Meubles et garnitures de maison						
Grossistes réguliers.....	104	14	176	28	321	93
Succursales de vente des manufacturiers.....	76	11	65	12	81	30
Agents et courtiers.....	39	4	97	15	61	23
Automobiles						
Grossistes réguliers.....	158	27	561	69	902	349
Succursales de vente des manufacturiers.....	77	75	43	50	135	316
Agents et courtiers.....	31	5	75	20	32	14

Tableau 17 (fin)

**COMMERCE DE GROS PAR GENRE ET MODE
D'EXPLOITATION: 1930, 1941 ET 1951**

Genre de commerce et mode d'exploitation	1930		1941		1951	
	Établis- sements (nombre)	Ventes (millions de dollars)	Établis- sements (nombre)	Ventes (millions de dollars)	Établis- sements (nombre)	Ventes (millions de dollars)
Appareils électriques						
Grossistes réguliers.....	133	23	229	44	390	185
Succursales de vente des manufacturiers.....	164	112	132	134	187	408
Agents et courtiers.....	61	8	57	8	79	32
Bois et matériaux de cons- truction						
Grossistes réguliers.....	259	68	395	118	698	317
Succursales de vente de manufacturiers.....	56	34	44	33	256	303
Agents et courtiers.....	70	18	54	29	74	77
Papier et produits du papier						
Grossistes réguliers.....	124	22	233	140	320	213
Succursales de vente des manufacturiers.....	49	25	98	50	168	327
Agents et courtiers.....	32	29	29	5	31	95
Quincaillerie						
Grossistes réguliers.....	153	66	224	112	280	247
Succursales de vente des manufacturiers.....	32	6	10	5	28	16
Agents et courtiers.....	54	6	52	12	60	20
Machines, outillage et accessoires						
Grossistes réguliers.....	386	59	955	208	1,549	606
Succursales de vente des manufacturiers.....	220	57	183	78	580	465
Agents et courtiers.....	190	25	187	43	166	37
Métaux et métaux ouvrés.						
Grossistes réguliers.....	50	14	91	111	141	217
Succursales de vente des manufacturiers.....	60	51	75	177	104	428
Agents et courtiers.....	49	32	27	38	33	161

(a) Dans ce genre de commerce il n'y avait aucune succursale de vente de manufacturiers en 1930 et 1941, et seulement 6 en 1951. Les rassembleurs de produits primaires sont donnés ici, vu leur importance.
Source: J. C. Brearley et M. S. Segall, *Wholesale Trade in Canada, 1930-1951* (manuscrit inédit), p. 16.

Ce n'est qu'à l'étude du groupe des grossistes selon la marchandise vendue qu'apparaissent quelques-unes des différences mentionnées ci-dessus. Dans les calculs du recensement, le commerce de gros est divisé en 165 divers genres de commerce regroupés en 26 principaux modes d'exploitation. Le tableau 17 donne les ventes et le nombre d'établissements de treize des 26 principaux genres de commerce pour les trois modes d'exploitation les plus importants, en 1930, 1941 et 1951, représentant environ 80 p. 100 du volume des ventes en dollars.

Il est facile de voir que les grossistes réguliers ont la haute main sur le commerce des produits alimentaires, de l'épicerie, des meubles et de la quincaillerie, tandis que les succursales de vente des manufacturiers manutentionnent une bonne partie des articles électriques, des produits du papier et des métaux. Les agents et courtiers en céréales sont un facteur important dans le secteur des produits de la ferme.

Ces chiffres viennent renforcer l'argument que les succursales de vente des manufacturiers remplacent graduellement les grossistes intermédiaires en certaines sections du commerce de gros. Les augmentations proportionnelles dans les catégories suivantes sont démontrées ci-dessous.

POURCENTAGE D'AUGMENTATION DES VENTES, 1941-1951

	<i>Succursales de vente des manufacturiers</i>	<i>Grossistes réguliers</i>
Produits chimiques et pharmaceutiques	164.4	74.4
Produits alimentaires et tabac.....	183.8	111.2
Épicerie et spécialités alimentaires	178.2	146.8
Bois et matériaux de construction	810.2	168.3
Machines	497.7	191.5
Quincaillerie	197.7	119.5
Papier et produits du papier.....	560.2	51.2
Métaux	141.6	95.2

MM. Brearley et Segal suggèrent trois principaux éléments qui ont déterminé cette intégration progressive par les manufacturiers: "1° le désir de la part des manufacturiers de contrôler de plus près la distribution de leurs produits; 2° la nécessité de méthodes intensives et spécialisées pour la vente de certains articles de nature technique; et 3° des prix de revient avantageux quand le manufacturier produit une grande variété de divers produits ou quand son produit particulier a une valeur unitaire élevée¹."

On trouve des exemples de l'élément 1° ci-dessus quand le type ou la nature périssable du produit joue un grand rôle. "Dans ce cas, plus le manufacturier est rapproché du marché (quant au temps et au nombre d'étapes dans la mise sur le marché), moins il risque²."

Un contrôle plus serré peut encore être désirable lorsqu'il faut que le produit soit conçu ou modifié pour répondre aux besoins du consommateur, ou lorsque l'entretien compte pour beaucoup. Un manufacturier peut se

¹Brearley, *op. cit.*, p. 7.

²Edwin H. Lewis, "Comeback of the Wholesaler", *Harvard Business Review*, vol. 33, no 6 (Massachusetts, 1955), p. 117.

charger de la vente en gros de ses propres produits s'il découvre que les grossistes réguliers poussent la vente d'autres produits. Dans ce cas, il arrive que le manufacturier offre au grossiste un territoire exclusif, y compris les ventes aux magasins à rayons et en série, contre une entente par laquelle le grossiste consent à ne vendre, pour ce qui est de la marchandise en question, que le produit du manufacturier, à défaut de quoi celui-ci prend en main sa propre distribution.

En plus des cas notés pour l'élément 3 ci-dessus, où le manufacturier offre déjà une variété d'articles, on a vu dernièrement des manufacturiers consentir à distribuer des marchandises connexes, mais non rivales, fabriquées par d'autres manufacturiers en vue de partager les frais de distribution.

Finalement, un manufacturier peut prendre en main sa propre distribution dans l'intention de réduire les frais de vente en gros, ou dans l'espoir d'augmenter le volume suffisamment pour compenser la dépense supplémentaire, mais de toute façon dans le dessein d'accroître le bénéfice global de l'ensemble de son exploitation.

Répartition géographique

En 1951, les établissements de gros du Québec et de l'Ontario ont effectué 58.5 p. 100 de toutes les ventes en gros et presque 70 p. 100 des ventes par les grossistes réguliers et les succursales de vente de manufacturiers. Les ventes du groupe des assembleurs de produits primaires comptent une grosse part des transactions de grains, dont la plupart s'effectuent dans des centres ruraux, et les statistiques générales ne donnent pas une idée exacte de la concentration des autres catégories de grossistes en quelques grands centres.

Quatre villes, Montréal, Toronto, Vancouver et Winnipeg, par ordre d'importance, dominent le commerce avec 8.4 milliards de ventes sur un total de 14 milliards en 1951, et si l'on exclut les assembleurs de produits primaires, la proportion est encore plus forte. On remarque cependant un fléchissement de leur importance relative. Ainsi les ventes des grossistes mêmes dans ces quatre villes, proportionnellement au total général, baissèrent de 64.7 p. 100 en 1941 à 55 p. 100 en 1951; de même, les ventes par les succursales de vente des manufacturiers tombèrent de 75.5 p. 100 à 68.9 p. 100. Dans les autres centres de plus de 30,000 habitants, le pourcentage des affaires a augmenté appréciablement, particulièrement dans le groupe des succursales de vente des manufacturiers (soit de 18.3 p. 100 à 21.9 p. 100). Ailleurs au Canada, hors des villes de plus de 30,000 habitants, on voit aussi une hausse: de 13.6 p. 100 à 22.2 p. 100 chez les grossistes réguliers, et de 6.1 p. 100 à 9.2 p. 100 dans les succursales de vente des manufacturiers.

Cette dernière situation découle en partie de la tendance des grossistes à s'installer aux abords des grandes villes, mais une partie au moins de l'augmentation en dehors des quatre grandes villes est due à l'empiétement des

manufacturiers sur le domaine du commerce de gros et à l'établissement par eux de succursales dans les principales villes de l'est à l'ouest du Canada en vue de pourvoir à la vente et aux services requis au niveau du commerce de gros. Si cette tendance s'affirme, les quatre grands centres de distribution perdront nécessairement de leur importance relative.

Marges de bénéfice

Le Bureau fédéral de la statistique a recueilli des renseignements sur certains genres de grossistes pour les années 1947, 1949, 1951 et 1953. On voit des variations marquées entre les divers commerces et entre les années. Ainsi, en 1953, le commerce de fruits et légumes réalisait une marge de bénéfice net de 0.74 p. 100 sur les ventes tandis que les grossistes en quincaillerie réalisaient une marge de 4.8 p. 100; les autres commerces étudiés variaient entre ces deux extrêmes.

Un relevé des bénéfices de 1953, selon l'importance des établissements, révèle que dans deux catégories seulement, l'épicerie et les fruits et légumes, les plus petites entreprises réalisent le bénéfice net d'exploitation le plus élevé, en pourcentage. Parmi les huit autres genres de commerce, les grosses et les moyennes entreprises se partagent la marge la plus élevée.

Tableau 18

BÉNÉFICES BRUTS ET BÉNÉFICES NETS DE CERTAINS COMMERCES DE GROS AU CANADA

(pourcentage des ventes nettes)

Commerce	1947		1949		1951		1953	
	Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net	Brut	Net
Mercerie.....	16.6	4.5	15.7	2.3	17.0	3.1	16.0	1.6
Marchandises à la pièce.....	18.4	7.5	15.9	3.3	15.2	1.4	16.1	1.2
Chaussures.....	12.6	2.6	12.8	1.5	14.1	2.5	13.5	1.1
Pièces et accessoires d'automobiles.....	24.5	5.7	25.2	5.2	25.3	4.8	24.9	3.3
Drogues.....	12.8	2.2	12.5	2.6	13.4	2.5	12.4	1.9
Épicerie.....	8.1	1.7	7.7	0.6	8.0	1.0	7.7	0.5
Fruits et légumes.....	9.1	1.4	10.6	1.1	11.3	0.9	11.8	0.7
Tabac et confiserie.....	6.9	1.7	7.1	1.5	7.6	1.3	7.6	1.1
Fournitures de plomberie et de chauffage	20.5	8.9	19.1	7.2	17.8	5.8	17.0	4.4
Quincaillerie.....	20.1	6.7	19.3	5.2	20.5	6.7	19.5	4.8

Source: Bureau fédéral de la statistique.

Comme le démontrent les données du tableau 18, les bénéfices nets d'exploitation ont généralement diminué au cours de la période 1947-1953, et d'après les rapports reçus directement du commerce, cette baisse se continue. Évidemment, l'incidence de la marge réduite sur chaque entreprise particulière est contre-balancée jusqu'à un certain point par le volume accru du chiffre d'affaires; par contre les bénéfices signalés sont moyens et dans le groupe où la marge de bénéfices est très réduite plusieurs entreprises ont fonctionné à perte.

Quelques grossistes se réfèrent à la loi canadienne prohibant la fixation des prix de revente, comme à un facteur dans la tendance vers les marges diminuées. L'absence de fixation des prix de revente a permis aux gros magasins d'établir des prix de concurrence et a suscité l'avènement des maisons de vente à rabais. Les manufacturiers vendent directement à ces maisons à peu près au même prix qu'aux grossistes, et ceux-ci ont dû réduire leur propre marge de bénéfices dans un effort pour garder leur propres clients-détaillants en bonne position concurrentielle.

A titre de comparaison, nous indiquons au tableau 19 les bénéfices d'exploitation des grossistes faisant affaires aux États-Unis. L'année 1947 est la plus récente pour laquelle on a pu obtenir les bénéfices bruts; le tableau signale cependant les bénéfices nets pour cette année-là ainsi que pour les trois années ultérieures comprises dans le tableau des bénéfices bruts et des bénéfices nets au Canada. En 1947, cinq des six genres de commerce dont les marges brutes sont données accusent un pourcentage plus élevé aux États-Unis qu'au Canada. Si, pour la même année, on compare les bénéfices nets de ces six genres de commerce, on trouve que cinq sur six ont eu des bénéfices nets moins élevés aux États-Unis qu'au Canada.

Tableau 19

BÉNÉFICES D'EXPLOITATION DES GROSSISTES AUX ÉTATS-UNIS

(pourcentage des ventes nettes)

	1947		1949	1951	1953
	Brut	Net	Net	Net	Net
Mercerie.....	18.0	2.95	0.77	1.50	0.69
Chaussures.....	14.0	2.01	1.16	2.47	1.11
Pièces et accessoires d'automobiles.....	23.5	4.41	2.20	2.89	1.99
Drogues et divers.....	15.6	2.38	1.80	2.38	1.41
Épicerie.....	11.0	1.47	0.76	0.80	0.79
Fruits et légumes frais.....	(a)	1.64	1.19	1.02	1.95
Produits du tabac.....	(a)	0.99	0.88	0.42	0.47
Confiserie.....	(a)	2.72	0.93	0.46	1.22
Fournitures de plomberie et de chauffage.....	(a)	4.79	3.15	2.76	1.65
Quincaillerie.....	24.0	3.11	4.31	3.06	1.89

(a) Il n'a pas été possible d'obtenir ce chiffre.

Note: Les chiffres de 1947-1951 sont tirés de *Dun and Bradstreet, Inc., Behind the Scenes of Business*, édition révisée, 1952.

Les chiffres de 1953 sont tirés de *Dun's Review and Modern Industry*, November 1954.

Source: Edwin H. Lewis, "Comeback of the Wholesaler", *Harvard Business Review*, vol. 33, n° 6 (Massachusetts, novembre-décembre 1955), Exhibit II, p. 117.
Harold Barger, *op. cit.*, p. 84. Note: Les chiffres afférents aux bénéfices bruts sont tirés de cette source.

Une comparaison entre les bénéfices nets des quatre années révèle que ceux-ci sont plus bas aux États-Unis dans la plupart des commerces, sauf dans les commerces de produits alimentaires. Bien que les marges brutes semblent supérieures aux États-Unis, il n'est pas possible de tirer des conclusions sûres à cet égard, étant donné que seules les données d'une année

sont disponibles pour les deux pays. Dans un des chapitres qui suivent, nous ferons une étude comparative des marges de bénéfices du commerce de détail aux États-Unis et au Canada, et nous constaterons qu'une marge de bénéfice plus élevée, accompagnée d'un bénéfice net moindre qu'au Canada, semble de règle, et il peut bien arriver qu'il en soit de même pour le commerce de gros.

Malheureusement, il ne se trouve aucune statistique du nombre des établissements de gros qui chaque année entrent dans les affaires ou s'en retirent. *Dun and Bradstreet* donnent une liste des faillites qui vraisemblablement imposeront une perte aux créanciers, mais cette liste n'inclut pas les nombreuses entreprises abandonnées où la perte, s'il y a lieu, est absorbée par le propriétaire. Comme indice du nombre relativement important de ces dernières, disons que sur toutes les entreprises des États-Unis il y a une moyenne de 18 entreprises abandonnées pour chaque faillite énumérée par *Dun and Bradstreet*. Les faillites au Canada, dans le commerce de gros, n'ont cessé d'augmenter en nombre depuis la seconde guerre mondiale. Le nombre se chiffrait par 72 et 73 en 1951 et 1952, comparé à 7 en 1945 et à 42 en 1941, première année pour laquelle cette statistique existe.

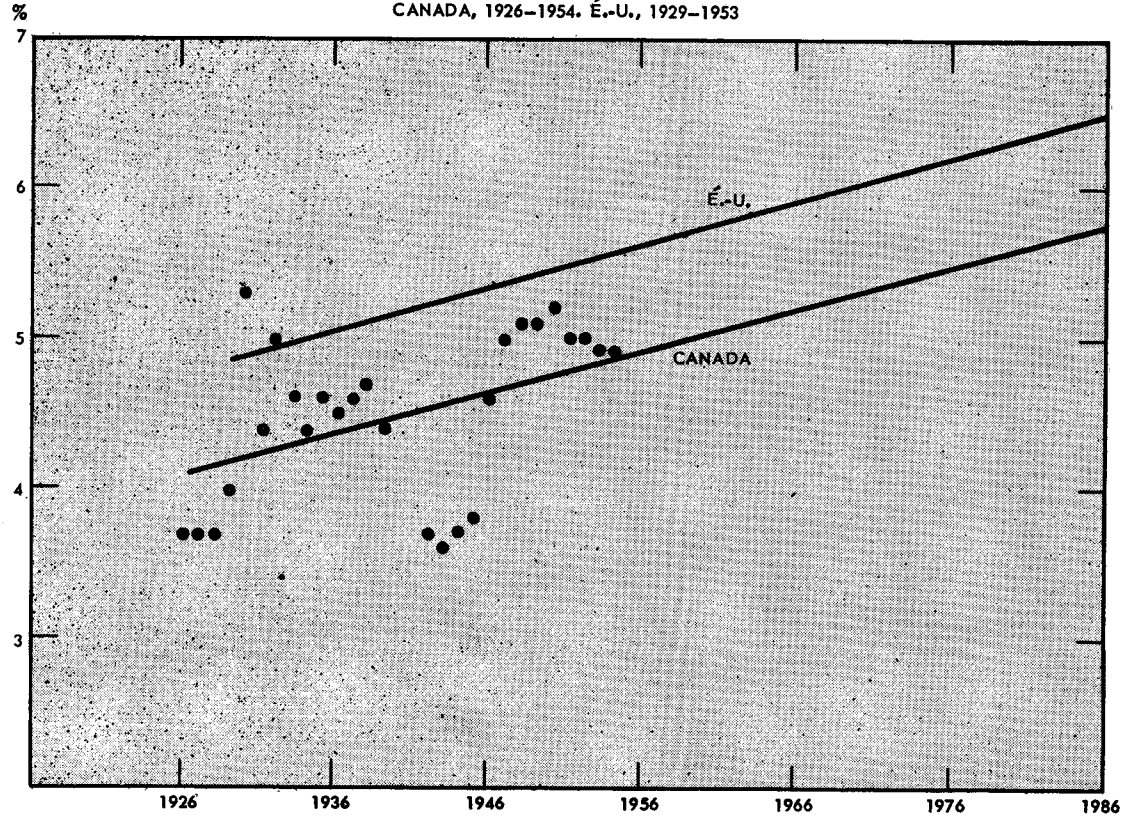
Part du revenu national

Le tableau 2 montre la part du revenu national attribuable au commerce de gros pour certaines années; cette part est évaluée à 863 millions de dollars pour l'année 1951, tout juste 5 p. 100 du revenu national net total, et s'accroît régulièrement depuis 1926 comme le montre le graphique 3. Le pourcentage du revenu national attribuable au commerce de gros pour chaque année 1926-1953 est indiqué par un point sur graphique et la ligne de tendance est tirée suivant la méthode des moindres carrés. Il en ressort plusieurs détails intéressants. Depuis la guerre, le pourcentage du revenu national attribuable au commerce de gros s'est tenu au-dessus de la ligne de tendance mais il s'en est rapproché ces quelques dernières années. Si la ligne était projetée jusqu'en 1975, le pourcentage s'élèverait alors à 5½ p. 100, signe de l'importance croissante de cette industrie dans l'économie canadienne.

Aux fins de comparaison, une ligne de tendance pour les États-Unis a été ajoutée au graphique (sans donner chaque année en particulier), et cette ligne montre une tendance presque identique mais à un niveau plus élevé. La différence est d'à peu près $\frac{3}{4}$ de 1 p. 100 et l'augmentation dans les deux pays ne suggère aucun changement significatif dans ce décalage.

Cela souligne que dans notre économie en croissance, le commerce de gros ne doit pas être considéré comme une industrie qui dépérit mais bien comme une industrie dynamique susceptible au cours des années à venir de contribuer pour une large part au revenu national.

GRAPHIQUE 3
PART DU REVENU NATIONAL: COMMERCE DE GROS
CANADA, 1926-1954. É.-U., 1929-1953



On entend parfois dire que la fonction de grossiste est entamée des deux côtés et qu'éventuellement elle disparaîtra. D'une part les magasins à rayons et les établissements en série ont leurs propres services d'achat et d'entrepôt visant à écarter autant que possible le grossiste et le courtier, tandis que d'autre part les manufacturiers organisent leur propre distribution et souvent traitent directement avec le détaillant. Dans les ventilations usuelles, les employés des magasins à rayons et en série sont compris avec les détaillants, mais la situation diffère un peu dans le cas des manufacturiers. Si un manufacturier met sur pied une entreprise à part ou une succursale dont la principale fonction est la distribution, cet établissement est considéré comme faisant partie du commerce de gros et non de l'industrie manufacturière, et ses opérations figurent au recensement de la distribution.

Il n'existe pas de chiffres à part pour le commerce de gros fait par les magasins à rayons, mais il y a des statistiques sur les entrepôts des magasins à succursales. D'après le recensement de la distribution, en 1941 les entrepôts des magasins à succursales employaient 1,660 personnes contre une moyenne d'environ 5,000 dix ans plus tard. Comme on le voit au tableau 13, l'emploi moyen dans le commerce de gros excédait 213,000 en 1951, de telle sorte que, même si le nombre des employés dans les entrepôts des magasins à succursales a triplé pendant cette période, le total n'en est pas élevé comparativement au reste du commerce de gros.

Immobilisations

Avant de passer à une étude plus approfondie du potentiel d'emploi dans le commerce de gros, il semble normal de jeter un rapide coup-d'œil sur les immobilisations. Au tableau 6, les placements domestiques bruts sont divisés en catégories principales dont une représente le commerce. Au cours des trente dernières années, les immobilisations dans la catégorie commerce ont connu une forte hausse: de 24 millions à 357 millions, ce qui, proportionnellement au total des dépenses de capital, correspond à une augmentation de 2.6 p. 100 à 6.5 p. 100.

Cependant ces données n'indiquent pas quelles sommes furent dépensées par le commerce de gros, et pour obtenir ce renseignement, il faut passer au tableau 20. Cette autre ventilation révèle que l'ensemble des immobilisations dans le commerce a enregistré une hausse au secteur du détail, et pour la plupart des années, les activités du commerce de gros sont peu susceptibles d'influer sur les placements domestiques.

Emploi

Alors qu'on peut dire sans risque d'erreur que le potentiel d'investissement est plutôt réduit dans l'industrie du commerce en gros, il n'en est pas de même de l'emploi, qui représente 10 p. 100 de la main-d'œuvre totale dans les services, telle que comprise dans cette étude. Le tableau 8 fait voir

Tableau 20

IMMOBILISATIONS INTÉRIEURES BRUTES, SECTEUR DU COMMERCE (INVENTAIRES NON COMPRIS)
(millions de dollars)

	1926	1931	1936	1941	1946	1951	1954	Prévisions 1955
Commerce de gros.....	1.0(a)	1.6(a)	2.3(a)	4.5(a)	9.6	34.7	55.7	37.6
Magasins en série.....					14.9	44.4	58.7	66.0
Magasins indépendants.....					32.4	102.8	145.1	161.4
Magasins à rayons.....	22.7(a)	23.5(a)	16.9(a)	27.1(a)	6.9	11.0	36.7	22.4
Commerce de l'automobile.....					16.3	26.0	48.3	63.2
Postes de capital affectés aux dépenses d'exploitation.....					2.8	15.6	12.8	13.3
	<u>23.7</u>	<u>25.1</u>	<u>19.2</u>	<u>31.6</u>	<u>82.9</u>	<u>234.5</u>	<u>357.3</u>	<u>363.9</u>

(a) Évaluation.

Source: Ministère du Commerce, *Private and Public Investment in Canada, 1926-1951, Outlook, 1953 et Outlook, 1955, Mid-Year Review.*

que le pourcentage de la main-d'œuvre employée au commerce de gros a plus que doublé au cours de la période 1931-1951, augmentation beaucoup plus forte que ne semble le justifier le relèvement de la part proportionnelle du revenu national ou l'accroissement du volume des ventes réelles.

Tableau 21

INDICES DE L'EMPLOI DANS LE COMMERCE DE GROS

Base 100 en 1941

	Recensement de la distribution(a)	Indice(b)	Recensement officiel(c)
1930.....	73.8	81.1	—
1931.....	—	75.4	60.8
1941.....	100.0	100.0	100.0
1951.....	160.0	166.7	190.9

(a) Tiré du tableau 13.

(b) Tiré de l'*Annual Review of Employment and Payrolls*, B.F.S., (1949 = 100 series).

(c) Tiré du tableau 7.

Dans les données du recensement, on trouve deux sources parallèles de renseignements en ce qui concerne l'emploi dans le commerce: le dénombrement officiel d'après les visites faites chez les particuliers par les agents recenseurs, et le recensement de la distribution dont les chiffres sont tirés de questionnaires remplis par les entreprises dans l'industrie. Pour ramener à une base comparable les renseignements sur l'emploi dérivés de ces deux sources, les uns et les autres sont donnés en indices au tableau 21 avec une troisième source: une liste tenue à jour par le B.F.S. d'après un système permanent.

Alors que les trois séries de données montrent la même tendance, il est évident que les deux premières sont beaucoup plus rapprochées l'une de l'autre, ce qui porte à admettre que les renseignements fournis par le commerce même par l'entremise du recensement de la distribution sont en quelque sorte plus sûrs.

EMPLOI DANS LE COMMERCE DE GROS EN POURCENTAGE DE LA MAIN-D'OEUVRE

	1930	1941	1951
Main-d'œuvre	3,921,833('31)	4,195,951	5,286,153
Emploi			
(Recensement de			
la distribution)	91,664	129,174	213,506
Pourcentage	2.3	3.1	4.0
Pourcentage d'après le			
tableau 8 (Recense-			
ment principal)	1.6	2.4	3.7

Bien que les renseignements soient trop peu précis pour permettre une affirmation catégorique, le pourcentage calculé d'après le recensement de la distribution s'est accru à raison d'environ un tiers par décennie, et si cette augmentation se continue, on verra en 1961 environ 5 p. 100 de la main-d'œuvre totale dans le commerce de gros et en 1981 plus de 9 p. 100.

Un parallèle entre l'accroissement de l'emploi dans cette industrie et le relèvement des ventes est illustré au tableau 22. Pour en arriver à une estimation de la productivité, la valeur des ventes a été dégonflée suivant l'indice des prix de gros. Comme résultat, on obtient une augmentation en volume réel d'environ un tiers entre 1941 et 1951, et d'un peu plus pour la période 1930-1941.

Tableau 22

COMMERCE DE GROS, CANADA COMPARAISON ENTRE LES VENTES ET L'EMPLOI

	1930	1941	1951
Ventes (millions de dollars)	3,141	5,235	14,377
Indice de prix (base 100 en 1935-1939)	112.9	116.4	240.2
Valeur dégonflée des ventes (millions de dollars) ..	2,782	4,498	5,985
Indice de la valeur dégonflée des ventes	61.9	100.0	133.1
Emploi	91,664	129,174	213,506
Moyenne hebdomadaire des heures de travail	48	49	43.7
Total des heures de travail par semaine (milliers) ..	4,400	6,330	9,330
Indice des heures de travail	69.5	100.0	147.4
Valeur dégonflée des ventes par employé			
ramenée aux heures-hommes, (milliers de dollars)	30	35	28

Les chiffres de l'emploi pour chacune des années 1930, 1941 et 1951 ont été multipliés par un chiffre estimatif de la moyenne hebdomadaire des heures de travail pour obtenir le total hebdomadaire des heures de travail. Il y avait une augmentation de près de la moitié dans le total des heures-hommes pour la période 1941-1951 et d'un peu moins pour 1930-1941.

Bien qu'il faille faire des réserves quant à la validité de ces deux séries, la comparaison semble indiquer un léger relèvement de l'emploi en proportion des ventes, tout à fait indépendamment de la réduction des heures de travail. Les opinions exprimées par certains hommes d'affaires viennent confirmer cette impression. La principale raison de cette tendance serait l'accroissement de services de la part des grossistes. Ils ne font pas que vendre des marchandises au détaillant; ils aident à résoudre ses problèmes de comptabilité, de publicité et de vente en général, et ceci exige plus d'employés affectés à la vente. Les établissements qui desservent l'industrie doivent aussi donner plus de services que par le passé.

Plusieurs secteurs du commerce de gros ont renouvelé leurs efforts au cours des dernières années en vue de diminuer le coût de la main-d'œuvre.

Le plus souvent, cet effort consistait en des méthodes améliorées de manutention des marchandises, l'adoption des méthodes de vente au comptant, la restriction des conditions de crédit, et une réduction des services de livraison. Il est trop tôt pour prédire s'il en résultera un renversement du coincidence des marges de bénéfice décrit ci-dessus ou si cet effort influera sur le nombre des employés dont le travail se rattache à la vente.

Opinions des hommes d'affaires

Des lettres ont été adressées à 42 associations de commerce de gros, demandant leur opinion sur les conditions actuelles du commerce. Nous avons reçu des réponses utiles de personnes rattachées à 21 associations; leurs noms sont inscrits à l'appendice C avec une copie de la lettre adressée à toutes les associations. Plusieurs des lettres reçues dépassaient de beaucoup la simple réponse aux questions posées et donnaient un excellent résumé de la situation présente dans le commerce de gros en question.

Bien que ne donnant pas une idée exacte des excellentes lettres reçues, un résumé des réponses à nos questions précises présente un grand intérêt. Il y eut neuf réponses à la question: La perte d'affaires par les petits détaillants aux mains des magasins à rayons et en série nuit-elle à la croissance relative du commerce de gros dans votre spécialité? Six répondirent oui et trois, non. A la question: En proportion du dollar de vente, est-il aujourd'hui plus coûteux qu'il y a quelques années de manutentionner une quantité donnée de marchandises?, onze ont répondu: oui, plus coûteux, un, moins coûteux, et cinq n'y voyaient pas de changement. Évidemment, ceux qui avaient répondu qu'il n'y avait pas de changement ne répondirent pas à la question: Croyez-vous que les frais se sont maintenant stabilisés? Des onze réponses à cette question, cinq étaient affirmatives et six, négatives. A la dernière question: Les méthodes d'exploitation sont-elles en voie de changer? onze répondirent qu'il y avait changement, cinq ne trouvaient pas de changement sauf quelques perfectionnements comme il s'en produit sans cesse dans presque tout commerce.

En général, les réponses reçues confirmaient les tendances déjà révélées par les renseignements statistiques. Par exemple, un certain nombre d'associations de commerce de gros ont fait mention des effets de l'interdiction de la fixation des prix de revente. Il s'ensuivit une vague de rabais dans certains commerces, notamment dans les cigarettes et le tabac mentionnés plus d'une fois, et ceci expliquerait jusqu'à un certain point que les affaires au détail sont passées du petit détaillant indépendant au magasin de détail en série. Comme conséquence, les grossistes ont vu leur volume d'affaires décroître; ils ont aussi rétréci leur marge de bénéfice pour aider les détaillants indépendants à garder leur marché, tandis que d'autre part ils ajoutent à leur assortiment des marchandises connexes comportant de meilleures marges de bénéfice de façon à pouvoir demeurer dans le commerce de gros.

La tendance croissante du manufacturier et du détaillant à traiter directement l'un avec l'autre a été maintes fois citée. Il semble en résulter une forte réduction du nombre des grossistes dans certaines régions. M. Saunders de Halifax souligne qu'en 1900 il y avait 12 maisons de mercerie en gros à Halifax; aujourd'hui il n'y en a qu'une. La même année, il y avait 14 épiciers en gros; aujourd'hui il en reste quatre.

Comme on l'a noté ci-dessus, environ la moitié de ceux qui répondirent admirent que les conditions dans le commerce changeaient, et décrivirent en détail précisément de quelle façon elles changeaient. Il faut noter entre autres la tendance des grossistes à ouvrir des établissements de détail. Dans le commerce du bois, il y a généralement des succursales directes du grossiste, tandis que dans d'autres commerces comme l'épicerie, les détaillants se groupent sous une raison sociale commune, pour laquelle le grossiste fait une publicité régulière; le grossiste accorde également à ces épiciers des remises spéciales et autres services en retour du volume de leurs achats.

Le commerce modifie ses méthodes de distribution dans l'espoir d'en réduire les frais et d'en accroître l'efficacité. Certains grossistes ont organisé des établissements de vente au comptant du type des *supermarkets* modernes et ce système est même à l'essai dans le commerce de gros des articles de plomberie. Certains grossistes spécialisés, comme les marchands de tabac et les revendeurs de bonbons, ont réduit leurs frais en restreignant le service; la livraison se fait une ou deux fois la semaine plutôt que quotidiennement. Les crédits sont surveillés de plus près et plusieurs laissent tomber complètement le très petit détaillant trop coûteux à desservir.

La façon dont certaines compagnies possédant leurs propres établissements de détail sont en voie de prendre en main les fonctions du grossiste est bien illustrée dans la brève description de la situation dans le commerce de fournitures d'automobiles donnée par M. Thomas H. Whellams.

“Peut-être le plus grand changement dans la distribution en gros des fournitures d'automobiles vient-il de l'usage chez les manufacturiers d'automobiles et compagnies pétrolières d'obliger leurs établissements de détail (les dépositaires dans le cas des manufacturiers d'automobiles, et les postes de services dans le cas des compagnies pétrolières) à garder en stock les pièces et accessoires vendus par eux ou par un distributeur qui a seul accès à ces établissements. Nous voulons parler de ce qu'on appelle les ventes restreintes où le détaillant est obligé d'acheter à une seule source et n'a pas la permission de vendre les marques prétendues étrangères à celles qui lui sont offertes par les compagnies mères. Nous croyons que cette pratique devrait être qualifiée de restrictive.

“En d'autres termes, l'ensemble de la distribution a changé au point que nous avons maintenant des manufacturiers d'automobiles, des compagnies pétrolières, des distributeurs au détail qui font leur propre entre-

posage, et des manufacturiers qui vendent directement aux détaillants. Toutes ces opérations étaient du domaine du grossiste. Toutes ces différentes méthodes de distribution jouent un rôle important dans le marché de l'automobile et continueront vraisemblablement de le faire, chaque secteur remplissant une fonction particulière et manipulant des genres diversifiés et changeant de fournitures à mesure que changent d'année en année l'allure et le mécanisme des automobiles et des camions."

Malheureusement, nous avons reçu très peu de réponses des associations de commerce de gros représentant ceux qui manutentionnent les produits industriels. Les réponses assez nombreuses qui tombent dans ce domaine, cependant, indiquent clairement que la situation est bien différente dans ces cas.

Ces entreprises ne semblent pas constater que le manufacturier s'accapare de leurs fonctions dans la même mesure. Dans le cas présent, les clients du grossiste achètent habituellement des produits pour les transformer, souvent pour répondre à des commandes déterminées. Ainsi, il a été souligné que les imprimeurs, en général, ne gardent pas en stock tous les genres de papier et d'articles requis pour remplir les commandes qu'ils reçoivent; ils comptent plutôt que le grossiste gardera des "stocks suffisants et bien assortis desquels les imprimeurs peuvent obtenir sur demande et sans délai les articles dont ils ont besoin."

La différence de méthode réside simplement dans le fait que le détaillant perd généralement la vente d'un article s'il n'a pas cet article en stock au moment même où la demande est faite. L'intermédiaire, comme l'imprimeur, au contraire, ne tente pas de garder des stocks considérables mais compte que son grossiste lui fournira plusieurs articles sur demande.

Conclusion

La proportion de l'emploi dans cette industrie par rapport à la main-d'œuvre totale s'est accrue plus rapidement que sa part du revenu national. Les augmentations ont semblé se maintenir au même niveau que dans les autres industries. Il y a donc lieu de croire que les marges de profit ont diminué pendant un certain temps, comme en témoignent les rapports reçus des associations de grossistes et les chiffres du tableau 18. Bien que l'accroissement du volume ait compensé en partie les bénéfices moins élevés, il semble que plusieurs entreprises ont dû fonctionner à perte assez souvent et qu'elles ont tenté, surtout au cours des dernières années, d'améliorer leurs méthodes d'exploitation afin d'accroître leurs bénéfices. Les entreprises marginales y perdront fatalement dans cette situation, mais il semble peu probable que l'industrie dans l'ensemble diminue en importance, étant donné qu'elle offre un service essentiel à la collectivité.

Comme dans toutes les industries, il y a dans le commerce de gros une tendance certaine vers des heures plus courtes. En outre, on peut y déceler une tendance vers des services plus complets. Ces deux facteurs joints à un relèvement général des affaires (en supposant que cette tendance se continuera) devraient entraîner un accroissement de l'embauchage.

La contraction des marges de bénéfice qui se poursuit contre-balance ces facteurs dans une certaine mesure, car elle incite les entrepreneurs à rechercher des moyens d'augmenter l'efficacité de leur entreprise, de façon à manutentionner plus de marchandises avec un nombre moindre d'employés, tendance qui touche déjà plusieurs genres de commerce de gros.

De leur côté, les manufacturiers s'approprient une plus grande partie du domaine en ayant leurs propres établissements, ce qui tend à accroître la main-d'œuvre plutôt qu'à la diminuer. La tendance à l'intégration progressive de la part des manufacturiers porte aussi à envisager les bénéfices et les frais d'un point de vue un peu différent. Un fabricant peut fort bien permettre que le secteur des ventes en gros de son entreprise fonctionne à peu près sans bénéfice; il peut même transférer à cette division une aussi grande partie que possible des services d'entretien. Ce dernier fait peut expliquer en partie le déclin des quatre grands centres de distribution mentionnés à la page 36, étant donné que les fabricants ont intérêt à étendre leurs services le plus possible.

L'étendue étonnante des fonctions du commerce de gros est un facteur important dont il faut tenir compte dans les prévisions concernant l'avenir de cette industrie. Comme nous l'avons signalé précédemment, un tiers seulement de toutes les ventes sont faites aux détaillants. L'avenir des grossistes qui desservent le commerce de détail dépendra de la mesure dans laquelle ils pourront fournir un bon service aux petits détaillants et de l'aptitude des détaillants indépendants à soutenir la concurrence des grands magasins à rayons ou à succursales.

Un autre tiers du commerce de gros s'occupe de fournir des machines et du matériel aux manufacturiers et autres gros usagers, et à approvisionner les industries du bâtiment et des transports; leur avenir est naturellement lié à celui de leurs clients. Environ un huitième des ventes totales sont faites pour l'exportation; les intérêts et les tendances futures de ces entreprises peuvent ne pas toujours coïncider avec ceux du reste de l'industrie.

Comme nous l'avons signalé plus tôt, il n'existe pas autant de renseignements précis qu'on le souhaiterait. Il semble donc nécessaire, en partie pour cette raison, d'envisager d'une façon très générale l'expansion possible lorsqu'il s'agit de prédire l'avenir de l'industrie en tenant compte des tendances générales qui se sont manifestées dans le passé.

Une façon de prévoir l'emploi futur consiste tout simplement à prolonger la courbe de tendance des chiffres de l'emploi, selon le recensement de la

distribution, ce qui donne 377,000 en 1980. Il va sans dire que cette façon de procéder ne tient pas compte de nombreux facteurs changeants, y compris la tendance vers des heures moins longues; cette estimation est probablement inférieure aux chiffres réels de l'emploi futur.

On peut aussi établir les probabilités d'emploi en se fondant sur la tendance que révèle l'indice de l'emploi établi par le Bureau fédéral de la statistique d'après une base mensuelle et annuelle. (Voir tableau 21.). En se fondant sur l'emploi indiqué par le recensement de la distribution en 1951 et sur la tendance de cette série pour la période de 1930 à 1954, prolongée jusqu'à 1980, l'emploi dans les commerces de gros à cette date serait de 410,000. Cette estimation représente un moyen terme entre les deux estimations maximums mentionnées au paragraphe précédent, mais elle ne tient pas compte non plus de la tendance à des heures de travail moins longues.

Comme nous l'avons signalé plus haut, le nombre moyen d'heures de travail accomplies est un facteur important lorsqu'il s'agit de déterminer le nombre d'employés dans l'industrie; il est beaucoup plus important que dans d'autres secteurs de l'industrie des services où une plus forte proportion des effectifs ouvriers travaillent à leur propre compte. Au lieu de supposer qu'il se produira dans le rythme de l'emploi une augmentation proportionnée aux augmentations survenues au cours de la période de 1930 à 1951, comme dans la première méthode mentionnée ci-dessus, nous pourrions examiner le nombre global d'heures de travail accomplies (septième ligne du tableau 22) et supposer que ce chiffre augmentera au rythme indiqué pour la période de 1930 à 1951. Selon ces calculs, le nombre d'heures atteindra probablement environ 16 millions en 1980. La moyenne d'heures de travail dans cette industrie sera d'environ 36.8 par semaine en 1980, si l'on tient compte des changements survenus de 1944 à 1953. Si nous divisons par le nombre moyen d'heures de travail accomplies dans une semaine le nombre total d'heures, on arrive à un chiffre de 435,000, qui représente l'emploi approximatif dans ce secteur en 1980. Cette façon de procéder tient compte d'un facteur de plus que les autres méthodes mentionnées et c'est cette méthode qui a été employée pour établir les prévisions générales. En effet, un tel emploi dans l'industrie représenterait 4.4 p. 100 des effectifs ouvriers probables en 1980, comparativement à 3.7 p. 100 en 1951.

On constatera plus tard que cette augmentation, exprimée sous forme de pourcentage, ne représente pas une proportion aussi grande des effectifs ouvriers globaux en 1980 que dans le cas de certaines autres industries qui assurent des services. Ces prévisions se fondent en partie sur la conviction que les pressions qui s'exercent sur l'industrie afin qu'elle adopte des méthodes améliorées, y compris l'automatisation lorsque la chose est possible, permettront d'accroître la productivité par homme, ce qui tendra à restreindre le nombre global d'ouvriers employés.

COMMERCE DE DÉTAIL

Genres d'établissements

Il y a eu trois recensements complets des magasins de détail au Canada, soit en 1930, en 1941 et en 1951. Chacun des trois tient compte de tout établissement connu comme place d'affaires et pratiquant la vente de marchandises aux consommateurs ménagers. Avant cette date, les renseignements sur le commerce de détail au Canada sont incomplets, mais il existe beaucoup de renseignements non statistiques où l'on peut retracer les changements dans cette industrie. En général, le développement du commerce a été parallèle à celui du pays même et l'on peut suivre ce développement à partir du marchand ambulant et du petit magasin général des premiers jours de la colonisation jusqu'aux nombreuses formes qu'affecte la distribution en détail dans notre complexe société moderne.

Au cours de l'histoire du commerce de détail au Canada, la distribution a revêtu plusieurs formes nouvelles, mais à tout prendre, les vieilles formules sont demeurées, bien qu'elles n'aient pas gardé la même importance proportionnelle qu'aux jours d'antan. Ainsi, le colporteur, le comptoir et le magasin général existent encore au Canada aujourd'hui. Le magasin à rayons, le comptoir postal, les magasins en série, le *supermarket* et le *shopping centre* sont apparus à diverses étapes mais n'ont pas supplanté les anciennes formules de distribution.

Peut-être le développement le plus significatif dans le commerce de détail au Canada après le tout début fut-il l'établissement du magasin spécialisé indépendant, qui a prospéré à peu près au rythme du développement des nouveaux centres. La première formule vraiment nouvelle qui apparût fut le magasin à rayons, qui était en réalité la réunion sous un seul toit de plusieurs magasins particuliers. Il a été rendu possible en partie par la croissance des villes canadiennes en population, en industrialisation et en richesse. L'industrialisation et l'urbanisation croissantes incitèrent certains marchands généraux actifs à déménager dans les plus grandes villes. C'est ainsi que Timothy

Eaton passa d'un petit magasin général de St-Mary's à Toronto en 1869. Robert Simpson déménagea de Newmarket à Toronto en 1881¹.

L'avènement des comptoirs postaux suivit naturellement. Dans un pays où les distances sont grandes et la population clairsemée, un tel système amenait le magasin à rayons à la porte de chaque maison, quelque éloignée qu'elle soit des grands centres.

La colonisation de l'Ouest après la construction du chemin de fer Pacifique-Canadien, l'augmentation de la population au début du siècle, contribuèrent à l'expansion du marché canadien de même qu'au développement de Winnipeg et d'autres cités de l'Ouest en tant que centres de distribution. Des magasins à rayons, dont *Hudson's Bay Company*, *The T. Eaton Company* et *Robert Simpson Company* établirent des succursales dans plusieurs villes, mais ne tentèrent pas d'organiser leurs propres manufactures à une haute échelle; en général, cette politique a été maintenue.

L'étendue de nos frontières nationales et la répartition de notre petite population ont donné aux établissements de commerce canadiens un caractère qui leur est propre, et c'est en partie à cause de cela qu'ils ont évolué différemment de ceux des États-Unis. Ainsi, les comptoirs postaux furent organisés par les gros magasins à rayons au lieu d'être des institutions à part comme aux États-Unis. En effet, au Canada, il est impossible de séparer les statistiques des entreprises à comptoir postal de celles des magasins à rayons étant donné que leurs opérations s'entrecroisent.

L'avènement des magasins en série dénote en grande partie un changement de structure de la propriété. Les magasins eux-mêmes ressemblaient beaucoup aux bons magasins indépendants mais c'est la gestion qui différait. Ainsi les premières épiceries en série étaient de petites unités comparables aux magasins indépendants, différentes seulement quant au nombre d'établissements sous une seule direction.

Les deux innovations les plus récentes sont le *supermarket* et le *shopping centre*. Le *supermarket* est généralement une épicerie doublée d'une boucherie, offrant un minimum de service et desservant un territoire assez étendu. Pour une large part le *supermarket* et le *shopping centre* sont des produits de l'évolution amenée dans la vie canadienne par l'automobile et le mouvement de la population vers les banlieues.

A mesure que se sont développées les villes canadiennes et que s'est accru le nombre des automobiles, surtout ces dernières années, le centre des villes est devenu d'accès de plus en plus difficile. Même si cette situation n'avait pas existé, le *shopping centre* moderne serait probablement apparu, quand ce ne serait qu'au périmètre de nos grands centres métropolitains. La résidence en banlieue de milliers et même de centaines de milliers de personnes

¹George G. Nasmith, *Timothy Eaton* (Toronto, 1923), p. 70.

et simplement la distance du centre commercial des villes ont probablement rendu inévitable la naissance du *shopping centre*.

Trois facteurs importants sont à l'origine du changement de structure de nos établissements de détail au cours des années. Peut-être le plus important est-il l'exode régulier de la population rurale du Canada vers les villes. L'urbanisation amène automatiquement un accroissement du commerce de détail, étant donné que le citadin achète beaucoup plus de nourriture, de même que d'autres denrées comme le combustible, qu'une famille semblable demeurant à la campagne.

Deuxièmement, même pour les familles qui sont demeurées à la campagne, les changements dans les goûts et les habitudes ont réduit de façon radicale leur degré d'indépendance. La plupart des signes d'une économie de subsistance ont disparu et les résidents ruraux sont maintenant de gros acheteurs de biens de consommation, fréquemment au moyen des catalogues de comptoirs postaux.

A cause du nombre croissant des femmes dans la main-d'œuvre, on utilise dans les familles plus de produits alimentaires préparés et l'on fréquente davantage les restaurants; le commerce de détail par habitant s'en trouve augmenté d'autant. Malheureusement, nous n'avons pas de statistiques sûres des ventes au détail avant 1930, bien qu'un relevé partiel des établissements de commerce ait été fait pour l'année 1923. Les ventes au détail par habitant, qui ont été de \$342 en 1931, ont doublé en 1951, passant à \$685 (dollars de 1949 dans les deux cas).

Il faut noter ici l'avènement des maisons de vente à rabais. Ces maisons achètent à prix d'occasion des biens durables de consommation en grandes quantités; elles se sont taillé une bonne part dans le marché détenu par les autres entreprises. Elles ont prouvé qu'il est possible de manutentionner pour une courte période un gros volume de marchandises avec une très petite marge de bénéfice, mais il reste à voir si oui ou non ces entreprises deviendront un élément permanent du système de vente au détail.

Importance de la méthode du prix fixe

Un élément important est parfois oublié. C'est le fait que le progrès des grands magasins est devenu possible par une innovation fondamentale dans les techniques de vente: l'institution d'un seul prix fixe pour chaque article. Il y a cent ans, il n'y avait aucune étiquette de prix sur la marchandise, et le montant réel demandé pour un article donné était matière à marchandage entre le client et le marchand. A mesure que les magasins prirent de l'essor, il devint plus difficile au marchand de surveiller plusieurs commis et un accroissement réel de volume ne fut possible que lorsqu'on établit un prix fixe pour chaque article, à prendre ou à laisser. Entre autres avantages, cela réduisit considérablement les possibilités de fraude de la part des employés, danger toujours existant quand les prix sont variables.

Quand Timothy Eaton inaugura son magasin à Toronto en 1869 il annonça: "Nous avons l'intention de vendre nos marchandises comptant seulement et de n'avoir qu'un seul prix de vente¹." C'était là une idée révolutionnaire et l'on prédit partout que cette entreprise ne ferait pas long feu. Timothy Eaton fut le premier marchand à inaugurer cette méthode au Canada, mais aux États-Unis quelques maisons faisaient déjà des affaires dans ces conditions, dont *Wanamakers* à Philadelphie et *A. T. Stewart* à New-York.

Même si la plupart des magasins ont imité *Eaton* en temps et lieu et ont adopté le régime du prix fixe, ce système n'est jamais devenu universel et même aujourd'hui il y a certaines denrées pour lesquelles les prix demeurent variables. Partiellement à cause de l'élément échange, les prix des automobiles sont généralement sujets à négociation, et ces dernières années, la même tendance se manifeste dans la vente de certains autres articles. En termes de productivité du commerce de détail, c'est probablement là un pas en arrière, étant donné que les ventes par marchandage prennent plus de temps et requièrent plus de surveillance.

Volume et ampleur de l'industrie

On trouvera au tableau 23 un sommaire des plus importantes statistiques du commerce de détail; le tableau divise cette industrie en neuf principaux sous-groupes. Le commerce de détail est une des principales industries du Canada et en 1951 le recensement de la distribution a recueilli des chiffres sur plus de 153,000 magasins représentant 10.7 milliards de dollars de ventes et un emploi annuel moyen pour l'ensemble de plus de 680,000, y compris les propriétaires actifs. L'augmentation du nombre des magasins entre 1941 et 1951 ne fut que d'environ 12 p. 100, mais les ventes ont plus que triplé et le nombre des employés et propriétaires actifs s'est accru de 44 p. 100.

Il faudrait peut-être noter en passant que les données du tableau 23 sont basées sur les recensements de la distribution des années 1930, 1941 et 1951, mais qu'elles ont été quelquefois modifiées conformément à des renseignements ultérieurs. Il n'a pas toujours été possible de faire passer ces modifications aux autres tableaux qui font la répartition des magasins de détail selon divers éléments, par exemple selon le chiffre d'affaires comme au tableau 25, ou selon le genre de magasin comme au tableau 26. Ces derniers tableaux et d'autres semblables diffèrent donc légèrement du tableau 23 quant au total.

Une étude plus détaillée du tableau 23 révèle que les changements les plus significatifs se sont produits dans le groupe automobile et dans le groupe marchandises générales. Dans le premier groupe, les ventes ont augmenté de 14 p. 100 et 24 p. 100 de toutes les ventes entre 1931 et 1951, tandis que le nombre des établissements n'a monté que de 2 points en pourcentage

¹George G. Nasmith, *op. cit.*, p. 72.

COMMERCE DE DÉTAIL PAR GENRE DE COMMERCE

Tableau 23

Mode d'exploitation	Nombre de magasins			Ventes			Nombre moyen d'employés et de propriétaires actifs		
	1930	1941	1951	1930 (millions de dollars)	1941	1951	1930	1941	1951
Aliments et boissons.....	48,365(a)	58,491	66,534	806(a)	1,062	3,273	118,565(a)	162,908	223,439
Pourcentage du total.....	38.8	42.7	43.5	29.5	31.1	30.6	31.8	34.4	32.8
Marchandises générales.....	14,889	15,711	16,153	680	741	1,796	83,801	106,865	154,254
Pourcentage du total.....	11.9	11.5	10.6	24.9	21.7	16.8	22.6	22.6	22.7
Automobiles.....	13,016	16,867	18,380	381	595	2,544	42,783	59,151	97,185
Pourcentage du total.....	10.4	12.3	12.0	13.9	17.4	23.8	11.5	12.5	14.3
Vêtements et accessoires.....	10,474	12,601	16,283	220	295	783	32,704	42,050	61,575
Pourcentage du total.....	8.4	9.2	10.6	8.0	8.6	7.3	8.8	8.9	9.0
Matériaux de construction et quincaillerie ..	6,144	5,801	7,887	164	174	674	19,956	20,967	37,340
Pourcentage du total.....	4.9	4.2	5.2	6.0	5.1	6.3	5.3	4.4	5.5
Meubles, appareils ménagers, radios et garnitures de maison.....	3,079	3,498	5,221	100	118	394	14,042	15,249	24,515
Pourcentage du total.....	2.5	2.6	3.4	3.7	3.5	3.7	3.8	3.2	3.6
Drogues et appareils hygiéniques.....	5,328	4,790	4,712	84	109	257	13,415	17,051	20,990
Pourcentage du total.....	4.3	3.5	3.1	3.1	3.2	2.4	3.6	3.6	3.1
Articles d'occasion.....	1,606	1,740	1,244	12	11	23	2,985	2,954	2,368
Pourcentage du total.....	1.3	1.3	0.8	0.4	0.3	0.2	0.8	0.6	0.3
Autres commerces de détail.....	21,707(a)	17,491	16,612	289(a)	310	949	44,903(a)	46,243	58,265
Pourcentage du total.....	17.4	12.8	10.9	10.6	9.1	8.9	12.0	9.8	8.6
Tous les magasins.....	124,608	136,990	153,034	2,736	3,415	10,693	373,155	473,438	680,931
Pourcentage du total.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

(a) Évaluation

Source: Recensement de la distribution, 1930, 1941 et 1951, chiffres rectifiés pour correspondre à la base 1951. Voir aussi: Bureau fédéral de la statistique, *Retail Trade, 1930-1951*, Reference Paper No. 56.

et le nombre des employés d'à peine 3 points. Le groupe marchandises générales, qui comprend et les magasins généraux de campagne et les magasins à rayons, a fléchi de 8 points en pourcentage quant aux ventes mais de 1.3 p. 100 seulement quant au nombre des magasins, l'emploi demeurant le même pour les deux années.

Le volume accru des ventes par employé indique une efficacité croissante dans le commerce de détail. Suivant les chiffres du tableau, les ventes par employé s'établissent ainsi qu'il suit:

	1930	1941	1951
Ventes par employé en dollars courants	7,300	7,200	15,700
Ventes par employé en dollars 1949	9,700	10,400	13,800

L'importance moyenne des magasins est un des facteurs qui influencent la productivité accrue par employé. Le tableau 24 classe les établissements suivant le volume de leurs ventes pour 1941 et 1951. Le changement le plus significatif entre les deux années est la disparition de près de 40,000 magasins de la catégorie de moins de \$10,000 de ventes par année. On peut présumer que ces magasins ou leurs successeurs ont passé à la catégorie suivante, celle dont les ventes se chiffrent entre \$10,000 et \$50,000 et qui est devenue la catégorie la plus importante. Il s'est produit sur toute la ligne un reclassement plus élevé et le groupe des plus gros magasins, ceux dont les ventes dépassent \$500,000, s'est accru numériquement de 413 à 2,625 et de 19 p. 100 à 34 p. 100 proportionnellement aux ventes.

Il existe encore un écart considérable entre les plus gros et les plus petits magasins, en dépit du progrès de l'ensemble. Par exemple, en 1951, 70 p. 100 des magasins déclaraient moins de \$50,000 de ventes et représentaient environ 20 p. 100 des ventes totales, tandis que 5 p. 100 des magasins réunissaient près de 50 p. 100 des affaires.

Compris sous produits alimentaires et breuvages se trouvent un grand nombre de restaurants et autres établissements où l'on offre des repas, mais malgré cela le gros des ventes faites par le commerce de détail sont des ventes de marchandises ordinaires. Les statistiques prises dans le recensement de 1951 démontrent que les recettes des repas s'élevaient à 431 millions, les ventes en gros faites par les magasins de détail à 325 millions, les recettes de réparation et entretien à 218 millions, ce qui suppose un solde de ventes au détail de marchandises de 9,679 millions sur un total de 10,653 millions.

Les ventes au détail faites par le commerce de gros et par les autres établissements de services contrebalancent cela dans une certaine mesure. Les ventes faites directement par les établissements de gros aux consommateurs ménagers se montaient à 180 millions de dollars en 1951, et bien que

Tableau 24

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTAIL GROUPÉS SELON LES VENTES ANNUELLES, 1941 ET 1951

	Magasins				Ventes annuelles			
	1941		1951		1941		1951	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Montant (millions de dollars)	Pourcentage	Montant (millions de dollars)	Pourcentage
Moins de \$10,000.....	70,966	51.7	31,714	21.0	299	8.7	151	1.4
\$10,000 à \$49,999.....	54,265	39.4	74,556	49.1	1,200	34.8	1,955	18.3
\$50,000 à \$99,999.....	7,523	5.5	25,922	17.1	509	14.8	1,794	16.8
\$100,000 à \$199,999.....	2,856	2.1	11,527	7.6	389	11.3	1,567	14.7
\$200,000 à \$499,999.....	1,308	1.0	5,282	3.5	395	11.5	1,600	15.1
Plus de \$500,000.....	413	0.3	2,625	1.7	650	18.9	3,585	33.7
Tous les magasins.....	137,331	100.0	151,626	100.0	3,441	100.0	10,653	100.0

Source: *Annuaire du Canada, 1955*, p. 991.

78 p. 100 seulement de tous les établissements aient fourni assez de renseignements pour être inclus dans ce tableau des établissements de gros (tableau 15), il est entendu que la plupart des établissements omis sont des éleveurs à grains dont les ventes au détail seraient vraisemblablement peu élevées.

Les ventes de repas et de marchandises signalées par les autres établissements de services formaient un total de 313 millions en 1951. Le gros de ces recettes (65 millions de la vente de repas et 197 millions de la vente de marchandises) a été encaissé par le groupe des hôtels et des camps de touristes.

Formes d'organisation

Il est évident qu'il y a eu une tendance vers la concentration des affaires en main des compagnies et des sociétés privées. En 1951 par exemple, les compagnies comptaient 11 p. 100 du nombre des établissements et représentaient 45 p. 100 des ventes, tandis que les propriétaires particuliers, comptant 75 p. 100 du nombre, faisaient 38 p. 100 des ventes, une baisse de 8 point en pourcentage au regard de 1941 (voir tableau 25). Nous n'avons des statistiques précises que pour une courte période, mais ces renseignements s'accordent avec les données générales déjà signalées.

Bien qu'il soit évident que les associations sous forme de compagnie ou de société privée deviennent plus populaires, il ne s'ensuit pas que les magasins à rayons et en série prennent une importance relative plus considérable. Le tableau 26 répartit les détaillants en trois catégories principales; magasins indépendants, magasins à rayons et magasins en série, pour les années 1930, 1941 et 1951 avec les ventes pour 1953.

Au cours de la période 1930 à 1951, les ventes des magasins à rayons et en série ont quelque peu fléchi au regard des ventes totales, bien que les ventes en chiffres absolus aient monté considérablement dans toutes les catégories. Les magasins indépendants, y compris les vendeurs d'automobiles, garages et postes de service, ont accru leur part des ventes depuis environ 69 p. 100 en 1930 à près de 75 p. 100 en 1951. Le chiffre des ventes en 1953 indique peu de changement, comparé aux pourcentages de 1951.

Cependant, bien qu'il soit vrai que les magasins indépendants ont augmenté leur part du total des ventes, une large tranche de cette augmentation vient des ventes accrues des entreprises reliées à l'industrie de l'automobile. La plupart des établissements du commerce automobile sont classés comme indépendants et leur pourcentage des ventes est passé de 12.6 p. 100 du total à 23.4 p. 100. Les autres magasins indépendants ont perdu près de 5 points en pourcentage, les magasins à rayons 4.4 points tandis que les magasins en série autres que le commerce automobile ont perdu 0.7 p. 100.

Tableau 25

COMMERCE DE DÉTAIL PAR TYPE D'ORGANISATION

Type d'organisation	1941			1951		
	Nombre d'établis- sements	Ventes (millions de dollars)	Employés à plein temps	Nombre d'établis- sements	Ventes (millions de dollars)	Employés à plein temps
Propriétaires particuliers.....	113,627	1,589	120,605	114,744	4,081	174,271
Pourcentage du total.....	82.7	46.2	40.6	75.7	38.3	32.9
Sociétés privées.....	10,562	319	25,235	18,149	1,292	55,819
Pourcentage du total.....	7.7	9.3	8.5	12.0	12.1	10.5
Sociétés.....	12,051	1,401	147,211	16,564	4,805	287,505
Pourcentage du total.....	8.8	40.7	49.5	10.9	45.1	54.4
Sociétés coopératives.....	445	20	1,961	1,191	134	5,418
Pourcentage du total.....	0.3	0.6	0.7	0.8	1.3	1.0
Autres formes d'organisation.....	646	112	2,035	978	341	6,329
Pourcentage du total.....	0.5	3.2	0.7	0.6	3.2	1.2
Total.....	137,331	3,441	297,047	151,626	10,653	529,342
Pourcentage du total.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Sources: Bureau fédéral de la statistique, *Recensement du Canada, 1941*, vol. X, tableau 17, et *Recensement du Canada, 1951*, vol. VII, tableau 15.

Tableau 26

IMPORTANCE RELATIVE DES MAGASINS INDÉPENDANTS, EN SÉRIE ET À RAYONS

	1930		1941		1951		1953
	Magasins (milliers)	Ventes (millions de dollars)	Magasins (milliers)	Ventes (millions de dollars)	Magasins (milliers)	Ventes (millions de dollars)	Ventes (millions de dollars)
Magasins indépendants.....	116.4	1,897	128.8	2,420	142.9	7,967	9,053
Pourcentage du total.....	93.1	68.8	93.8	70.3	94.2	74.8	74.7
Automobile.....	12.2	346	16.4	560	18.1	2,495	2,824
Pourcentage du total.....	9.7	12.6	11.9	16.3	11.9	23.4	23.3
Automobile exceptée.....	104.2	1,550	112.4	1,860	124.8	5,472	6,229
Pourcentage du total.....	83.4	56.2	81.9	54.0	82.3	51.4	51.4
Magasins en série.....	8.5	504	8.0	643	8.1	1,776	2,048
Pourcentage du total.....	6.8	18.3	5.8	18.7	5.3	16.7	16.9
Automobile.....	0.8	35	0.5	34	0.1	44	16
Pourcentage du total.....	0.7	1.3	0.3	1.0	0.1	0.4	0.1
Automobile exceptée.....	7.6	469	7.5	609	8.0	1,732	2,032
Pourcentage du total.....	6.1	17.0	5.5	17.7	5.3	16.3	16.8
Magasins à rayons.....	0.1	355	0.5	378	0.6	910	1,025
Pourcentage du total.....	0.1	12.9	0.4	11.0	0.4	8.5	8.4
Tous les magasins.....	125.0	2,756	137.3	3,441	151.6	10,653	12,126
Pourcentage du total.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Recensement du Canada, 1941*, vol. X (Ottawa, 1944), tableau XVI, tableau 2, p. 4 et tableau 2, p. 556.

Bureau fédéral de la statistique, *Recensement du Canada, 1951*, vol. VII (Ottawa, 1954), tableau 13.

Bureau fédéral de la statistique, *Commerce de détail, 1953*, vol. 3, partie II (Ottawa, 1955), tableau 4, pp. F-10 et F-11.

Si l'on exclut les vendeurs d'automobiles, les ventes des autres entreprises représentent le pourcentage suivant:

**RÉPARTITION PROPORTIONNELLE DES VENTES TOTALES,
À PART LES VENTES DES ENTREPRISES RELIÉES À
L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE**

	1930	1941	1951	1953
Magasins indépendants.....	65	65	68	67
Magasins en série.....	20	22	21	22
Magasins à rayons.....	15	13	11	11
Ventes totales.....	100	100	100	100

Sur cette base de comparaison, les changements sont moins frappants mais indiquent bien que le magasin indépendant a plus que tenu le coup contre les autres méthodes de distribution.

Les raisons en sont diverses, mais la plus importante est peut-être l'effort fait par les détaillants indépendants pour faire concurrence aux magasins en série en recourant au commerce de gros coopératif et à l'adoption de méthodes améliorées d'exploitation telles que l'autoservice, l'élimination des ventes en compte ouvert, etc.

Ces faits démentent l'impression générale que les magasins à rayons et en série sont parvenus à dominer irrésistiblement le commerce de détail. C'est un fait, cependant, que la plupart des innovations récentes sont venues de ces deux genres d'organisation et le magasin indépendant tend à changer de méthodes pour se maintenir à la page.

Au nouveau venu entreprenant, le commerce de détail a toujours offert l'occasion de se lancer dans les affaires avec un capital modeste. Cependant, avec les dimensions accrues du magasin moyen, cette occasion pour le petit épargnant pourrait bien devenir moins alléchante. Ainsi, avec l'avènement du *supermarket* et les gros placements qu'il requiert, c'est avec plus d'hésitation que jamais que le nouveau venu s'aventure dans le commerce d'épicerie. Il y a cependant encore des chances de succès pour le petit magasin spécialisé, et dans les vieux centres commerciaux et dans les nouveaux *shopping centres*.

Vente à tempérament et en compte ouvert

Le détail des ventes à tempérament et en compte ouvert en 1951 est donné au tableau 27. Pour cette année, bien que la somme des ventes à tempérament ait plus que doublé celle de 1941, en pourcentage de toutes les ventes elle a reculé de 2.3 p. 100 et dans certaines catégories la réduction

était encore plus marquée. Par exemple, en 1941, plus de 50 p. 100 des meubles, fournitures domestiques et postes récepteurs furent vendus à tempérament, contre 30 p. 100 en 1951. La même situation règne chez les vendeurs d'automobiles chez qui 35 p. 100 des ventes étaient faites à tempérament en 1941, contre 22 p. 100 seulement en 1951. Ces deux années, cependant, tombaient sous le coup des restrictions du crédit. Les restrictions du crédit furent introduites par la Commission des prix et du commerce en temps de guerre en octobre 1941, ce qui influa sur les chiffres de cette année-là. Des restrictions furent encore imposées au Canada à l'automne 1950 et renforcées au printemps 1951, de sorte que les statistiques recueillies par ces deux recensements peuvent difficilement être considérées comme caractéristiques de cette industrie.

Le tableau 28 montre les chiffres des ventes à tempérament et en compte ouvert en 1953 dans neuf genres de magasin, ce qui donne une meilleure idée de l'importance des ventes en compte ouvert et à tempérament.

Il est indiscutable que les facilités d'achat en compte ouvert sont utilisées largement par le public et qu'elles sont le complément nécessaire du service offert par les magasins dans plusieurs domaines. La vente à tempérament, bien qu'encore concentrée dans les entreprises vendant des biens durables de consommation, s'étend rapidement aux autres domaines. Dans ce cas, des frais variables sont imposés par les magasins et le revenu tiré de cette source représente fréquemment une part très importante des bénéfices d'exploitation des entreprises vendant à tempérament.

Répartition géographique

Au tableau 29, les ventes des établissements canadiens de détail sont réparties en cinq régions pour les années 1930, 1941, 1951 et 1954. Chaque région a gardé une part assez constante des ventes totales. Au cours de la période de vingt ans, les ventes en Alberta accusèrent la plus forte hausse proportionnelle, soit un gain d'environ 400 p. 100 comparé à la moyenne de 290 p. 100 pour l'ensemble du Canada. Il est intéressant de noter que cette augmentation en Alberta s'accompagnait d'une hausse de 18 p. 100 seulement dans le nombre des magasins contre une augmentation moyenne de 23 p. 100 dans le nombre des magasins pour l'ensemble du Canada.

Sur une base provinciale, l'Ontario compte presque 40 p. 100 de toutes les ventes et la province de Québec environ 23 p. 100. Plus de la moitié du marché du Canada est donc localisé dans les deux provinces centrales et ce fait est important surtout pour les manufacturiers de biens destinés au marché intérieur de consommation.

Tableau 27

VENTES À TEMPÉRAMENT ET EN COMPTE OUVERT AU CANADA, 1951

Genre de commerce	Nombre de magasins	Total des ventes (millions de dollars)	Ventes en compte ouvert		Ventes à tempérament	
			Montant (millions de dollars)	% des ventes	Montant (millions de dollars)	% des ventes
Aliments et boissons.....	65,134	3,232	342	10.6	—	—
Marchandises générales.....	16,153	1,796	375	20.9	77	4.3
Automobiles.....	18,380	2,544	468	18.4	447	17.6
Vendeurs d'automobiles.....	5,168	1,984	366	18.5	437	22.0
Vêtements et accessoires.....	16,283	783	119	15.2	26	3.4
Matériaux de construction et quincaillerie.....	7,887	674	337	50.0	12	1.8
Meubles, appareils ménagers, radios et garnitures de maison.....	5,221	394	81	20.6	123	31.2
Drogues et articles hygiéniques.....	4,712	257	18	7.2	—	0.2
Marchandises d'occasion.....	1,244	23	2	8.9	—	0.2
Autres magasins de détail.....	16,612	949	294	31.0	28	2.9
Bijouteries.....	2,610	105	25	23.8	10	9.8
Tous les magasins.....	151,626	10,653	2,036	19.1	714	6.7
Tous les magasins (1941).....	137,331	3,441	528	15.3	311	9.0

Note: En 1951, il y avait 31,363 magasins dont les ventes s'élevaient à 1,599 millions de dollars. Ces magasins n'ont pas donné la répartition entre leurs ventes au comptant et leurs ventes à crédit. En 1941, les chiffres correspondants étaient: 39,059 magasins avec ventes de 459 millions de dollars.

Sources: Bureau fédéral de la statistique, *Recensement du Canada, 1941*, vol. X, tableau 19, et *Recensement du Canada, 1951*, vol. VII, tableau 12.

Tableau 28

VENTES À TEMPÉRAMENT ET EN COMPTE OUVERT, 1953

	Total des ventes	Ventes en compte ouvert		Ventes à tempérament	
	(millions de dollars)	Montant (millions de dollars)	% des ventes	Montant (millions de dollars)	% des ventes
Magasins à rayons.....	1,024.7	215.8	21.1	146.1	14.3
Vendeurs d'automobiles...	2,284.0	517.0	22.6	987.3	43.2
Vêtements pour hommes...	214.1	55.3	25.8	6.6	3.1
Vêtements pour la famille .	208.8	52.0	24.9	11.4	5.5
Vêtements pour femmes...	219.0	45.6	20.8	6.1	2.8
Quincaillerie.....	248.5	86.4	34.8	11.5	4.6
Meubles.....	195.1	42.3	21.7	86.4	44.3
Appareils ménagers et radios.....	284.4	49.5	17.4	142.5	50.1
Bijouterie.....	120.9	25.5	21.1	22.7	18.8

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Retail Consumer Credit*, vol. X, n° 4.

Tableau 29

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES VENTES AU DÉTAIL

(millions de dollars)

	1930	1941	1951	1954
Provinces de l'Atlantique(a).....	197	279	899	1,025
Pourcentage du total.....	7.2	8.2	8.4	8.5
Québec.....	646	820	2,443	2,798
Pourcentage du total.....	23.6	24.0	22.8	23.2
Ontario.....	1,091	1,388	4,130	4,634
Pourcentage du total.....	39.9	40.6	38.6	38.4
Provinces des Prairies.....	551	609	2,122	2,359
Pourcentage du total.....	20.2	17.8	19.8	19.6
Colombie-Britannique, Yukon et Territoires du Nord-Ouest.....	251	318	1,100	1,250
Pourcentage du total.....	9.2	9.3	10.3	10.4
Total.....	2,736	3,415	10,693	12,066
Pourcentage du total.....	100.0	100.0	100.0	100.0

(a) Ce poste comprend Terre-Neuve en 1951 et 1954.

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Commerce de détail*, 1954.

Tableau 30

BÉNÉFICE BRUT ET BÉNÉFICE NET DE CERTAINS COMMERCES DE DÉTAIL

(pourcentage des ventes nettes)

Commerce	1938		1948		1952	
	Brut	Net(a)	Brut	Net(a)	Brut	Net(a)
<i>Magasins non sociétaires:</i>						
Épicerie.....	16.0	4.5	14.0	5.7	13.8	5.3
Épicerie-boucheries.....	17.4	4.1	14.6	4.4	14.6	4.1
Boucheries.....	22.4	5.6	16.6	5.5	17.5	6.1
Fruits et légumes.....	—	—	17.5	6.5	17.5	5.6
Confiseries.....	—	—	19.1	8.5	18.8	7.5
Vêtements pour hommes	28.7	7.0	25.9	11.9	26.6	10.0
Vêtements pour femmes..	29.7	4.6	25.8	10.4	26.8	7.9
Vêtements pour la famille	27.1	4.4	23.4	10.0	24.4	8.9
Chaussures.....	29.8	6.6	26.5	11.5	27.7	10.8
Quincailleries.....	25.6	5.5	24.7	11.5	25.9	10.4
Meubles.....	33.5	4.3	26.7	9.6	27.8	8.3
Appareils et radios.....	—	—	27.4	9.5	26.4	7.8
Postes d'essence.....	21.6	6.2	19.0	6.2	20.1	5.9
Garages.....	33.1	5.7	26.2	7.8	29.9	8.3
Magasins généraux.....	—	—	15.1	6.0	14.6	5.7
Restaurants.....	40.2	4.6	37.1	6.9	38.9	7.6
Combustible.....	21.1	3.5	20.4	5.4	20.4	4.6
Pharmacies.....	—	—	28.4	11.7	29.1	12.0
Bijouteries.....	40.2	—	39.1	15.3	39.5	14.2
Tabac.....	21.5	5.7	16.5	7.9	16.5	6.8
<i>Magasins sociétaires:</i>						
Vêtements pour hommes	—	—	28.6	6.4	29.3	3.0
Vêtements pour femmes	—	—	28.5	5.1	29.3	2.8
Vêtements pour la famille	—	—	28.8	6.0	29.8	3.5
Chaussures.....	—	—	32.1	7.6	30.0	3.2
Quincailleries.....	—	—	26.2	6.5	27.3	2.7
Combustible.....	—	—	19.9	2.1	22.0	1.6
Pharmacies.....	—	—	33.1	5.6	34.1	5.4
Bijouteries.....	—	—	40.8	4.4	41.8	3.3
Magasins à rayons.....	—	—	—	—	32.4	1.7
<i>Magasins de détail en série:</i>						
	1947		1949		1953	
Épicerie.....	16.8	2.4	16.0	3.0	15.0	1.2
Épicerie-boucheries.....	16.0	2.2	15.6	2.5	16.5	3.2
Boucheries.....	20.5	3.3	17.6	0.6	—	—
Vêtements pour hommes	30.0	7.5	29.1	3.6	30.9	1.8
Vêtements pour femmes	30.2	6.2	29.4	4.1	31.5	4.7
Vêtements pour la famille	26.4	5.6	30.2	2.7	31.0	2.0
Chaussures.....	30.8	6.5	30.8	4.9	31.6	4.9
Variétés.....	37.7	13.0	37.5	11.3	37.8	9.4
Pharmacies.....	34.2	5.4	33.3	3.0	33.8	3.2
Meubles.....	32.6	7.8	35.1	4.0	31.8	5.3

(a) Avant déduction de l'impôt sur le revenu et des salaires des propriétaires.

Note: Les données sur les magasins à rayons sont extraites du mémoire soumis par M. E. G. Burton à la Commission.

Source: Bureau fédéral de la statistique.

Résultats d'exploitation

Le Bureau fédéral de la statistique a recueilli sur un certain nombre d'années des statistiques des résultats d'exploitation de certains magasins de détail. Le profit net et le profit brut pour certains commerces de détail choisis sont donnés au tableau 30 pour l'année la plus récente, 1952 ou 1953, et pour deux années antérieures lorsque les chiffres sont disponibles. Il semble évident d'après ces données que le profit brut des détaillants de la classe des non-sociétaires a diminué sensiblement entre les années 1938 et 1952. Dans l'ensemble, les détaillants sociétaires et les magasins de détail en série ont pu maintenir leurs marges brutes et même les augmenter dans plusieurs cas.

Alors que les chiffres semblent démontrer que les magasins non sociétaires font maintenant un bénéfice net plus élevé qu'auparavant, les deux autres classes accusent un bénéfice net réduit. Ceci peut être imputable en partie au fait que les bénéfices nets des magasins non sociétaires incluent encore le salaire ou les décaissements du propriétaire tandis que dans le cas des magasins sociétaires et des magasins de détail à succursales tous les salaires et décaissements sont payés avant le calcul des bénéfices nets.

Tableau 31

BÉNÉFICE BRUT ET ROULEMENT DU STOCK

		Bénéfice brut			
		Canada			É.-U.
	Roulement annuel du stock	Magasins non sociétaires	Magasins sociétaires	Magasins en série	Tous les magasins
		(1952)	(1952)	(1953)	(1954)
Bijouteries.....	1.2	39.5	41.8	—	44.4(d)
Chaussures.....	2.0	27.7	30.0	31.6	37.1(d)
Quincailleries.....	2.1	25.9	27.3	—	29.4
Vêtements pour la famille	2.2	24.4	29.8	31.0	30.1(b)
Vêtements pour hommes	2.3	26.6	29.3	30.9	33.7
Meubles.....	2.4	27.8	—	31.8	38.0
Variétés en série.....	3.8	—	—	37.8	37.6
Magasins à rayons.....	3.9	—	32.4	—	35.7(c)
Pharmacies.....	3.9	29.1	34.1	33.8	33.5
Vêtements pour femmes	4.8	26.8	29.3	31.5	34.4
Appareils et radios.....	5.4	26.4	—	—	34.0
Épicerie.....	13.6	13.8	—	15.0	15.9(c)
Épicerie-boucheries.....	17.2	14.6	—	16.5	16.3(a)
Postes d'essence.....	20.7	20.1	—	—	22.6(b)
Restaurants.....	35.5	38.9	—	—	47.3(a)
Boucheries.....	53.3	17.5	—	—	20.7

(a) 1950

(b) 1951

(c) 1952

(d) 1953

Sources: Les chiffres canadiens sur les bénéfices bruts sont tirés du tableau 30. Les chiffres sur les magasins à rayons sont tirés du mémoire soumis par M. E. G. Burton à la Commission. Les chiffres pour les États-Unis: *Dun & Bradstreet, Inc., Operating Ratios for Thirty-Five Lines of Retail Trade* (New-York, sept. 1955).

Il semble donc juste de conclure que, dans l'ensemble, la marge de bénéfice net s'est contractée ces dernières années. Les effets de cette contraction de la marge de bénéfice ont été compensés dans une certaine mesure par un volume accru par magasin et par employé, et nous avons déjà souligné ces deux incidences à d'autres occasions.

Un autre détail intéressant que révèlent ces données, c'est que bien qu'il y ait des commerces semblables dans les trois groupes, les magasins non sociétaires ont la marge brute la plus restreinte; suivant les magasins sociétaires, les magasins en série ont la marge la plus élevée. Dans les chaussures, par exemple, les marges brutes sont de 27.7 p. 100, 20 p. 100 et 31.6 p. 100, comme l'indique le tableau 31. Ces pourcentages tendent à confirmer l'impression générale que les plus grosses entreprises sont capables d'acheter à des prix plus bas et d'obtenir une marge supérieure sans que leurs prix de vente soient nécessairement plus élevés. Naturellement, dans plusieurs cas le magasin sociétaire et le magasin en série achètent directement du manufacturier, assumant eux-mêmes les fonctions de grossiste et la dépense additionnelle qui s'ensuit.

Pour arriver à une juste comparaison des frais de distribution, il faudrait additionner la marge du grossiste à celle du petit détaillant et comparer la somme ainsi obtenue à la marge accusée par les magasins à rayons ou en série. Si l'on présume que les grossistes et les magasins à rayons ou en série achètent du manufacturier à peu près au même prix, cette méthode permettrait une comparaison valable, mais on ne dispose pas de renseignements suffisants pour pousser plus loin la question.

En plus de l'écart noté entre les marges des diverses catégories de magasins, il y a une différence encore plus marquée entre les genres de commerce. En 1952, les épiceries et magasins généraux de campagne avaient des marges brutes de 13.8 p. 100 et 14.6 p. 100 tandis que les bijouteries et les restaurants avaient des marges brutes de 39.5 p. 100 et 38.9 p. 100 pour ne nommer que les deux extrêmes. En général, les marges représentent souvent une partie du service offert. Les épiceries modernes et les supermarchés non seulement n'accordent aucun crédit mais s'efforcent de persuader les clients de se servir seuls et de réduire le service au minimum. De plus, la transformation et l'emballage des aliments sont généralement poussés aussi loin que possible par le manufacturier, à l'encontre des vendeurs de meubles, par exemple, qui doivent déballer la marchandise reçue du manufacturier, l'assembler, l'étaler et quelquefois même y faire de légères réparations avant de la livrer au consommateur.

Alors que les épiceries fournissent un minimum de service, les gros magasins à rayons modernes offrent des services très variés. Les comptes courants, comptes à tempérament ou comptes de dépôts sont largement utilisés. Les clients usent et abusent du privilège d'échange, à grands frais pour le maga-

sin. Les magasins à rayons transportent leurs clients d'un étage à l'autre par ascenseur et par escalier roulant, offrent les services d'un restaurant, et normalement ont soit un garage soit un terrain de stationnement à la disposition des clients. Les vestiaires, les bureaux de poste et les salles de repos ne représentent que quelques-uns des services offerts.

Ces grands magasins climatisés, avec leurs étalages de marchandises variées, leurs multiples facilités de crédit et autres services ont fait naître chez les clients des exigences impondérables qui rehaussent indubitablement le coût des marchandises vendues, mais auxquelles doit maintenant satisfaire le grand magasin. Le magasin qui refuse de se conformer à ces exigences, pour onéreuses qu'elles soient, se laissera inévitablement dépasser par ses concurrents.

En plus de la nature générale du service, le rythme de roulement du stock a une certaine portée sur la marge de bénéfice réalisée dans les divers commerces. Comme l'indique le tableau 31, les bijouteries ont le roulement moyen le plus bas et la marge brute la plus élevée. Bien que l'on soit loin d'une corrélation exacte, généralement les genres de commerce dont le rythme de roulement est élevé ont une marge brute moins considérable, et les deux ne sont pas sans rapport.

Le tableau 31 donne également les chiffres des marges brutes par rapport aux ventes nettes pour seize genres de commerce de détail aux États-Unis. Il est intéressant de noter que dans presque tous les cas, ces chiffres y sont plus élevés que pour le même genre de magasins au Canada. Les marges brutes de détail sont aussi données dans l'étude de Harold Barger sur la distribution aux États-Unis¹. Tandis que les données les plus récentes de cette source touchent l'année 1947, la comparaison de ces renseignements avec les marges canadiennes confirme l'impression créée par les chiffres plus récents donnés au tableau 31, à savoir que les marges de détail sont d'habitude sensiblement plus élevées aux États-Unis qu'au Canada.

Les marges nettes de bénéfice sont plus difficiles à comparer étant donné que les données pour les États-Unis comprennent dans le même chiffre divers genres de magasins, tandis qu'au Canada on remarque des différences marquées entre les magasins non sociétaires et les autres genres de magasins. Cependant, en comparant les chiffres disponibles de bénéfices nets aux États-Unis avec les bénéfices nets des magasins sociétaires et des magasins en série au Canada, on trouve une répartition à peu près égale entre les commerces dont le bénéfice net est plus élevé au Canada, en dépit de marges brutes moins considérables, et ceux dont le bénéfice net est plus bas.

¹Harold Barger, *op. cit.*, p. 81.

Fréquence des faillites

Comme on l'a signalé dans la section précédente, il est relativement facile à un nouveau venu de se lancer en affaires dans le commerce de détail, mais à cause de la vive concurrence au sein de cette entreprise, il est notoire que la vie de bien des établissements y est courte. Lors du recensement de 1941, des statistiques furent recueillies quant à la date d'ouverture de 100,000 magasins. Ces statistiques démontraient qu'environ 38 p. 100 de tous les magasins avaient été en exploitation quatre ans ou moins, et qu'il y avait un pourcentage encore plus élevé pour les propriétés particulières et les sociétés. Un tableau semblable dans le recensement de 1930 révèle qu'environ 13 p. 100 de tous les magasins ne dataient que d'un an ou moins et 40 p. 100 de quatre ans ou moins. Ces chiffres, naturellement, n'indiquent pas le nombre de faillites mais ils aident à juger du rythme de roulement des établissements de détail.

La fréquence des faillites dans le commerce de détail a été signalée dans une publication par *Dun and Bradstreet*¹, dont les chiffres ne portent que sur les faillites entraînant une perte pour les créanciers. Pour l'année 1954, ils signalent près de 1,000 faillites dans le commerce de détail, chiffre qui n'a pas été dépassé depuis l'année de crise 1933. Le nombre de faillites est allé en augmentant chaque année depuis le minimum de 58 touché en 1945. Dans les dernières années 1930, on comptait de 500 à 700 faillites chaque année, et ce niveau a été de nouveau atteint dans les années 1950 à 1953.

Un relevé récent sur la survivance des entreprises commerciales aux États-Unis indique que les magasins de détail sont ceux qui renouvellent le plus leurs stocks, et il est très probable que la même situation existe au Canada. Voici un extrait du sommaire des conclusions du présent relevé:

"Les maisons de gros ont le meilleur dossier de survivance: les trois quarts survivent à leur premier exercice complet, la moitié survivent à peu près 3 ans et environ 30 p. 100 survivent plus de 10 ans. A l'autre bout de l'échelle, on trouve le groupe des établissements de détail où les trois cinquièmes survivent à leur première année et environ un sixième atteignent l'âge de 10 ans²."

Part du revenu national et placements domestiques bruts

La répartition proportionnelle du revenu national par industrie est donnée au tableau 2 et les chiffres n'indiquent aucune tendance précise quant au commerce de détail. Dans les dernières années 1930, le pourcentage du revenu national attribuable au commerce de détail fut d'environ 9.8 p. 100

¹Dun & Bradstreet, *op. cit.*

²Betty C. Churchill, "Age and Life Expectancy of Business Firms", *Survey of Current Business*, vol. 35, no 12 (Washington, D.C., décembre 1955), p. 15.

pour quatre années consécutives et ce même pourcentage s'enregistrait en 1948, 1949 et 1950. Depuis la guerre de Corée, cependant, le pourcentage a été plus bas: 8.9 p. 100, 9.1 p. 100 et 9.1 p. 100. A la longue, il ne semble y avoir aucune tendance bien déterminée ni vers la hausse ni vers la baisse. Des chiffres analogues pour les États-Unis sont donnés au tableau 5, et on y voit que plus de 11 p. 100 du revenu national revient au secteur de détail. Contrairement au Canada, les États-Unis accusent une tendance bien déterminée vers la hausse, ce qui porterait facilement la proportion à plus de 13 p. 100 vers 1970.

En ce qui concerne les placements domestiques bruts, cependant, les chiffres révèlent qu'on a affecté de fortes sommes ces dernières années à de nouvelles entreprises. Le tableau 20 répartit les placements de capitaux dans le commerce en catégories principales, et l'on peut y constater que le gros des dépenses concerne encore les magasins indépendants. Les immobilisations très élevées des dernières années viennent en grande partie de la construction des centres d'achat et des supermarchés, et la continuation de telles immobilisations dépend probablement du progrès du commerce dans son ensemble. Une courbe de tendance s'appuyant sur ce seul échantillon serait trompeuse à cause des différences considérables entre les quatre premières années et les dernières.

Caractéristiques du marché

Le marché canadien a progressé principalement pour deux raisons: la population s'est accrue et les revenus de la main-d'œuvre canadienne ont augmenté. Par conséquent les gens sont maintenant capables de dépenser davantage en biens et services. Bien qu'il soit vrai que la population du Canada se soit accrue chaque année depuis 1900, les revenus ont été un peu moins constants. Pour mesurer le volume du marché, O. J. Firestone, dans un discours à la *Canadian Retail Federation* s'est reporté à une étude des dépenses nationales brutes du début du siècle. Il souligne qu'au cours de cette période le marché avait progressé à un taux annuel moyen composé de 3.62 p. 100, dont 1.97 p. 100 correspondait à l'augmentation en population¹.

Le rapport entre les ventes au détail et les dépenses nationales brutes au cours du dernier quart de siècle a été remarquablement stable, sauf pendant la guerre. Le tableau 32 donne le rapport entre les deux et montre que pour les neuf années d'avant-guerre la moyenne fut de 49.3 p. 100 avec un minimum de 48.3 p. 100 et un sommet de 50.7 p. 100. Dans les années d'après-guerre, la moyenne fut de 50.3 p. 100 avec variations entre 48.1 p. 100 et 52.8 p. 100.

¹O. J. Firestone, "Canada's Growing Market and Retail Trade", causerie à la 12^e Conférence annuelle de la Fédération des détaillants du Canada, 3 mai 1954.

Tableau 32

COMPARAISON ENTRE LA DÉPENSE NATIONALE BRUTE
ET LES VENTES AU DÉTAIL*(en millions de dollars et en pourcentage)*

	Dépense nationale brute	Commerce de détail	
		Ventes	Pourcentage de la dépense nationale
1930.....	5,546	2,736	49.3
1931.....	4,560	2,305	50.5
1932.....	3,767	1,908	50.7
1933.....	3,552	1,773	49.9
1934.....	4,034	1,984	49.2
1935.....	4,345	2,105	48.4
1936.....	4,701	2,289	48.7
1937.....	5,355	2,593	48.4
1938.....	5,233	2,530	48.3
1939.....	5,707	2,578	45.2
1940.....	6,872	2,935	42.7
1941.....	8,517	3,415	40.1
1942.....	10,539	3,619	34.3
1943.....	11,183	3,786	33.9
1944.....	11,954	4,093	34.2
1945.....	11,850	4,573	38.6
1946.....	12,026	5,787	48.1
1947.....	13,768	6,963	50.6
1948.....	15,613	7,835	50.2
1949.....	16,462	8,532	51.8
1950.....	18,203	9,617	52.8
1951.....	21,474	10,693	49.8
1952.....	23,255	11,532	49.6
1953.....	24,449	12,126	49.6
1954.....	24,041	12,066	50.2

Source: Bureau fédéral de la statistique.

Le tableau 33 montre le rapport entre les ventes au détail et le revenu personnel disponible. Ici la moyenne pour les neuf années d'avant-guerre fut de 64.3 p. 100 et pour les neuf années d'après-guerre de 71.7 p. 100, ce qui diffère considérablement du changement d'un point en pourcentage dans le rapport entre les ventes au détail et les dépenses nationales brutes. On suppose généralement que les ventes au détail varient en raison plus ou moins directe des sommes dont peuvent disposer les particuliers, mais les chiffres ci-dessus indiquent plutôt que le rapport entre les ventes au détail et les dépenses nationales brutes est plus constant. Peut-être cette situation peut-elle s'expliquer par l'importance grandissante des ventes au détail faites dans les établissements commerciaux et gouvernementaux. Par exemple, il n'y a aucune façon de déterminer quelle proportion des automobiles vendues sont utilisées à des fins personnelles et quelle proportion sont utilisées pour affaires.

Tableau 33

COMPARAISON ENTRE LE REVENU DISPONIBLE DES PARTICULIERS ET LES VENTES AU DÉTAIL

(en millions de dollars et en pourcentage)

	Revenu disponible des particuliers	Commerce de détail	
		Ventes	% du revenu disponi- ble des particuliers
1930.....	4,292	2,736	63.7
1931.....	3,629	2,305	63.5
1932.....	3,001	1,908	63.6
1933.....	2,774	1,773	63.9
1934.....	3,879	1,984	64.4
1935.....	3,293	2,105	63.9
1936.....	3,482	2,289	65.7
1937.....	3,930	2,593	66.0
1938.....	3,975	2,530	63.6
1939.....	4,208	2,578	61.3
1940.....	4,808	2,935	61.0
1941.....	5,600	3,415	61.0
1942.....	6,980	3,619	51.8
1943.....	7,478	3,786	50.6
1944.....	8,164	4,093	50.1
1945.....	8,430	4,573	54.2
1946.....	8,965	5,787	64.6
1947.....	9,599	6,963	72.5
1948.....	11,121	7,835	70.5
1949.....	11,968	8,532	71.3
1950.....	12,682	9,617	75.8
1951.....	14,663	10,693	72.9
1952.....	15,753	11,532	73.2
1953.....	16,725	12,126	72.5
1954.....	16,747	12,066	72.0

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Ventes, Commerce de détail au Canada, 1954*.

Tableau 34

COMMERCE DE DÉTAIL: RÉPARTITION PROPORTIONNELLE DES VENTES TOTALES, PAR DENRÉE

	Pourcentage du total		
	1930	1941	1951
Boissons alcooliques.....	5.2	4.6	4.7
Aliments et produits connexes.....	27.6	25.6	24.0
Vêtements et chaussures.....	15.5	15.5	12.5
Automobiles.....	12.7	16.1	22.0
Appareils ménagers.....	8.8	7.5	8.5
Matériaux de construction et quincaillerie.....	5.9	4.6	5.5
Produits pharmaceutiques.....	2.9	2.4	2.2
Divers.....	14.4	16.7	14.3
Combustible et glace.....	4.0	3.3	2.4
Recettes de la vente de repas et goûters.....	3.0	3.7	3.9
	100.0	100.0	100.0

Sources: Bureau fédéral de la statistique, *Recensement du Canada, 1931*, vol. X (Ottawa, 1934), tableau 26A, p. 132.

Bureau fédéral de la statistique, *Recensement du Canada, 1941*, vol. X, partie I (Ottawa, 1944), tableau 24, p. 474.

Bureau fédéral de la statistique, *Recensement du Canada, 1951*, vol. VII (Ottawa, 1954) tableau 23, p. 23-1.

Les données du tableau 34 soulignent le changement de structure du commerce; on y remarque une forte augmentation en pourcentage des dépenses pour automobiles, car cette proportion est passée de 13 p. 100 en 1930 à 22 p. 100 en 1951. Si l'on ajoute à ceci que les ventes en dollars courants ont quadruplé pendant cette période, l'avance croissante de cette industrie sur les autres prend une importance additionnelle. Le seul autre poste qui montre une augmentation est celui des recettes provenant de la vente de repas et de goûters; il est passé de 3 p. 100 à 3.9 p. 100 du total.

Les plus fortes baisses en pourcentage furent subies par les produits alimentaires et le vêtement, 3 p. 100 dans chaque cas, ce qui est peut-être relié au fait que la richesse moyenne des Canadiens, à mesure qu'elle augmente, leur permet de consacrer une plus large part de leur dollar d'achat à autre chose que ces articles nécessaires à la vie. Un autre facteur, peut-être plus important, c'est le volume des ventes au détail faites dans les établissements commerciaux et gouvernementaux, dont les achats de produits alimentaires et de vêtements seraient relativement peu considérables. Comme on l'a expliqué ci-dessus, c'est ce facteur qui peut aider à expliquer le rapport relativement constant entre les dépenses nationales brutes et les ventes totales au détail.

Emploi

Le tableau 23 donne le nombre de propriétaires actifs et le nombre moyen d'employés pour chacune des trois années touchées par le recensement de la distribution. Ce chiffre est passé de 370,000 en 1930 à 679,000 en 1951. Le pourcentage de la main-d'œuvre employée au commerce ainsi calculé est passé de 9.4 p. 100 en 1930 à 11.4 p. 100 en 1941 et à 13.1 p. 100 en 1951, soit une augmentation d'environ 2 p. 100 pour chaque décennie. Ces données comprennent, cependant, un certain nombre d'employés à temps partiel. Par exemple, en 1951, on comptait 150,000 propriétaires actifs, tandis que le nombre d'employés rémunérés variait d'un minimum de 455,000 à un maximum de 604,000.

A titre de comparaison, on peut se reporter aux chiffres du tableau 8, qui dénombre les employés dans le commerce pour une semaine en juin de l'année touchée par le recensement officiel. Dans ce tableau, aux employés travaillant chez les détaillants il faut ajouter les employés qui, dans le recensement, sont compris dans la catégorie des services personnels, mais qui sont donnés séparément au tableau 56. Les deux chiffres pris ensemble sont aussi étroitement comparables que possible avec les données du recensement de la distribution du tableau 23, et représentent 9.6 p. 100 de la main-d'œuvre en 1931, 10.0 p. 100 en 1941 et 11.3 p. 100 en 1951. Dans ce cas, même si la tendance est la même, la différence d'année en année n'est pas aussi considérable que dans les chiffres obtenus des commerçants même par

voie du recensement de la distribution, et la proportion de la main-d'œuvre employée au commerce n'est pas aussi élevée pour 1941 et 1951. Comme on l'a noté ci-dessus, la principale explication de cette différence réside probablement dans le problème de l'emploi à temps partiel et de l'emploi saisonnier.

Il y a dans le commerce de détail un emploi saisonnier considérable qui, naturellement, varie selon le produit vendu par le marchand. Généralement les ventes et l'emploi montent à Noël, un peu moins à Pâques et aux autres occasions spéciales comme la Fête des Mères. Tandis que certains produits comme le vêtement et les automobiles sont sujets à de larges fluctuations saisonnières, celles-ci sont fréquemment contre-balancées dans d'autres secteurs du commerce, et les tendances divergentes se trouvent annulées jusqu'à un certain point dans les chiffres pour l'ensemble du commerce de détail. L'ampleur des variations saisonnières de l'emploi au sein du commerce de détail pour l'ensemble du Canada est de 13 p. 100, soit la différence entre le maximum et le minimum réels de l'emploi, exprimés en pourcentage de l'emploi moyen.

Les marchands cherchent à contre-balancer les effets de la demande saisonnière par l'emploi de femmes mariées, d'étudiants et d'autres personnes ne faisant pas continuellement partie de la main-d'œuvre, comme aide supplémentaire ou à temps partiel, particulièrement au temps de Noël. Pour cette raison, les effets des saisons sur l'emploi dans le commerce de détail ne sont pas un aussi gros problème que ne le font supposer les statistiques. Les autres moyens employés pour contre-balancer les variations saisonnières sont le mouvement des employés d'un secteur à l'autre, l'introduction du libre-service et les campagnes de publicité; tous ces moyens tendent à réduire l'influence de l'achat saisonnier.

Le commerce de détail est généralement considéré comme une industrie à bas salaires et le salaire moyen hebdomadaire est généralement plus bas que la moyenne pour l'ensemble des industries (\$39.95 par semaine contre \$49.61 en 1951). Comme on l'a indiqué dans les paragraphes précédents, les employés peuvent se diviser en deux groupes. Un groupe représente les personnes de carrière qui se proposent de consacrer à un commerce toute leur vie de travail. L'autre groupe, numériquement considérable, est composé de ceux qui cherchent un emploi relativement de courte durée; ce sont pour la plupart des femmes qui cherchent un emploi pour quelques années, de l'école au mariage. C'est souvent dans ce dernier groupe, après que les employés ont cessé d'être comptés comme permanents, que se recrute le personnel supplémentaire pour les périodes de pointe.

Le premier groupe, les personnes de carrière, obtiennent probablement des revenus aussi satisfaisants que ceux qui correspondent à leur catégorie dans les autres genres d'emploi. Quant aux employés de bureaux, qui sont

très nombreux, leurs salaires tendent à être plus ou moins parallèles à ceux des emplois semblables dans les autres industries de la même localité.

La moyenne des salaires est rabaisée par le grand nombre d'employés qui font le travail très simple d'aider le client dans le choix des marchandises, l'emballage, et la remise de la monnaie, etc. Cependant, ce ne sont pas tous les employés à la vente qui reçoivent des salaires relativement bas. Ils peuvent être, en effet, très bien rémunérés, et ce pour deux raisons. Une des raisons réside dans les qualités d'empressement, d'habileté et de technique de vente que possède l'employé; l'autre raison serait une réunion de ces qualités alliée à la bonne connaissance d'un produit coûteux et complexe, par exemple les appareils ménagers.

Il y a très peu d'organisation syndicale au sein de cette industrie. D'après les ententes signalées au ministère du Travail, un peu plus de 26,000 employés du commerce de détail sont protégés par quelque 300 ententes collectives. Cela veut dire que moins de 5 p. 100 des travailleurs, contre 40 p. 100 environ des travailleurs dans l'ensemble des occupations non agricoles, y sont protégés par des ententes collectives. Le peu de développement du syndicalisme est dû en partie au travail de bureau qu'exigent la plupart des occupations et au roulement relativement rapide des employés. C'est chez le personnel employé à la vente que le roulement est le plus rapide à cause du grand nombre de ceux qui sont employés saisonnièrement seulement ou, dans le cas des employés féminins, pendant la période relativement courte entre la fin des études et le mariage.

Plus que jamais on s'applique à l'instruction des futurs dirigeants de magasins. Preuve en soit l'inauguration d'un cours de trois ans sur la vente au détail au *Ryerson Institute of Technology* de Toronto, l'école de vente au détail du collège *Sir George Williams*, le cours élémentaire d'administration à l'Université McMaster de Hamilton, et autres innovations semblables ailleurs au Canada.

Opinion des hommes d'affaires

La *Canadian Retail Federation* a fourni une abondante documentation de base pour la rédaction de cette section de notre étude, et les paragraphes qui suivent, touchant les perspectives du commerce de détail, sont tirés des renseignements offerts par la Fédération.

“Nous croyons que le progrès du commerce de détail au Canada est étroitement lié aux changements sociaux et à l'accroissement de la richesse des individus. Le Canadien moyen semble avoir atteint le point où il dispose d'un montant appréciable de revenu au-delà des nécessités premières de la vie. On peut donc raisonnablement présumer qu'aussi longtemps que cette situation se maintiendra il sera beaucoup exigé du système de distribution.

“Nous ne voyons aucune indication particulière laissant prévoir une diminution quant aux besoins de main-d'œuvre. Cela semble confirmé par les

changements qui se sont produits dans le commerce de détail au Canada au cours des dernières années. Par exemple, le libre-service des supermarchés requiert indubitablement plus de personnel non vendeur dans les entrepôts, pour l'approvisionnement et la disposition des stocks, etc. Les magasins à rayons aussi réclament ordinairement un peu plus de personnel non affecté à la vente que de vendeurs, et dans leur cas il serait plutôt question de services autres que la simple remise de la marchandise au client. Il s'agirait plutôt de personnel de bureau, d'employés de livraison, etc.

"L'avenir du commerce de détail au Canada est donc étroitement lié à l'avenir du pays, et à la lumière des facteurs connus, cet avenir paraît brillant. Ils ne manquent sûrement pas d'optimisme chez les distributeurs prospères dont les projets d'investissement vont énergiquement de l'avant. Peut-être le plus grave problème pour l'avenir du commerce de détail est-il celui de la productivité peu élevée par heure-homme.

"On y emploie un très grand nombre de personnes qui n'ont pas l'intention probable de faire partie de la main-d'œuvre indéfiniment. Cela vaut particulièrement pour les femmes. Leur rémunération est relativement peu élevée, comparée à celle des personnes de carrière, pour qui l'échelle des salaires semble correspondre à celle qui vaut pour de semblables responsabilités dans les autres emplois. Dans les circonstances actuelles, on voit difficilement comment le niveau des salaires du premier groupe pourrait être relevé sensiblement à moins que la productivité individuelle y soit accrue en proportion.

"Il est indiscutable présentement que le client s'attend à trouver un commis-vendeur à sa disposition derrière le comptoir. Cela ne se produit pas dans les usines, où chaque employé est ordinairement occupé à plein temps durant les heures de travail. L'autoservice et les étalages sur les comptoirs témoignent d'un effort pour résoudre ce problème. On peut le constater surtout dans les supermarchés et dans une certaine mesure maintenant dans les bazars et même les magasins à rayons. Dans l'ensemble, nous ne croyons pas que le libre-service soit une solution générale au problème.

"Étant donné la richesse grandissante du Canada, il est probable que le commerce de détail continuera de prendre de l'importance dans la vie canadienne. Et cela, tout simplement parce que le Canadien moyen a plus d'argent à dépenser pour des choses non indispensables. Pour la même raison le commerce de détail continuera à requérir beaucoup de main-d'œuvre. Le caractère personnel du commerce de détail et les difficultés que soulève la mécanisation de la vente viennent confirmer ces prévisions."

Problèmes des dépositaires d'automobiles

Comme nous l'avons souligné dans les sections précédentes, les détaillants qui vendent des produits se rattachant à l'industrie automobile sont un facteur important et croissant de l'industrie. Dans ce groupe, les détaillants

d'automobiles neuves accomplissent une fonction spécialisée et leurs problèmes sont assez différents de ceux des autres détaillants. La *Federation of Automobile Dealers Associations of Canada* offre les commentaires suivants, qui décrivent la position de ces vendeurs.

“En l'espace de quelques années, le forgeron, le sellier, le charron et le loueur de chevaux, à mesure que l'automobile a supplanté cheval et voiture, ont passé à l'industrie des véhicules automobiles. Dans plusieurs cas, le marchand général a ajouté les automobiles à son assortiment de marchandises.

“De ces humbles débuts, le dépositaire d'automobiles est devenu un spécialiste occupant un immeuble entier, un personnel considérable, et pour ce qui est du montant des ventes de détail dans les petits et les grands centres, ne le cède dans tout le Canada qu'aux fournisseurs de produits alimentaires.

“Nous avons constaté qu'il y a environ 5,500 dépositaires d'automobiles vendant des automobiles neuves (et d'occasion) au Canada, sans compter les dépositaires qui vendent exclusivement des voitures d'occasion. Après un relevé chez un groupe important de dépositaires canadiens, nous pouvons dire que ces 5,500 dépositaires emploient 55,000 personnes.

“Les employés des dépositaires d'automobiles ne sont guère syndiqués. Il y a plus d'organisations syndicales sur la côte du Pacifique, en Saskatchewan et à Terre-Neuve qu'ailleurs, et il y a des ententes collectives dans d'autres régions. Au moment où ces lignes sont rédigées, on s'efforce de syndiquer les vendeurs d'automobiles de Toronto.

“Les dépositaires sont autorisés par les manufacturiers d'automobiles à vendre leurs produits et ont avec eux une entente écrite déterminant les conditions d'exploitation. Ils achètent des automobiles du manufacturier au comptant, et gardent de gros stocks de pièces de rechange et d'accessoires lesquels sont payables à trente jours. Dans le volume total des affaires, il y a une variation saisonnière très marquée dont le sommet se situe dans la courte période du printemps et du début de l'été.

“En 1954, le bénéfice moyen net des dépositaires avant déduction de l'impôt sur revenu était de 0.7 p. 100 des ventes totales, et pour 1955, 1.93 p. 100.

“Il semble raisonnable d'espérer une expansion très considérable des ventes d'automobiles dans les années à venir.

“Cependant, il est clair que le bénéfice net moyen sur les ventes mentionné ci-dessus est considéré comme trop bas par certains dépositaires, en dépit du volume accru des ventes, et bien des dépositaires n'ont pas été satisfaits de la place qu'ils occupaient dans le système de marché actuel, même si en 1956 les marges de bénéfice net ont augmenté brusquement.”

De l'avis de certains dépositaires, trop de ventes se sont faites par suite d'une surproduction des fabricants et d'une pression indue exercée sur le

dépositaire, qui déterminèrent des prix de rabais et une tendance à vendre à terme sans dépôt suffisant et avec une période de remboursement jugée trop longue.

D'autre part, bien des personnes s'occupant du commerce d'automobiles croient que l'établissement d'une série de rabais accordés selon la quantité par les fabricants a élargi le marché des voitures et a permis aux dépositaires de vendre plus de voitures, ce qui a mis les dépositaires à même de moderniser leurs méthodes et de réduire le coût moyen de la manutention de chaque voiture vendue.

Tableau 35

LA PRODUCTIVITÉ DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL

Genre de magasin	Ventes dégonflées			Ventes dégonflées par employé		
	1930	1941	1951	1930	1941	1951
	(millions de dollars 1949)					
Aliments et boissons....	1,070	1,526	2,879	9,025	9,367	12,885
Marchandises générales.	903	1,065	1,580	10,776	9,966	10,243
Magasins à rayons et comptoirs postaux...	471	543	800	10,673	9,323	9,186
Automobiles.....	506	855	2,237	11,827	14,455	23,018
Vêtements et accessoires.	292	424	689	8,929	10,083	11,190
Matériaux de construc- tion et quincaillerie	218	250	593	10,924	11,923	15,881
Meubles, etc.....	133	170	347	9,472	11,148	14,155
Pharmacies.....	112	157	226	8,349	9,208	10,767
Marchandises d'occasion	16	16	20	5,358	5,416	8,446
Autres.....	384	445	835	8,552	9,623	14,331
Tous les magasins.....	3,633	4,907	9,405	9,736	10,365	13,812
Tous les magasins sauf l'automobile.....	3,127	4,052	7,167	9,465	9,781	12,278

Remarque: Les chiffres de vente dégonflés ont été établis d'après le tableau 23, suivant l'indice des prix à la consommation (base 100 en 1949).

Productivité

Pour en arriver à une appréciation approximative de la productivité, les chiffres de ventes donnés au tableau 23 ont été dégonflés conformément à l'indice des prix à la consommation, et le tableau 35 donne le résultat de ces calculs. Une fois rectifiés, les chiffres de vente ont été divisés par le nombre moyen d'employés et les résultats sont donnés au même tableau.

Il ressort de ces données que de 1930 à 1950 la productivité s'est accrue d'environ 42 p. 100 pour tous les commerces, mais de 30 p. 100 seulement pour tous les commerces si l'on exclut le commerce de l'automobile. Les calculs sembleraient indiquer aussi que la vente des marchandises durables nécessite généralement moins de personnel que la vente des marchandises semi-durables ou non durables. Des données analogues tirées des documents américains¹ viennent à l'appui de cette conclusion. Les relevés furent faits pour 1939 comme il suit:

¹G. J. Stigler, *Trends in Employment in the Service Industries*, pp. IV-25.

<i>Genre de marchandises</i>	<i>Ventes par employé</i>
Périssables	\$5,930
Semi-durables	6,587
Durables	9,522

Cette efficacité accrue s'explique probablement en partie par l'importance des magasins (voir le tableau 24). La moyenne des ventes par magasin, en dollars courants, était d'environ \$22,000 en 1930, \$25,000 en 1941, et \$70,000 en 1951, y compris les fabricants d'automobiles.

Cette idée est confirmée par un article récent de *The Economic Journal* comparant les magasins de détail de trois pays; en voici un extrait: "La dimension des magasins aux États-Unis va en fait de pair avec la haute productivité, mesurée par l'indice partiel des ventes réelles par personne embauchée¹."

Un autre facteur important dont le tableau 35 ne tient pas compte, c'est la réduction des heures de travail. On peut obtenir des chiffres de la moyenne hebdomadaire des heures de travail mais il faut s'en servir avec beaucoup de prudence, étant donné qu'il est peu probable que les 150,000 propriétaires actifs et travailleurs familiaux non rémunérés s'en tiennent aux heures moyennes.

Sur la base donnée, les magasins à rayons et les comptoirs postaux ont en réalité vendu moins par employé en 1951 qu'en 1931. Il est probable qu'en 1951 comme en 1931 ces entreprises assumaient leurs propres fonctions de grossistes, ce qui tendrait à donner un biais à la baisse à tous leurs chiffres, mais la baisse réelle s'explique probablement par deux autres facteurs. Premièrement vient le nombre des services offerts, y compris l'usage coûteux et répandu du privilège de retourner la marchandise, de même que les services accessoires dont nous avons parlé aux paragraphes précédents. Deuxièmement, il y a eu réduction des heures de travail par employé, accompagnée d'une augmentation des heures de magasin en plusieurs cas, les deux entraînant un emploi accru.

Il existe des statistiques des heures moyennes de travail dans le commerce de détail pour la période 1944 à 1954 inclus, mais antérieurement à cette date il ne se trouve que des estimations fondées sur d'autres indices généraux. En 1951, la moyenne hebdomadaire des heures de travail était de 43.8, et en 1944 de 47.8. Ces chiffres sont légèrement supérieurs aux autres données moyennes pour ces dates, et nous évaluons les heures à 48.4 pour 1941 et 50.0 pour 1930 d'après les autres séries et le rapport entre ces séries. En s'appuyant sur ces données, un indice général de la productivité par heure-

¹Lady Hall et J. Knapp, "Numbers of Shops and Productivity in Retail Distribution in Great Britain, the United States and Canada", *The Economic Journal*, vol. LXV, no 257 (Londres, mars 1955), p. 79.

homme peut être établi, pour ce qu'il vaut; il se répartit ainsi qu'il suit sous trois rubriques:

	1930	1941	1951
Tous les magasins	100	110	162
Tous les magasins, excepté les magasins d'automobiles	100	105	145
Magasins à rayons	100	90	98

Cette série rectifiée est probablement plus exacte en ce qui concerne les magasins à rayons, étant donné que ceux-ci comptent une très petite proportion de propriétaires actifs. Si ces statistiques sont exactes, elles indiquent qu'il a fallu un peu plus d'employés dans les magasins à rayons pour manutentionner une quantité donnée de marchandises en 1951 qu'en 1930, mais que la situation s'était un peu améliorée depuis 1941. D'autres groupes ont fait du progrès, d'après ce calcul.

L'emploi souffrira vraisemblablement de la disparition de plusieurs petites épiceries et du remplacement de celles-ci par des supermarchés ou des centres d'achat. Mais la productivité accrue résultant de la concentration des affaires aux mains des gros détaillants de produits primaires pourrait bien être contrebalancée par l'expansion numérique des petites boutiques spécialisées dans la vente d'articles de luxe. Les constatations d'une étude récente indiquent une tendance possible: "Lorsque la productivité de la distribution et le revenu réel de la collectivité augmentent de pair pendant une assez longue période, le nombre relatif des magasins vendant des denrées essentielles tendra à se contracter et le nombre relatif de magasins vendant des articles de luxe tendra à augmenter¹."

En outre, la tendance actuelle vers des heures de travail plus courtes entraînera nécessairement un emploi accru par unité, à moins que la productivité ne puisse être suffisamment améliorée pour contre-balancer tout à fait cette tendance. Les données du tableau 35 indiquent que cette amélioration s'est réalisée avec un succès variable, mais que dans l'ensemble il y a un progrès réel.

Expansion future

L'expansion du commerce de détail dans l'avenir est reliée à deux facteurs principaux: le relèvement des ventes au détail en général et la productivité plus ou moins grande dans l'industrie même.

Comme nous l'avons souligné précédemment, il semble que les marges de bénéfice aient baissé pour la plupart des marchandises et cette tendance s'accroîtra probablement quelque peu à cause des procédés des maisons de

¹Lady Hall et S. Knapp, *op. cit.*, p. 86.

vente à rabais et de la guerre des prix que se font les détaillants. Par suite de la contraction de la marge de bénéfice, les détaillants s'efforcent de réduire leurs prix de revient de diverses manières, surtout en mettant l'accent de plus en plus sur l'autoservice. Dans certains cas, les manufacturiers prennent en main l'entretien des biens durables de consommation, ce qui s'accorde avec leur objectif évident d'assumer les fonctions du grossiste.

En dépit des efforts des détaillants pour réduire frais et personnel, le fait demeure que les clients s'attendent à trouver un commis prêt à les servir dans la plupart des magasins et des genres de commerce autres que l'épicerie. L'avènement des maisons de vente à rabais, qui mettent l'accent sur le prix plutôt que sur le service pourrait bien susciter un changement dans cette situation, mais dans le passé les innovations (magasins à rayons et magasins à succursales, par exemple) généralement lancées avec l'accent sur les prix sont, avec le temps, devenues de plus en plus acceptées.

Nous ne pouvons donc espérer d'amélioration sensible de la productivité dans le commerce et l'importance accordée ci-dessous est probablement exagérée. Dans la même mesure où l'augmentation en productivité est sur-estimée, l'emploi prévu est sous-estimé.

Pour résumer nos constatations dans ce domaine, nous avons déjà émis l'avis que le volume des ventes au détail sera vraisemblablement d'environ la moitié de la dépense nationale brute. En traçant à partir du tableau 35 une courbe de tendance pour la moyenne de ventes par employé en dollars de 1949, on arrive à un chiffre dépassant à peine \$19,000 pour l'année 1980, ce qui représenterait un progrès annuel en productivité d'à peine plus de 1 p. 100 sur une base composée. En rattachant ceci aux prévisions quant au produit national brut, faites au chapitre IV, on en arrive pour 1980 aux pronostics suivants quant à l'emploi dans le commerce de détail.

PRÉVISION DE L'EMPLOI EN 1980

	<i>Bas</i>	<i>Médian</i>	<i>Haut</i>
Ventes au détail en millions de dollars de 1949	29,725	30,875	32,075
Chiffres de ventes rectifiés par employé	\$19,148	\$19,148	\$19,148
Nombre moyen d'employés	1,552,381	1,612,440	1,675,110

Évidemment, à cause du grand nombre d'employés surnuméraires, les changements saisonniers porteraient normalement l'emploi bien au-delà de ce chiffre au temps de Noël, et bien en-deça pendant les mortes-saisons. Comme on le voit au tableau 78, cela représenterait environ 14.8 p. 100 de la main-d'œuvre en 1980, soit une augmentation de 3.5 points en pourcentage par rapport à 1951.

FINANCES, ASSURANCES ET IMMEUBLE

Sont comprises dans ce secteur toutes les institutions de finances, telles que les banques à charte, les caisses populaires et les maisons de placements, ainsi que tous les genres de compagnies d'assurance. Le groupe de l'immeuble comprend les entreprises qui font le commerce de terrains et d'immeubles ou le négoce de la propriété commerciale ou domiciliaire.

Part du revenu national

En se reportant au tableau 2, on constate que, bien que ce secteur de l'économie ait accusé une hausse de revenu très appréciable en dollars, sa part proportionnelle du revenu national est presque la même qu'en 1926. Dans les années de crise économique de 1931 à 1936 inclusivement, ce secteur représentait une part du revenu national un peu plus élevée qu'à l'ordinaire, et tout comme les autres services, une part plus petite dans les années de guerre et les premières années d'après-guerre.

Tableau 36

REVENU NATIONAL: FINANCES, ASSURANCES ET IMMEUBLE (millions de dollars)

	1926	1941	1954
Salaires et traitements.....	104	132	474
Bénéfices des sociétés.....	43	67	261
Revenu de placements.....	227	243	919
Revenu net des entreprises non sociétaires.....	16	17	54
Total.....	390	459	1,708

Source: *Comptes nationaux 1926-1954, 1952-1954.*

Au tableau 36, le revenu global découlant de ce secteur est subdivisé selon ses principales composantes pour des années déterminées et l'importance du revenu de placements y est bien évidente. Les intérêts d'hypothèques sur propriétés domiciliaires sont compris dans cette catégorie, parce que

les personnes qui paient de tels intérêts sont prises en leur qualité de négociants immobiliers, et ce facteur tend à diminuer l'utilité d'une méthode se servant du revenu national pour aborder l'étude de certains problèmes déterminés de ce secteur de l'économie.

D'après une autre section des comptes nationaux, on peut calculer les placements domestiques bruts par industrie, et ceux-ci paraissent par grandes catégories au tableau 6.

Tableau 37

**PLACEMENTS INTÉRIEURS BRUTS
(INVENTAIRES NON COMPRIS)
FINANCES, ASSURANCES ET IMMEUBLE**

(millions de dollars)

	1926	1931	1936	1941	1946	1951	1954	1955
Banques.....	1.5	6.9	3.2	2.9	6.1	24.5	20.0	23.8
Compagnies d'assurance, de fiducie et de prêt.....					1.0	8.6	21.2	10.7
Autres institutions de finance (compagnies d'im- meuble et maisons de placements, etc).....	6.1	4.2	1.6	3.4				
					7.9	36.0	70.4	81.8
Total.....	7.6	11.1	4.8	6.3	15.0	69.1	111.6	116.3

Note: Les chiffres détaillés pour les années 1926-1954 sont estimatifs.

Source: *Private and Public Investment in Canada 1926-1951 et 1955.*

Bien que les placements de capitaux dans ce secteur aient passé de 5 à 15 millions de dollars dans les années précédant 1946 à la somme très imposante de 111 millions en 1954, ceci n'est pas encore très élevé au regard du montant global des placements de capitaux pour le Canada. Au tableau 37, ces chiffres sont groupés en trois catégories principales: les banques, les compagnies d'assurance et de fiducie, et les autres, et il est de toute évidence que la dernière catégorie représente le gros des nouveaux placements de capitaux.

Cette catégorie d'éléments divers comprend les entreprises faisant la construction et l'administration d'immeubles, y compris les édifices de bureaux, et les sommes plus considérables placées par de telles sociétés ces dernières années se reflètent ici. On a généralement l'impression que les placements de cette nature sont essentiellement cycliques, les hausses étant suscitées par les pronostics optimistes des entrepreneurs en ce qui regarde les perspectives de location, lesquelles à leur tour dépendent généralement de la situation des affaires. Quoi qu'il en soit, bien que de tels placements ajoutent à l'activité générale, ils ne sont pas l'élément décisif du niveau d'ensemble des placements puisqu'ils ne dépassent pas 2 p. 100 du total.

Tableau 38

MAIN-D'OEUVRE DANS LES SECTEURS DES FINANCES, DES ASSURANCES ET DE L'IMMEUBLE AU CANADA

	1931			1941			1951		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Banques.....	22,124	6,686	28,810	18,239	8,954	27,193	21,726	25,045	46,771
Assurance.....	26,826	12,630	39,456	22,905	13,131	36,036	31,018	25,593	56,611
Sociétés de prêt et placements.....	12,282	4,267	16,549	8,247	3,784	12,031	12,744	8,955	21,699
Immeuble.....	6,137	1,382	7,519	11,920	2,500	14,120	14,175	4,129	18,304
Total.....	67,369	24,965	92,334	61,311	28,369	89,680	79,663	63,722	143,385

Note: Ce tableau ne comprend pas le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ni Terre-Neuve.

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Tendances des occupations et des industries au Canada*, pub. n° SP-8 (Ottawa, 1954), tableaux 10 et 11.

Emploi

Un regard au tableau I fait voir qu'au cours des années, l'emploi dans l'ensemble de cette catégorie, proportionnellement à la main-d'œuvre, s'est accru considérablement, mais le changement depuis 1931 a été de moins de 0.5 p. 100. Les chiffres des trois derniers recensements sont groupés au tableau 38, où l'on peut constater que l'assurance est le plus gros employeur; viennent ensuite les banques. Ensemble, ces deux groupes représentent plus de la moitié de l'emploi. Ils sont étudiés séparément dans les pages suivantes.

Compagnies d'assurance-vie au Canada

A la fin de 1954, on estimait à plus de 6 millions le nombre des détenteurs de polices d'assurance-vie au Canada, et bien que cette statistique double le nombre des détenteurs de polices de 1925, elle représente environ 40 p. 100 de la population dans les deux cas. Depuis 1925, le montant moyen détenu par chaque détenteur a plus que triplé. Par suite de l'augmentation tant du nombre des détenteurs de polices que du montant moyen des polices, l'assurance-vie en vigueur au Canada est passée de 4 milliards en 1925 à 24 milliards en 1954.

Suivant les renseignements rédigés par l'*Institute of Life Insurance*, le Canada ne le cédait qu'aux États-Unis quant à la valeur totale de l'assurance-vie en vigueur à la fin de 1954. Bien plus, à cette date l'assurance-vie détenue équivalait à 144 p. 100 du revenu des particuliers au Canada, au regard de 129 p. 100 aux États-Unis.

Depuis 1926, un dollar sur cinq épargnés par les Canadiens a été épargné par l'entremise des compagnies d'assurance-vie. La stabilité remarquable de la valeur en dollars d'épargne en assurance-vie fait contraste avec les fluctuations des autres moyens d'épargne, comme le démontre le tableau 39. Entre 1926 et 1929, 25 p. 100 des épargnes personnelles des Canadiens furent placées dans l'assurance-vie. A plusieurs reprises entre 1930 et 1940, le montant net placé annuellement dans l'assurance-vie dépassa en réalité l'épargne totale, et à tout prendre il en est de même pour l'ensemble de cette période. Par suite d'une lourde imposition, y compris l'épargne obligatoire, et les placements en obligations pendant la seconde guerre mondiale, 10 p. 100 seulement de l'épargne totale fut placé dans l'assurance-vie, mais cette proportion s'est élevée à 22 p. 100 dans les années d'après-guerre.

Les compagnies plaçant de l'assurance-vie au Canada ne comprennent pas seulement des institutions appartenant à des Canadiens mais aussi des compagnies américaines, des compagnies britanniques et, depuis quelques années, deux compagnies néerlandaises. Du montant total d'assurance-vie en vigueur au Canada à la fin de 1954, les compagnies canadiennes réunissaient 69 p. 100, les compagnies britanniques 3 p. 100 et les compagnies améri-

Tableau 39

ÉPARGNE EN ASSURANCE-VIE ET ÉPARGNE TOTALE AU CANADA, 1926-1954

	Épargne en assurance-vie	Épargne totale
	(millions de dollars)	(millions de dollars)
1926.....	77	353
1927.....	83	267
1928.....	95	387
1929.....	81	325
1930.....	74	42
1931.....	63	13
1932.....	29	— 121
1933.....	46	— 80
1934.....	73	20
1935.....	80	51
1936.....	89	81
1937.....	87	164
1938.....	86	132
1939.....	81	211
1940.....	84	366
1941.....	108	665
1942.....	125	1,186
1943.....	159	1,747
1944.....	172	2,032
1945.....	178	2,043
1946.....	184	852
1947.....	183	498
1948.....	192	976
1949.....	208	1,067
1950.....	209	689
1951.....	228	988
1952.....	245	1,397
1953.....	272	1,584
1954.....	300	1,312

Remarque: Épargne totale 1926-1938: B.F.S., estimations résiduelles excluant les changements de stocks dans les fermes. 1939-1954: moyenne entre les estimations résiduelles du B.F.S. et les estimations directes de la Banque du Canada excluant les changements de stocks sur les fermes et les changements de stocks des particuliers.

caines 28 p. 100. La part des compagnies canadiennes s'est accrue à partir de 63 p. 100 depuis 1920, avec une baisse correspondante dans la part des compagnies américaines.

Bien que les compagnies britanniques ne placent pas d'assurance-vie aux États-Unis et que les compagnies américaines n'en placent pas en Grande-Bretagne, quelques compagnies canadiennes réalisent un chiffre d'affaires très élevé dans ces deux pays de même que dans plusieurs autres. Si bien qu'en 1954, non moins de 42 p. 100 du revenu total en primes perçues par toutes les compagnies canadiennes provenaient de l'étranger. Ceci représente une hausse depuis 1925 d'environ 38 p. 100. De l'assurance-vie placée par les compagnies canadiennes en dehors du Canada, 66 p. 100 est détenue par des résidents des États-Unis.

Les compagnies d'assurance-vie rendent un service qui influe de plusieurs façons sur l'économie canadienne. Du point de vue de l'assuré, les compagnies offrent protection et revenu aux moments difficiles, et une méthode d'épargne. Pour l'ensemble du pays, les compagnies sont d'importants prêteurs à long et à moyen terme, et le jugement de leurs bureaux de prêt sur les mérites d'un projet donné a parfois une grande influence sur l'exécution ou la non-exécution de ce projet. Les gouvernements à tous les niveaux recourent à l'aide financière de ces compagnies pour l'achat de leurs obligations.

Les compagnies canadiennes et les compagnies étrangères doivent garder au Canada un actif au moins égal à leurs redevances vis-à-vis des assurés canadiens. De plus, les actifs au Canada des compagnies canadiennes représentent une proportion importante des réserves pour l'imprévu et des fonds excédentaires détenus pour la protection supplémentaire des assurés au Canada et à l'étranger. Le tableau 40 montre le total des actifs de l'assurance-vie au Canada pour des années choisies.

Tableau 40

ACTIF DES COMPAGNIES D'ASSURANCE-VIE AU CANADA ET ACTIF DES BANQUES À CHARTE

(millions de dollars)

31 décembre	1920	1930	1940	1950	1954
Actif des compagnies d'assurance-vie	537	1,491	2,220	3,997	5,209
Actif des banques à charte.....	3,057	3,144	3,731	9,496	11,433

Remarque: Ce tableau ne comprend pas l'actif des compagnies d'assurance à charte provinciale, qui s'élevait à 109 millions à la fin de 1954.

Source: *Canadian Life Insurance Officers' Association*. Rapports des banques au ministre des Finances, conformément à la loi des banques.

Le gros des actifs de l'assurance-vie au Canada est sous forme d'obligations et de prêts hypothécaires, et des sommes relativement peu élevées sont placées dans les immeubles à l'usage des compagnies mêmes. Ainsi, en 1951, comme le démontre le tableau 37, on estime que les compagnies d'assurance, avec les compagnies de fiducie et de prêt, ont dépensé en immobilisations à leurs propres fins la somme de 8.6 millions sur un montant global de 4,577 millions en immobilisations au Canada pour cette même année.

Les compagnies d'assurance-vie détenaient environ 135 millions en immeubles à la fin de 1954 mais une partie seulement de ces immeubles était utilisée par les compagnies elles-mêmes, le reste étant composé de propriétés immobilières louées à d'autres et ne servant pas aux opérations de la compagnie. La plupart des compagnies possèdent en propre les édifices de leurs bureaux-chefs et les seuls capitaux requis sous ce titre seraient destinés à l'agrandissement de leurs propres édifices et ceci représente une somme relativement peu élevée, comme on l'a noté ci-dessus.

Emploi

L'assurance-vie paraît moins sujette aux fluctuations que les autres institutions de finances, et en même temps elle accuse un progrès régulier. Les assurances en vigueur à la fin de 1954 aux États-Unis s'élevaient à 334 milliards contre 24 milliards au Canada, environ 2,040 dollars par habitant aux États-Unis et 1,560 par habitant au Canada.

D'après cette comparaison, et en dépit de nos assurances-vie relativement élevées, il reste encore des possibilités d'augmentation à mesure que le pays progresse, et ce secteur devrait prendre de l'importance plus rapidement que l'ensemble de l'économie.

L'emploi au secteur de l'assurance, comprenant les assurances de tous genres, s'élevait à 57,000 personnes en 1951 (voir le tableau 38) soit une augmentation de 43 p. 100 depuis 1931, un peu moins que l'augmentation de 64 p. 100 pour l'ensemble des autres parties du secteur de la finance. Cette augmentation relative moins élevée, peut-être à cause de la crise économique de 1931 avait été moins ressentie dans l'assurance que dans les autres parties du secteur financier. Les Canadiens firent des efforts désespérés pendant cette période pour garder en vigueur leurs polices d'assurance-vie, aux dépens des autres moyens d'épargne, bien qu'en dépit de tous ces efforts un grand nombre de contrats aient été abandonnés.

Le tableau 41 donne le détail de l'emploi dans les compagnies d'assurance-vie au Canada pour trois années choisies. Ces statistiques nous ont été fournies par *The Canadian Life Insurance Officers' Association*; malheureusement il n'existe aucun renseignement sur cette base avant 1939. Si l'on compare ces chiffres avec les données du recensement contenues au tableau 38, l'assurance-vie représente environ la moitié de l'emploi total de la catégorie de l'assurance.

Bien que ne soient pas facilement disponibles les renseignements qui justifieraient une comparaison précise entre le nombre des employés et le volume estimatif ou les activités de ce secteur, il est clair, au tableau 40, que les compagnies d'assurance-vie ont plus que doublé leur actif entre 1940 et 1954, tandis que l'emploi augmentait d'environ 50 p. 100. (Voir le tableau 41.)

Il est impossible d'établir des mesures précises de la productivité en ce domaine, mais les méthodes de travail de bureau ont changé ces dernières années et l'on emploie maintenant plusieurs dispositifs destinés à économiser du travail. De plus, il est presque sûr que toutes les plus grosses compagnies en viendront à utiliser les calculatrices électroniques géantes, accroissant encore davantage la productivité de certains employés.

L'usage croissant de dispositifs complexes exigera un personnel plus spécialisé, presque du niveau des actuaires, pour manipuler les appareils.

Tableau 41

EMPLOI DANS L'ASSURANCE-VIE AU CANADA

	1 ^{er} septembre 1939			31 décembre 1942			31 décembre 1954		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés de bureau.....	4,902	6,230	11,132	3,744	7,353	11,097	7,100	12,010	19,110
Agents réguliers.....	8,435	152	8,587	7,059	223	7,282	11,250	130	11,380
Total.....	13,337	6,382	19,719	10,803	7,576	18,379	18,350	12,140	30,490

Source: *The Canadian Life Insurance Officers' Association.*

La proportion de femmes employées dans les bureaux tend à augmenter (le pourcentage est passé de 56 p. 100 en 1939 à 63 p. 100 en 1954) mais il est difficile de prédire si cette tendance continuera de s'affirmer.

La semaine de travail chez les employés de bureau des compagnies d'assurance est généralement de 37½ heures, et ne semble pas devoir diminuer pour le moment. Il y a cependant une tendance à accorder des vacances plus longues, mais ceci et toute autre réduction possible des heures de travail seront plus que compensés par une efficacité accrue, plutôt que d'entraîner l'emploi d'un personnel plus nombreux.

Ces dernières années, l'actif des compagnies d'assurance-vie en exploitation au Canada a augmenté à un taux de 6 p. 100 calculé annuellement, et la projection de cette statistique atteindrait 24 milliards de dollars vers 1980. Ceci équivaut à 4½ fois le total de 1954. Pour les diverses raisons résumées ci-dessus, et si l'on en juge d'après le rythme de changement de 1942 à 1954, l'emploi n'augmentera pas au même rythme qu'évoluera l'assurance-vie dans son expansion, mais moitié moins rapidement. Si l'on se base sur cet aperçu, l'emploi dans l'assurance-vie en 1980 serait environ le double de celui de 1954, lequel se chiffrait à 30,490 personnes.

Les institutions bancaires

L'actif des principaux genres d'institutions bancaires au Canada est présenté au tableau 42 pour les trois dernières années de recensement et pour 1954.

En comparant 1931 à 1954, on voit que les banques à charte ont amélioré leur position, et que les caisses populaires ont accompli un progrès phénoménal, tandis que proportionnellement les autres institutions ont perdu du terrain. En pourcentage, les banques à charte ont gagné 4 points entre 1931 et 1941, mais en 1954 l'avance était réduite à 2 points. Les compagnies de prêt ont éprouvé une baisse dans chaque décennie, mais depuis 1951, elles ont fait un gain fractionnaire. Les autres genres d'institutions sont demeurés, proportionnellement, à peu près stables entre 1941 et 1954. Il est clair que le gain proportionnel de 3.7 points des caisses populaires entre 1941 et 1954 s'est effectué largement aux dépens des banques à charte et des compagnies de prêt.

Les caisses populaires

Bien que les caisses populaires aient progressé considérablement, elles emploient relativement peu de personnel plein temps. D'après la *Credit Union National Association*, à la fin de 1955 seulement 458 personnes étaient à l'emploi des caisses populaires, y compris les employés réguliers des caisses populaires de la province de Québec et les employés de la C.U.N.A. et des associations affiliées. En plus de ces employés, il y avait

probablement plus de 45,000 personnes faisant partie bénévolement de bureaux de direction, ou de comités de crédit ou de surveillance.

A la fin de 1954 il existait au Canada 3,873 *credit unions* et caisses populaires, comptant 1,600,000 membres individuels et plus de 518 millions de dollars en épargnes déposées.

La *Credit Union National Association* estime qu'en 1965 il y aura 7,500 caisses populaires groupant 2,500,000 membres; et les épargnes des membres s'élèveront à 1,500,000,000 dollars environ. Malgré cela, il est évident que le nombre des employés réguliers ne sera pas très considérable, peut-être 1,500 personnes au plus, et les banques à charte continueront à garder le premier plan au tableau de l'emploi dans les banques.

Compagnies de prêt canadiennes

Les compagnies de prêt au Canada débutèrent en 1845 comme sociétés de prêt et de construction. Ces sociétés exigeaient que les emprunteurs devinssent membres, et comme condition du prêt l'emprunteur devait souscrire à des actions de la société. Les actions émises étaient de deux classes: temporaires et permanentes. Une fois l'emprunt remboursé, les actions temporaires étaient rachetées mais les actions permanentes demeuraient. Au cours des années, cette méthode d'obtenir des fonds prêtables ou capitaux évolua graduellement. Certaines compagnies commencèrent d'accepter des dépôts et cette procédure reçut sa confirmation juridique vers 1865. Des sociétés commencèrent d'emprunter au moyen d'obligations et graduellement s'élaborèrent les sociétés connues aujourd'hui sous le nom de compagnies de prêt. Ces compagnies prospérèrent pendant un certain temps mais graduellement, par suite de fusions, de liquidations et de l'acquisition de pouvoirs de sociétés de fiducie, le nombre de ces compagnies diminua au point que quelques-unes seulement survécurent. Ainsi, en 1900, il y avait en Ontario 83 compagnies de prêt; ce nombre n'était plus que de 54 en 1910 et de 27 en 1927. A la fin de 1954 il n'en restait que 7. Les compagnies enregistrées en Ontario et celles qui sont sous la surveillance du Surintendant des assurances pour le Canada, à la fin de 1954, étaient au nombre de 10 seulement, avec environ 750 employés.

On n'entrevoit pas que dans l'avenir les compagnies de prêt gagneront en importance proportionnelle parmi les institutions bancaires. Comme on l'a noté déjà, le déclin des compagnies de prêt fait partie d'une tendance historique. Il dépend de diverses causes, dont deux peuvent être citées.

Comparativement aux premières années, les compagnies de prêt font face à une plus forte concurrence pour ce qui est d'attirer les épargnes. Cette concurrence vient des banques à charte, des compagnies d'assurance-vie, des caisses populaires, des institutions de gestion de placement et autres genres

de maisons, de la hausse des fonds de pension, de la disponibilité de formes d'épargne comme les obligations d'épargne du Canada, et de l'acceptation par le public en général des obligations de sociétés et autres comme moyens d'épargne. Et pour soutenir une telle concurrence, les compagnies de prêt doivent offrir un taux d'intérêt plus élevé que ne le font les banques à charte pour les dépôts, de même qu'un taux sur les obligations conforme aux conditions du marché pour le genre de titres qu'elles offrent en concurrence avec les autres genres de titres. Deuxièmement, le gros de l'argent obtenu est prêté sur hypothèque. Au cours des années, la concurrence dans les prêts sur hypothèque est devenue très serrée; d'autres institutions se sont taillé une large part du marché des hypothèques, les banques à charte étant les dernières à entrer en lice.

Environ 90 p. 100 des maisons nouvelles sont maintenant financées aux termes de la loi nationale sur l'habitation. Les compagnies de prêt n'exercent pas leur activité sous l'empire de cette loi à cause des longues échéances des hypothèques de la loi nationale sur l'habitation et du taux d'intérêt peu élevé. Les compagnies de prêt consentent des prêts hypothécaires sur la construction domiciliaire (en dehors de la loi nationale sur l'habitation) mais le volume de ces prêts n'est pas élevé proportionnellement et le gros des affaires des compagnies de prêt comprend plutôt des hypothèques sur des propriétés déjà existantes. De même, le crédit prévu grâce à des lois telles que la loi sur le prêt agricole canadien et la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles a réduit pour les compagnies de prêt le domaine du crédit agricole. Bien que les plus grosses compagnies de prêt déjà existantes continueront de prospérer et d'augmenter en volume, il est douteux que le secteur dans son ensemble gagne en importance relative.

Compagnies de fiducie au Canada

La première compagnie de fiducie au Canada a été constituée en 1872 et commença de faire affaires en 1882. En 1900, il y avait 14 compagnies. En 1914, le nombre en était rendu à 23. A la fin de 1954 environ 51 compagnies existaient au Canada, dont 40 environ faisaient des affaires de fiducie en général, les autres étant surtout des compagnies de gestion privées ou des filiales d'autres compagnies de fiducie établies dans le cadre de certaines lois. Les compagnies de fiducie ont environ 175 succursales au Canada, et l'emploi y est évalué à 5,200.

L'objet essentiel des compagnies de fiducie au Canada est la gestion et l'administration de successions, de caisses de fiducie et d'organismes mandataires. Le développement des sociétés industrielles et les placements que fait le public dans les titres d'entreprises industrielles et commerciales, les complications croissantes de la propriété, l'imposition élevée par suite de deux

Tableau 42

ACTIF TOTAL DES PRINCIPALES INSTITUTIONS BANCAIRES AU CANADA

(millions de dollars)

31 décembre	1931	1941	1951	1954
Banques à charte.....	2,998	4,137	9,610	11,433
Pourcentage du total.....	83.0	87.4	86.7	85.0
Compagnies de fiducie(a).....	233	226	455	637
Pourcentage du total.....	6.5	4.8	4.1	4.7
Caisses populaires.....	11	31	359	590
Pourcentage du total.....	0.3	0.7	3.2	4.4
Compagnies de prêt.....	214	189	292	373
Pourcentage du total.....	5.9	4.0	2.6	2.8
Caisses d'épargne du Québec.....	80	87	205	243
Pourcentage du total.....	2.2	1.8	1.8	1.8
Caisses d'épargne des gouvernements pro- vinciaux(b).....	51	41	126	135
Pourcentage du total.....	1.4	0.9	1.1	1.0
Caisses d'épargne postale.....	25	21	37	36
Pourcentage du total.....	0.7	0.4	0.3	0.3
Total.....	3,612	4,732	11,084	13,447

(a) Ce poste ne comprend pas les fonds à administrer.

(b) 31 mars.

Source: Rapport annuel des compagnies, comptes publics, *Credit Union National Association Inc.*

guerres mondiales, tous les problèmes qu'entraînent la propriété et la gestion des propriétés et des fonds accumulés, ont fait que les services spécialisés des compagnies de fiducie sont de plus en plus recherchés.

Les compagnies de fiducie tirent des honoraires et commissions la majeure partie de leur revenu. En 1954, sur un revenu brut de 25.4 millions, les honoraires et commissions représentaient 21.1 millions. Cela ne veut pas dire, cependant, que la réception et le remboursement d'argent sous forme de dépôts, connus sous le terme technique de fonds garantis, ne sont pas une fonction importante et valable des compagnies de fiducie. Comme le montre le tableau 42, ces fonds représentaient un actif de 637 millions à la fin de 1954. Il est intéressant de noter au tableau 42 que bien que cet actif ne représente pas une aussi grosse proportion de l'actif total des principales institutions bancaires qu'en 1931, il tient le même rang proportionnel qu'en 1941. L'élément services (successions, dépôts et agences) des compagnies de fiducie continuera vraisemblablement à accuser des gains considérables, en supposant naturellement des conditions économiques canadiennes favorables. Les opérations de fonds garantis des compagnies de fiducie devraient augmenter régulièrement, et à la longue, demeurer au moins au même degré d'importance relative. Les compagnies de fiducie sont en meilleure position

que les compagnies de prêt pour ce qui est d'obtenir des fonds de placements. En plus des occasions offertes aux compagnies de prêt, les compagnies de fiducie ont un avantage marqué et tout fait: par l'entremise de leurs opérations de services, elles sont en rapport avec un grand nombre de personnes qui peuvent être intéressées à confier leur argent à la compagnie de fiducie et à l'échanger contre les reçus de placements garantis de la compagnie. Ainsi, la compagnie de fiducie, par sa section des services, trouve une source de fonds facile d'accès. Bien que, quant aux prêts hypothécaires, les fonds garantis présentent le même problème pour les compagnies de fiducie que pour les compagnies de prêt, à la fin de 1954 les fonds garantis ne comptaient pas chez les premières une si large proportion de leur actif en prêts hypothécaires que chez les dernières. La raison en est sans doute que le principal objet des compagnies de prêt est de prêter des fonds sur garantie immobilière.

Les banques à charte du Canada

Le commerce bancaire au Canada est aux mains des banques à charte et le régime bancaire canadien, solidement établi, est composé d'un nombre de banques relativement petit, chaque banque ayant plusieurs succursales.

Tableau 43

EMPLOI DANS LES BANQUES À CHARTE DU CANADA

Juillet	1931	1941	1951			Janvier 1955		
	Total	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés à traitement	—	25,383	19,939	24,347	44,286	21,105	28,061	49,166
Employés à salaire....	—	3,816	2,822	1,510	4,332	3,058	1,666	4,724
Total.....	25,293	29,199	22,761	25,857	48,618	24,163	29,727	53,890

Le tableau 43 donne en détail l'emploi dans les banques à charte du Canada pour les trois années de recensement et pour janvier 1955. Ces statistiques excèdent les données du recensement (voir tableau 38) en 1941 et 1951 bien que celles-ci comprennent les employés d'institutions telles que la Banque du Canada (1,156 employés en 1951) de même que les caisses populaires et les caisses d'épargne du Québec. Les écarts ne sont pas considérables et proviennent probablement de différences de classement dans les données du recensement quant à certains genres de salaires.

Il y a présentement neuf banques à charte au Canada, si l'on tient compte de la fusion récente de la Banque de Toronto avec la Banque Dominion et des Banques Barclays (Canada) avec la Banque Impériale du Canada. Depuis 1867, 38 nouvelles institutions se sont vu accorder des chartes bancaires mais, de ce nombre, trois seulement subsistent encore aujourd'hui. Le tableau 44 énumère les institutions existantes selon la date de leur fondation. Les trois dernières, nommément celles qui furent fondées depuis 1867, plus une

Tableau 44

BANQUES À CHARTE DU CANADA, ÂGE ET IMPORTANCE **31 DÉCEMBRE 1955**

(millions de dollars)

Banque	Dépôts à acquitter en monnaie canadienne	Actif global	Année de fondation
Banque de Montréal.....	2,504	2,851	1817
Banque de la Nouvelle-Écosse.....	971	1,173	1832
Banque Toronto-Dominion.....	1,165	1,261	1856
Banque Provinciale du Canada.....	240	254	(Banque de Toronto) 1861
Banque Canadienne de Commerce.....	2,026	2,341	(La Banque Jacques Cartier) 1867
Banque Royale du Canada.....	2,576	3,351	1869
Banque Canadienne Nationale.....	602	631	(The Merchants Bank of Halifax) 1874
Banque Impériale du Canada et Banques Barclays (Canada).....	757	829	(La Banque d'Hochelaga) 1875
Banque Mercantile du Canada.....	7	12	1953

autre (la Banque Provinciale fondée en 1861) sont sensiblement moins importantes que les banques plus anciennes. En outre, la Banque Mercantile du Canada est un cas spécial puisqu'elle a été fondée par *National Handelsbank N. V.* d'Amsterdam, Hollande, qui en est l'unique propriétaire.

Cependant, le fait que le nombre des banques a diminué aussi fortement n'est pas un indice que le service du public se soit relâché. En effet, la concurrence entre les institutions subsistantes demeure extrêmement vive et elle a amené une augmentation dans le nombre des succursales, surtout pendant les années de prospérité.

A la suite de l'expansion très rapide qui a suivi la première guerre mondiale, le nombre des succursales et des sous-agences atteignit un point culminant de 4,676 en 1920. Plusieurs de ces succursales ne faisaient pas un chiffre d'affaires suffisant pour justifier le maintien du service. Ce fait, associé à deux autres facteurs, la faillite de la *Home Bank* et la fusion d'un certain nombre de banques, entraîna un fléchissement du nombre des succursales jusqu'à 836 au cours de la période de cinq ans se terminant le 31 décembre 1925. A partir de 1926, la tendance fut renversée, et les succursales se multiplièrent jusqu'à la fin de 1930 où elles avaient atteint le nombre de 4,083. Entre 1930 et 1940, partiellement dans le but d'éliminer les succursales improductives, le nombre des succursales fut de nouveau réduit et, en 1939, la réduction nette était de 761. Pendant la guerre, dans le but d'économiser la main-d'œuvre, 232 autres succursales et sous-agences furent fermées.

Dans la période d'après-guerre, la concurrence poussant à desservir des centres et des régions nouvellement développés, on a ouvert plusieurs nouvelles succursales. Vers 1947, le nombre des succursales avait rejoint le chiffre de 1939 et la tendance s'est continuée régulièrement jusqu'au 31 décembre 1955, alors que le Canada comptait 4,245 succursales.

Prévision du nombre de succursales et d'employés

En 1951 comme en 1954, il y avait 27 succursales ou sous-agences pour 100,000 Canadiens contre 53 en 1921, comme le montre le tableau 45. Ainsi, par rapport à la population, il ne paraît pas y avoir eu multiplication excessive des succursales. A la lumière de ces faits il ne semble pas que l'avenir doive amener de fortes réductions dans le nombre des succursales. Naturellement, de temps à autre des succursales seront fermées s'il devient évident qu'une exploitation profitable est impossible à un endroit donné, mais ceci sera plus que contre-balancé par un nombre proportionné de succursales qui s'ouvriront dans de nouveaux centres.

Une prévision de la proportion actuelle du nombre de succursales par rapport à la population donnerait un chiffre de plus de 7,000 succursales en 1980. Cette prévision cependant ne tient pas compte de la tendance vers de plus grandes succursales, laquelle va de pair avec la tendance vers un nombre moindre de succursales par rapport à la population. Aux États-Unis, par exemple, il n'y avait que 13 succursales bancaires pour 100,000 habitants en 1954; il faut se rappeler cependant que le commerce bancaire aux États-Unis est en grande partie sous le régime unitaire, qui tend à garder au minimum le nombre des bureaux.

Dans l'ensemble, il serait probablement plus réaliste de prévoir pour le Canada une réduction graduelle du nombre des succursales par rapport à la population, disons à 22 pour 100,000 habitants vers 1980. D'après ces calculs il y aurait environ 5,870 succursales en 1980, ce qui supposerait l'ouverture de plus de 60 nouveaux bureaux chaque année. Dans les quatre dernières années, une moyenne de plus de 120 furent ouverts annuellement, soit le double de l'estimation ci-dessus. Le chiffre prévu de 7,000 succursales pour 1980 qu'on a mentionné au paragraphe précédent suppose une expansion de 110 succursales par année.

Le nombre d'employés par succursale s'est accru de 6 en 1921 à 13 en 1951 et continuera probablement d'augmenter. Si ce nombre devait doubler au cours des 30 prochaines années il y aurait en 1980 vingt-cinq employés par succursale, ce qui porterait l'emploi dans les banques à 146,850, pour 5,874 succursales. Cependant, dans les années 1951-1954, le nombre d'employés par succursale ne s'est pas accru aussi rapidement que pendant la décennie précédente, et il semble probable que le rythme d'accroissement à

Tableau 45

NOMBRE DE SUCCURSALES DE BANQUE ET D'EMPLOYÉS

	Effectifs réels					Prévisions 1980		
	1921	1931	1941	1951	1954	Minimum	Médianes	Maximum
Population totale (en milliers).....	8,788	10,377	11,507	14,009	15,195	25,800	26,700	27,500
Nombre de succursales de banques à charte.....	4,659	3,970	3,300	3,776	4,114	5,676	5,874	6,050
Nombre de succursales pour 100,000 habitants.....	53	38	29	27	27	22	22	22
Emploi total.....	28,000	25,293	29,199	48,618	53,890	113,520	117,480	121,000
Nombre d'employés par succursale.....	6	6.4	8.8	12.9	13.1	20	20	20

Remarque: Le nombre de succursales comprend les sous-succursales et les sous-agences.

Tableau 46

RAPPORT ENTRE LES CHÈQUES ENCAISSÉS ET L'EMPLOI DANS LES BANQUES À CHARTE

	Chiffres réels				Prévisions 1980		
	1931	1941	1951	1954	Minimum	Médianes	Maximum
Chèques encaissés dans les centres de compensation (millions de dollars 1949).....	50,066	58,917	98,322	121,065	326,975	339,625	352,825
Chèques encaissés par employé (millions de dollars 1949).....	1.98	2.02	2.02	2.25	2.50	2.50	2.50
Emploi dans les banques à charte.....	25,293	29,199	48,618	53,890	130,790	135,850	141,130

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Cheques Cashed in Clearing Centres, 1954* (1931-1954 data).

venir sera inférieur à celui de 1921-1951. Comme le montre le tableau 45, il y aurait 117,000 employés de banque en 1980, soit 5,874 succursales employant 20 personnes chacune. Cette méthode de prévoir l'emploi et l'expansion des succursales est de beaucoup trop rudimentaire pour être prise au sérieux; elle est donnée ici simplement pour mettre en relief trois facteurs: la population, la multiplication des succursales et l'emploi.

Prévision des chèques encaissés et du nombre d'employés

Un autre point intéressant, c'est le rapport entre la somme des chèques encaissés et le nombre des employés de banque. Le tableau 46 fait voir que la somme des chèques encaissés, en dollars dégonflés, par employé, était la même en 1951 qu'en 1941. Cependant, des appareils nouveaux et des méthodes perfectionnées sont mises en usage dans les banques; il s'est produit entre 1951 et 1954 une amélioration dans la somme de chèques encaissés par employé, et on prédit encore de l'amélioration. En tenant compte de ce progrès, l'emploi dans les banques en 1980 atteindrait 135,000, soit plus de deux fois et demie le personnel des banques en 1954.

Les pronostics de chèques encaissés en 1980 sont fondés sur la prévision d'un revenu national brut multiplié par 5.5. Ici encore, les chiffres estimatifs de l'emploi prévu laissent entendre simplement que si l'économie du Canada continue de progresser au rythme indiqué au chapitre IV, si le rapport entre le volume des chèques encaissés et l'activité générale se maintient au niveau moyen des années d'après-guerre (le niveau moyen annuel a été plus élevé à plusieurs reprises), et si l'efficacité bancaire s'accroît modérément, il est probable que l'emploi dans les banques doublera au cours des 25 prochaines années.

Bien que l'on s'efforce continuellement d'améliorer les méthodes bancaires et que le volume de travail effectué par un membre moyen du personnel d'aujourd'hui excède de beaucoup ce qui se faisait il y a 20 ou 25 ans, il n'existe pas de méthode sûre pour mesurer l'accroissement de la productivité de l'ensemble. Au cours des années, une large part de l'efficacité accrue s'est traduite plutôt par une réduction des heures de travail que par une réduction du personnel, et la semaine de cinq jours est maintenant plutôt la règle que l'exception dans le commerce bancaire canadien. Le travail supplémentaire du soir et les heures prolongées n'ont pas encore été éliminés tout à fait, mais ils ont été grandement réduits surtout depuis l'apparition du grand livre mécanographique et du système d'inscriptions différées, qui permettent une meilleure répartition du travail et des heures de travail.

Le commerce bancaire a ceci de commun avec les autres services: c'est le client plutôt que la banque même qui détermine la somme de travail. Quand les gens entrent dans une banque ils comptent y être servis person-

nellement et y trouver des caissiers en nombre suffisant pour assurer un service raisonnablement prompt. En un mois ordinaire, il y aura probablement 5 ou 6 jours seulement où sont utilisées pleinement les facilités destinées à suffire aux affaires courantes. Un personnel suffisant à donner un service de premier ordre ces jours-là devient excessif pour le reste du mois. Comme nous l'avons vu, les établissements de détail résolvent un tel problème en employant beaucoup de personnel temporaire, et c'est ce qui se fait dans certaines banques mais à une moins grande échelle. De plus, on s'efforce de répartir la somme de travail de façon à faire balancer le grand livre et calculer les intérêts les jours de moindre affluence. Au fond, c'est le caractère très personnel du service bancaire qui empêche un accroissement considérable de la productivité. Tandis qu'au secteur des manufactures, le procédé de production est contrôlé en vue d'un objectif bien défini en fonction de la production unitaire, le service bancaire n'existe pas avant que le client entre dans la banque pour y effectuer une transaction donnée; ensuite, dans la plupart des cas, le service est terminé en ce qui concerne le client. Les écritures aux livres de la banque peuvent être retardées d'une journée, mais voilà probablement jusqu'où peut aller la planification.

Les prévisions quant à l'emploi dans les banques ont donc été basées sur le postulat d'une amélioration légère, mais seulement légère, dans la productivité au regard des améliorations obtenues dans les industries hors du secteur des services.

Un autre point intéressant en ce qui concerne l'emploi, c'est la forte augmentation de l'emploi féminin. En 1941 le recensement comptait 9,000 femmes sur 27,000 employés, mais en 1951 on en comptait 25,000 sur 47,000. Autrement dit, le nombre des employés masculins s'est accru de 3,500 pendant la décennie, et le nombre des employés féminins, de 17,000. C'est là le prolongement d'une tendance à long terme dans le commerce bancaire, qui s'explique par l'emploi presque exclusif de femmes à la caisse et au fonctionnement des machines à porter les écritures au grand livre, aussi bien que par l'emploi féminin considérable dans d'autres fonctions. Bien qu'aucune raison ne laisse prévoir un renversement de cette tendance, la proportion de l'emploi féminin ne continuera vraisemblablement pas à monter à un rythme aussi rapide qu'entre 1940 et 1950, et le nombre d'employés féminins par rapport à l'emploi total devrait augmenter plus lentement à l'avenir.

Compagnies de petits prêts et de financement de la vente

Il n'existe pas au Canada d'association de ces compagnies à qui nous pouvions nous adresser pour obtenir des statistiques sur l'emploi. Un relevé particulier donne les chiffres suivants quant au nombre de personnes employées dans ces deux groupes de compagnies.

	1941	1951	1954
Compagnies de financement de vente	1,400	2,750	4,900
Compagnies de petits prêts et prêteurs d'argent	750	1,750	3,000
Total	2,150	4,500	7,900

Il est évident qu'il s'est produit une très forte augmentation dans la courte période de trois ans entre 1951 et 1954 mais, comme nous l'avons souligné en étudiant le crédit à la consommation au chapitre du commerce de détail, en 1941 comme en 1951, le crédit était sujet à des restrictions qui automatiquement réduisaient l'emploi dans ces compagnies ces deux années. L'évolution de ces compagnies au cours de cette longue période a été étroitement liée au progrès de l'industrie de l'automobile et il est probable que l'expansion future des compagnies de finances dépendra en grande partie du progrès soutenu des ventes d'automobiles et, dans une moindre mesure, des ventes d'autres biens durables de consommation.

Bien que des pronostics précis seraient probablement de peu d'utilité, ce commerce a progressé plus que la moyenne ces dernières années, et on en tient compte dans les données pour l'ensemble du secteur finances, assurances et banques.

Conclusion

Les deux domaines les plus importants du secteur économique finances, assurances et immeuble ont été étudiés assez en détail. Ensemble, ils représentent environ la moitié de l'emploi dans tout le secteur, mais pour la plupart des années, leur part d'immobilisations a été bien inférieure.

Les placements de capitaux compris dans ce secteur sont relativement peu élevés même dans les meilleures années d'activité, et le domaine de beaucoup le plus instable est bien celui des compagnies d'immeuble, qui s'adonnent à la construction et à l'administration d'immeubles pour location. Ce genre de construction s'effectue en temps de prospérité mais il est souvent absolument nul en temps de crise économique. A la longue, rien ne laisse prévoir un changement de structure, et le secteur des finances devrait fournir une petite partie des immobilisations pour la plupart des années, avec de fortes augmentations quand les perspectives économiques sont bonnes.

Comme nous l'avons souligné ci-dessus, le commerce de l'assurance-vie a progressé régulièrement et, d'après les prévisions, l'emploi devrait s'élever à 60,000 vers 1980, contre 30,000 en 1954. Si l'on étend cette augmentation au reste du secteur de l'assurance (postulat qui pourrait bien ne pas être tout à fait valable étant donné que tout le domaine de l'assurance ne tombe

pas sous les mêmes influences), l'emploi total dans l'assurance serait de 120,000 en 1980, contre environ 60,000 en 1954.

On a calculé que l'emploi dans les banques à charte devrait s'accroître de deux fois et demie entre 1954 et 1980 pour atteindre environ 135,000 au total, et il faut ajouter à ce chiffre les employés des caisses populaires et de la banque centrale.

Les compagnies de fiducie progresseront avec l'économie du pays, et bien que les compagnies de prêt tendent à retarder, le sous-groupe des compagnies de prêt et de placement dans son ensemble devrait progresser.

Pour l'ensemble du secteur comprenant la finance, l'assurance et l'immeuble, un emploi d'environ 350,000 est prévu pour l'année 1980, ce qui représente environ 3.5 p. 100 de la main-d'œuvre prévue pour le Canada à cette période.

SERVICES SOCIAUX ET COMMERCIAUX

Ce groupe est le deuxième en importance dans l'ensemble des services; sa main-d'œuvre de 424,000 en 1951 n'était surpassée que par le commerce de détail qui occupait 504,000 personnes, comme on le voit au tableau 8. De plus, ce groupe avait augmenté de moitié entre 1941 et 1951 et représentait, à la fin de la décennie, 8.2 p. 100 de la main-d'œuvre canadienne, au regard de 6.6 p. 100 au début de la décennie.

On peut constater, au tableau 47, que les deux sous-groupes les plus importants sont l'enseignement et la santé, qui représentaient ensemble 70 p. 100 de l'emploi dans les services communautaires et commerciaux et comprenaient la majorité des employés féminins dans le secteur soit, en 1951, 80 p. 100 du total. A cause de leur importance, l'enseignement et la santé font l'objet d'études séparées pour le compte de la Commission royale. Si l'on en juge d'après le court sommaire ci-dessus, les perspectives d'emploi y sont assez élevées, et nous démontrerons plus loin que les perspectives de placements y sont également élevées. Par conséquent, il est plus souhaitable que ces sujets soient étudiés séparément par la Commission. Cependant, pour compléter le tableau d'ensemble des services au Canada, il faut nécessairement inclure dans la présente étude des pronostics sur l'importance de tous ces secteurs des services, y compris les services sociaux et commerciaux, bien que ces derniers ne soient pas analysés dans la présente étude aussi à fond que dans d'autres études préparées pour la Commission.

Emploi dans l'enseignement

Le tableau 48 montre quel a été, et quel sera probablement le nombre d'élèves des écoles publiques et des universités du Canada, de même que le personnel enseignant requis. Les projections quant à la fréquentation des écoles publiques sont basées sur les prévisions de la population figurant au chapitre IV; et quant à la fréquentation des universités, nos pronostics s'appuient sur les mêmes prévisions de la population, compte tenu d'une

Tableau 47

MAIN-D'OEUVRE EMPLOYÉE DANS LES SERVICES SOCIAUX ET COMMERCIAUX EN POURCENTAGE DE LA MAIN-D'OEUVRE TOTALE, CANADA, 1931-1951

	1931			1941			1951		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Comptabilité.....	4,055	539	4,594	4,384	800	5,184	8,600	2,211	10,811
Pourcentage du total.....	4.0	0.4	1.9	4.1	0.5	1.9	4.9	0.9	2.6
Publicité.....	2,624	666	3,290	2,515	887	3,402	3,320	1,812	5,132
Pourcentage du total.....	2.6	0.4	1.3	2.3	0.5	1.2	1.9	0.7	1.2
Enseignement.....	31,047	75,285	106,332	35,872	75,074	110,946	52,454	91,397	143,851
Pourcentage du total.....	31.0	50.8	42.8	33.2	44.6	40.2	30.0	36.7	33.9
Santé.....	24,143	44,396	68,539	27,480	62,567	90,047	48,900	105,329	154,229
Pourcentage du total.....	24.1	30.0	27.6	25.4	37.2	32.6	28.0	42.3	36.4
Loi.....	8,594	6,317	14,911	7,784	5,058	12,842	8,523	7,046	15,569
Pourcentage du total.....	8.6	4.3	6.0	7.2	3.0	4.6	4.9	2.8	3.7
Culte.....	17,573	8,787	26,360	19,936	11,116	31,052	22,502	15,663	38,165
Pourcentage du total.....	17.5	5.9	10.6	18.5	6.6	11.2	12.9	6.3	9.0
Autres services sociaux et commerciaux..	12,128	12,065	24,193	10,023	12,738	22,761	30,377	25,626	56,003
Pourcentage du total.....	12.1	8.1	9.7	9.3	7.6	8.2	17.4	10.3	13.2
Main-d'œuvre totale des services sociaux et commerciaux.....	100,164	148,055	248,219	107,994	168,240	276,234	174,676	249,084	423,760
Pourcentage du total.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Note: Ce tableau ne comprend ni le Yukon, ni les Territoires du Nord-Ouest, ni Terre-Neuve.

Les données de 1941 ne comprennent pas les effectifs militaires en service le 2 juin 1941.

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Tendances des occupations et des industries au Canada*, pub. n° SP-8 (Ottawa, 1954), tableaux 10 et 11.

Tableau 48

FRÉQUENTATION ET PERSONNEL ENSEIGNANT DES ÉCOLES PUBLIQUES ET DES UNIVERSITÉS AU CANADA

(en milliers de personnes)

	Écoles publiques		Universités	
	Nombre d'élèves	Personnel enseignant	Nombre d'étudiants	Personnel enseignant
Chiffres réels				
1931.....	2,138	71	32	3
1941.....	2,076	76	36	3
1951.....	2,444	90	69	6
Prévisions				
1980.....	5,400	197	235	23

Source: Bureau fédéral de la statistique (1931-1951).

augmentation vraisemblable du pourcentage de la fréquentation universitaire par rapport à la population totale. Les 96,000 personnes qui, d'après le tableau 48, dispensaient l'enseignement dans les écoles publiques et les universités en 1951, ne représentent qu'environ les deux tiers du groupe enseignant compris dans le tableau 47 pour les trois années de recensement. Par conséquent la prévision du tableau 48, soit 220,000 en 1980, donnerait un personnel d'environ 330,000 pour l'ensemble des services d'enseignement de cette année-là.

Tendances de l'emploi dans les hôpitaux

Le *Canadian Hospital Directory* de 1955 compte 1,398 hôpitaux de tous genres au Canada, avec une capacité normale de 168,495 lits. Ceci représente une augmentation marquée au cours de la dernière décennie tant pour le nombre des hôpitaux que pour la capacité normale en lits. Une population croissante et l'accent mis de plus en plus sur une bonne santé sont deux facteurs notoires de l'expansion actuelle des hôpitaux. Jouent aussi leur rôle les programmes d'assurance-santé, privés ou gouvernementaux, et le fait que les gens consentent plus volontiers qu'autrefois à se faire soigner dans les hôpitaux plutôt que chez eux, même dans le cas de maladies de moindre gravité.

Les hôpitaux emploient généralement aujourd'hui 1.5 à 2 employés par lit. Depuis environ dix ans, cependant, ce chiffre tend à augmenter. Il n'y a pas si longtemps que la journée de 12 heures et la semaine de 6 jours pour le personnel infirmier et autre dans les hôpitaux était chose courante. Aujourd'hui la semaine de travail de plus de 48 heures est plutôt exceptionnelle dans les hôpitaux. Maints hôpitaux ont la semaine de 44 heures et quelques-uns la semaine de 40 heures. Il semble assez logique de prévoir un accroissement du personnel des hôpitaux. Et ceci, à cause d'abord de la semaine de

travail plus courte chez plusieurs groupes de travailleurs, à cause ensuite de la capacité en lits des hôpitaux qui, on peut le présumer, augmentera pour desservir une population croissante.

Ces tendances mises à part, il y aura plus d'employés dans les hôpitaux à cause du changement dans la définition même de l'hôpital. L'hôpital général devient de plus en plus le centre social de santé. Il fut un temps où hôpital signifiait soins. Plus récemment, l'hôpital est devenu un centre de diagnostic, et il tend aujourd'hui à assumer pleinement la fonction de centre de traitement, de centre de diagnostic et de centre de prévention, un centre d'où les connaissances en matière de santé se répandent dans la collectivité. Au cours de la dernière décennie également, il s'est produit un changement appréciable dans la façon de répartir les malades pendant leur séjour à l'hôpital. En moyenne, les malades font à l'hôpital des séjours moins prolongés qu'autrefois. On accorde au malade pendant son séjour à l'hôpital des soins plus assidus, ce qui en soi requiert plus de personnel. De nouvelles branches d'activité médicale et de nouveaux domaines se sont développés, comme la chirurgie cardiaque et la chirurgie thoracique. On pratique des opérations longues et compliquées, qui requièrent un personnel infirmier expert pendant la période post-opératoire.

Bien que le fonctionnement des hôpitaux puisse se comparer en plusieurs points au fonctionnement ou commerce de l'hôtellerie, à cause de la nature du travail, la majorité des travaux de l'hôpital ne peuvent pas s'organiser ni se faire en série. Les bons soins aux malades requerront toujours une attention individuelle et personnelle. Bien qu'il soit vrai que dans le service administratif, le service des machines, la buanderie, le service des achats, etc., les méthodes modernes empruntées à l'industrie peuvent, avec l'utilisation des appareils modernes, aider à réduire le personnel hospitalier dans une certaine mesure, tous ces procédés sont d'application nettement limitée quand il s'agit de travail hospitalier. Les employés d'un hôpital sont en majeure partie des infirmiers. Ils rendent aux malades un service personnel, qui ne se prête aucunement aux méthodes de production en série.

La demande de personnel dans les hôpitaux continuera d'augmenter, ne serait-ce que du fait de l'accroissement de la population du Canada. Elle augmentera même plus rapidement que cela, sous la poussée d'autres facteurs, comme l'assurance-santé, la demande d'amélioration des soins médicaux, la contraction de la semaine de travail des employés d'hôpitaux, qui font que la courbe du personnel des hôpitaux dans un avenir prévisible est nettement ascendante.

Prévision de la main-d'œuvre dans les services sociaux et commerciaux

Si l'on divise la main-d'œuvre des services sociaux et commerciaux en trois groupes seulement, santé, enseignement et autres, il est évident que les services d'hygiène ont accusé le progrès le plus marqué. En comparant 1951

à 1931, les services d'hygiène ont augmenté de 125 p. 100, les services d'enseignement de 35 p. 100 et le reste des services sociaux et commerciaux de 71 p. 100.

Une projection de la tendance à long terme pour le seul secteur de l'hygiène porterait à un total de 270,000 le nombre des employés de ce secteur en 1980. Ce chiffre semble plutôt bas si l'on tient compte des perspectives d'accroissement du personnel des hôpitaux et de la très forte augmentation qui s'est produite entre 1941 et 1951. A ce rythme, les services d'hygiène emploieraient près de 350,000 personnes en 1980, chiffre qui est peut-être encore trop bas si l'on songe à l'importance qu'on accorde maintenant à l'amélioration des installations hospitalières et aux augmentations déjà enregistrées depuis 1951. On a donc augmenté de 20 p. 100 le chiffre prévu qui serait maintenant de 420,000.

Tel que noté ci-dessus, l'enseignement passera vraisemblablement de 144,000 à 330,000. On peut prévoir qu'au bas mot, la main-d'œuvre dans les autres services communautaires et commerciaux doublera au cours de cette période, passant de 125,000 à 250,000.

Ainsi la main-d'œuvre totale dans les services sociaux et commerciaux devrait dépasser le million en 1980, en s'appuyant sur les prévisions médianes de la population. En résumé, en 1980 les services sociaux et commerciaux devraient compter 10 p. 100 de la main-d'œuvre totale, au regard de 8.2 p. 100 de la main-d'œuvre en 1951.

Un autre aspect digne d'attention, c'est l'emploi des femmes dans ce groupe. En 1951, 58.8 p. 100 de tous les employés étaient des femmes, proportion atteinte dans un seul autre secteur, celui des services personnels. Ces statistiques contrastent avec la moyenne de 40 p. 100 pour tous les services et de 22 p. 100 pour l'ensemble de la main-d'œuvre. La proportion de l'emploi féminin ne semble pas devoir augmenter; en effet, il y a eu un très léger fléchissement depuis 1931, comme le montre le tableau 10. Sans doute la proportion élevée de femmes tient-elle à ce que la profession d'infirmière est comprise dans cette catégorie et qu'un nombre relativement important de femmes font partie du personnel enseignant de nos écoles publiques. Rien ne laisse prévoir un changement sensible dans la proportion de femmes employées dans les services sociaux et commerciaux.

Immobilisations

Le tableau 49 divise les placements domestiques bruts intéressant ce secteur en cinq grandes catégories; les églises, les universités, les écoles, les hôpitaux et les autres institutions. Jusqu'à 1954, il n'existe pas de statistiques pour la dernière catégorie, mais on présume que pour la plupart des années ce chiffre serait relativement peu élevé. On peut constater qu'en général les

dépenses de toutes les catégories furent énergiquement réduites au cours des années 1930 et demeurèrent faibles pendant la guerre. Le très grand besoin de nouvelles écoles, créé par un taux de naissances accru pendant et après la guerre, entraîna des dépenses croissantes. On se rappellera qu'il faut prévoir une fréquentation scolaire de plus en plus élevée et par conséquent des immobilisations soutenues dans ce secteur. Les hôpitaux et les églises ont aussi montré un relèvement marqué des immobilisations depuis les années 1930 et les premières années 1940.

Comme on le voit au tableau 7, les institutions représentent maintenant 6 p. 100 de l'ensemble des placements bruts au Canada, et ne sont dépassées, pour ce qui est des services, que par les gouvernements et le commerce. Puisqu'il y a lieu de croire que toute la question des placements futurs des hôpitaux et des écoles sera étudiée dans des études distinctes pour le compte de la Commission, nous ne ferons ici aucune tentative pour déterminer le volume des placements futurs; nous dirons seulement qu'il semble évident que des dépenses d'envergure se continueront.

Tableau 49

**PLACEMENTS INTÉRIEURS BRUTS
(INVENTAIRES NON COMPRIS)
DES INSTITUTIONS**
(millions de dollars)

	1926	1931	1936	1941	1946	1951	Prévisions	
							1954	1955
Églises.....	8.7	7.0	2.0	2.1	6.2	32.1	33.7	34.4
Universités.....	3.5	8.5	1.6	3.2	12.4	14.0	15.0	19.1
Écoles.....	19.7	24.1	9.4	5.6	27.4	111.3	155.5	171.0
Hôpitaux.....	5.6	12.3	5.7	6.1	28.3	79.0	117.0	161.6
Autres institutions							7.9	9.2
Total.....	37.5	51.9	18.7	17.0	74.3	236.4	329.1	395.3

Sources: Ministère du Commerce, *Private and Public Investment in Canada, 1926-1951* (Ottawa, 1951), tableaux 76 à 79, pp. 183 et 184.

Ministère du Commerce, *Private and Public Investment in Canada, Outlook 1953* (Ottawa, 1953), tableau 5, p. 14.

Ministère du Commerce, *Private and Public Investment in Canada, Outlook 1955: Mid-Year Review* (Ottawa, 1955), tableau 5, p. 7.

DIVERTISSEMENTS ET TOURISME

Divertissements

Bien que les divertissements au Canada n'affectent qu'un pourcentage relativement faible de l'emploi, les tendances actuelles dans ce secteur sont intéressantes et sont brièvement étudiées dans ce chapitre.

Dans le recensement des services, ce groupe est composé d'établissements qui offrent des facilités d'amusement, de divertissement ou de récréation moyennant un droit d'entrée. Ne sont pas comprises les entreprises fonctionnant sans but lucratif et les clubs vivant des cotisations de leurs membres.

Le tableau 50 répartit ce commerce en deux principaux sous-groupes avec un troisième comme quantité résiduelle. Presque la moitié de l'emploi total tombe dans la catégorie des cinémas ordinaires avec environ 1,800 établissements, des recettes brutes de 100 millions de dollars et 15,000 employés. Même ces statistiques ne donnent pas une idée juste de la dépense pour le cinéma, étant donné que la catégorie cinémas ordinaires exclut les cinémas en plein air, les représentations qui sont des initiatives communautaires et pour lesquelles on paye une entrée, de même que les exploitants itinérants; l'inclusion de ces groupes porterait les recettes totales pour 1951 à plus de 108 millions.

Au tableau 51, les services de loisirs sont divisés en deux groupes seulement, i.e. cinémas et autres, conformément aux statistiques de la main-d'œuvre du recensement officiel. Ces deux sources de renseignements (le recensement des services et le recensement ordinaire) montrent une tendance analogue de l'emploi vers la hausse dans la période 1941-1951. On ne voit pas d'augmentation pour la période 1931-1941 au tableau 51 basé sur le recensement régulier, bien que d'après le recensement des services il y aurait eu une amélioration sensible depuis 1931. Cette différence s'expliquerait peut-être par le grand nombre d'employés à temps partiel déclarés par les entreprises de ce commerce mais énumérés ailleurs dans le recensement ordinaire.

LES DIVERTISSEMENTS

Tableau 50

	Établissements			Recettes (en millions de dollars)			Employés		
	1930	1941	1951	1930	1941	1951	1930	1941	1951
Cinémas ordinaires.....	910	1,244	1,799	38	41	100	6,889	9,570	15,047
Jeux de quilles et salles de billard.....	1,537	1,463	1,915	7	8	19	3,908	5,280	6,235
Autres.....	620	974	1,850	7	9	32	3,286	7,572	8,845
Total.....	3,067	3,681	5,564	52	58	151	14,083	22,422	30,127

Sources: Bureau fédéral de la statistique, *Recensement du Canada, 1931*, vol. XI (Ottawa, 1934), tableau 5, p. 64.

B.F.S., *Recensement du Canada, 1941*, vol. XI (Ottawa, 1947), tableau 1, p. 410.

B.F.S., *Recensement du Canada, 1951*, vol. VIII (Ottawa, 1954), tableau 21, p. 21-1.

LA MAIN-D'OEUVRE DANS LES DIVERTISSEMENTS

Tableau 51

	1931			1941			1951		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Salles de spectacle et services connexes.....	4,435	1,255	5,690	4,772	1,521	6,293	7,050	4,356	11,406
Autres.....	10,905	1,170	12,075	9,687	1,551	11,238	14,605	2,692	17,297
Total pour les divertissements.....	15,340	2,425	17,765	14,459	3,072	17,531	21,655	7,048	28,703

Note: Ces statistiques ne comprennent pas le Yukon ni les Territoires du Nord-Ouest; y compris Terre-Neuve en 1951.

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Tendances des Occupations et des Industries au Canada*, pub. n° SP-8 (Ottawa, 1954), tableaux 10 et 11.

LE CINÉMA AU CANADA

Tableau 52

	1931	1936	1941	1946	1951	1952	1953	1954
Dépense par habitant.....	\$3.28	\$2.70	\$3.63	\$6.15	\$7.72	\$8.21	\$8.30	\$7.80
Nombre d'entrées payées (en millions)	—	127	162	228	252	263	259	237

Remarque: Ces chiffres sont fondés sur les recettes totales des cinémas, cinémas en plein air, initiatives communautaires et salles desservies par des exploitants itinérants.

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Motion Picture Theatres, Exhibits and Distributors*, (bulletins annuels).

Le tableau 52 montre la dépense par habitant pour le cinéma et le nombre d'entrées payées pour des années prises au hasard entre 1931 et 1954. Ces statistiques sont calculées d'après les recettes totales des cinémas ordinaires, cinémas en plein air, initiatives communautaires et exploitants itinérants. Par région, la dépense par habitant, en 1954, variait de \$10 en Colombie-Britannique et en Alberta à \$4.43 à Terre-Neuve. Ces dernières années, il y avait tendance à la hausse dans toutes les provinces jusqu'en 1953, alors qu'en Ontario il y eut fléchissement. En 1954, trois autres provinces suivirent l'Ontario dans sa tendance à la baisse. Il faut voir là vraisemblablement l'influence de la télévision, mais il est trop tôt pour déterminer les effets qu'elle aura à long terme.

Dans l'ensemble, le nombre des entrées payées a baissé en 1953 et est tombé encore de 22 millions de dollars en 1954.

La *Famous Players Canadian Corporation Limited*, qui administre plus de 400 des 1,900 cinémas du Canada, déclare, dans son rapport pour l'année 1954, qu'un grand nombre de spectateurs ont assisté aux représentations de films présentés pour la première fois, mais certaines petites salles de cinéma se sont ressenties de la concurrence de la télévision. "L'expérience démontre que la concurrence de la télévision est surtout forte au début de son activité mais que, par la suite, les gens recommencent à fréquenter les cinémas."

A tout prendre, il semble que la tendance à dépenser davantage pour le cinéma diminue et il est probable qu'elle soit peu à peu remplacée par une tendance dans le sens contraire. Nous croyons que cette industrie ne prendra guère d'expansion dans un avenir prévisible, mais qu'elle tendra plutôt à se comprimer dans une certaine mesure.

Nous ne possédons des chiffres relatifs aux immobilisations que pour quelques années et ils sont plutôt faibles, variant entre 5 millions et 9 millions. Nous ne pouvons prévoir aucune augmentation appréciable des immobilisations dans ce domaine dans un avenir rapproché. (On trouvera les chiffres au tableau 66.)

Nous avons parlé assez longuement des cinémas car cette industrie a été non seulement le plus important facteur dans le domaine de l'emploi, mais aussi le plus puissant. Si cette industrie diminue quelque peu en importance, l'ensemble du domaine des services récréatifs sera sans doute privé des éléments nécessaires à son expansion et son essor pourrait être de beaucoup ralenti. Il est assez difficile de formuler des affirmations catégoriques à l'égard d'un domaine où les préférences personnelles exercent une aussi grande influence, mais il nous semble très peu probable que l'emploi en général accuse une baisse appréciable; au contraire, nous pensons qu'il augmentera très lentement.

Le tourisme au Canada

Alors qu'on peut facilement se rendre compte des sommes d'argent dépensées au Canada par les voyageurs étrangers, il n'existe aucune statistique gouvernementale des sommes dépensées par les Canadiens en voyage. Vernon Lang¹ a tenté de rassembler les chiffres qui devraient être inclus dans le montant global des dépenses annuelles faites par tous les touristes et voyageurs, canadiens et étrangers, au Canada. Son sommaire, ci-dessous, s'appuie sur des données provenant de sources diverses et touchant les années 1950 à 1953.

	(millions de dollars)
Transports publics.....	215.7
Transport par automobile.....	194.7
Chambres d'hôtel et repas.....	164.9
Motels, etc.	12.5
Total	587.8

Le tableau 53 donne les dépenses des voyageurs étrangers au Canada, qui s'élevaient à plus de 300 millions de dollars pour chacune des années 1953 et 1954, et si l'estimation de Vernon Lang devait être acceptée comme complète, la moitié seulement de tous les voyages à travers le Canada serait attribuable aux Canadiens. Cependant, comme Vernon Lang le souligne dans son article, c'est là seulement une partie des dépenses touristiques, étant donné que des éléments comme les repas au restaurant, les divertissements, et autres achats de détail qui sont caractéristiques du voyage et du tourisme n'y sont nullement représentés.

Les chiffres du tableau 53 décrivent la balance des paiements au compte des voyages entre le Canada et les autres pays et donnent une idée de l'importance croissante de ce commerce en termes de dollars courants. Ce n'est que ces dernières années que les Canadiens ont dépensé à l'étranger plus d'argent que n'en ont dépensé les étrangers au Canada.

La principale raison de ce renversement tient aux changements d'habitudes des voyageurs des États-Unis ces dernières années. Les dépenses de voyage outre-mer par les voyageurs américains sont présentées au tableau 54, et illustrées en pourcentage au graphique 4. Il est clair que proportionnellement, le Canada et le Mexique ont perdu la faveur au regard de l'Europe et des côtes de la Méditerranée dans la concurrence pour le tourisme américain. Dans le cas présent, il est de toute évidence que c'est le voyageur aisé qui a le plus contribué à cette nouvelle orientation, mais il existe un groupe beaucoup plus considérable de touristes américains qui préfèrent rester dans leur propre pays, et nombre d'entre eux pourraient éventuellement être attirés vers le Canada à la place de ceux qui préfèrent maintenant aller plus loin.

¹Vernon Lang, "Can Canada Make Tourism Pay?", *The Business Quarterly*, Summer 1955, vol. XX, no 2 (London, Ontario, 1955).

Tableau 53

**BALANCE DES PAIEMENTS AU COMPTE DES VOYAGES ENTRE LE CANADA
ET LES AUTRES PAYS, 1926-1954**

(millions de dollars)

	Avec les États-Unis			Avec les pays d'outre-mer(a)		
	Crédits	Débits	Net	Crédits	Débits	Net
	Dépenses des Américains au Canada	Dépenses des Canadiens aux É.-U.		Dépenses d'autres non- résidents au Canada	Dépenses des Canadiens à l'étranger	
1926.....	140	70	+70	12	29	-17
1931.....	141	52	+89	12	19	-7
1936.....	129	54	+75	13	21	-8
1941.....	107	18	+89	4	3	+1
1946.....	216	130	+86	6	6	—
1951.....	258	246	+12	16	34	-18
1953.....	282	307	-25	20	58	-38
1954(b).....	280	313	-33	22	69	-47

(a) Avant 1949, Terre-Neuve était comptée comme pays d'outre-mer.

(b) Sujet à révision.

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Travel Between Canada and Other Countries, 1954* (Ottawa, 1955), tableau 11, p. 38.

Tableau 54

BALANCE DES PAIEMENTS AU COMPTE DES VOYAGES ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LES AUTRES PAYS, 1946-1953

(millions de dollars)

	Crédits Dépenses par les non-résidents aux États-Unis		Débits Dépenses par les Américains à l'étranger		Net	
	1946	1953	1946	1953	1946	1953
Europe occidentale.....	33	41	62	293	-29	-252
Colonies de l'Europe occidentale	6	9	11	54	-5	-45
Canada.....	130	307	209	282	-79	+25
Républiques de l'Amérique latine	77	138	164	239	-87	-101
Tous autres pays.....	11	32	11	27	—	+5
Royaume-Uni.....	11	15	15	57	-4	-42
Autres territoires de la zone sterling.....	10	20	19	64	-9	-44
Total.....	278	562	491	1,016	-213	-454

Source: U.S. Department of Commerce, *The Balance of Payments of the United States, 1919-1953: A Supplement to the Survey of Current Business* (Washington, D.C., 1954).

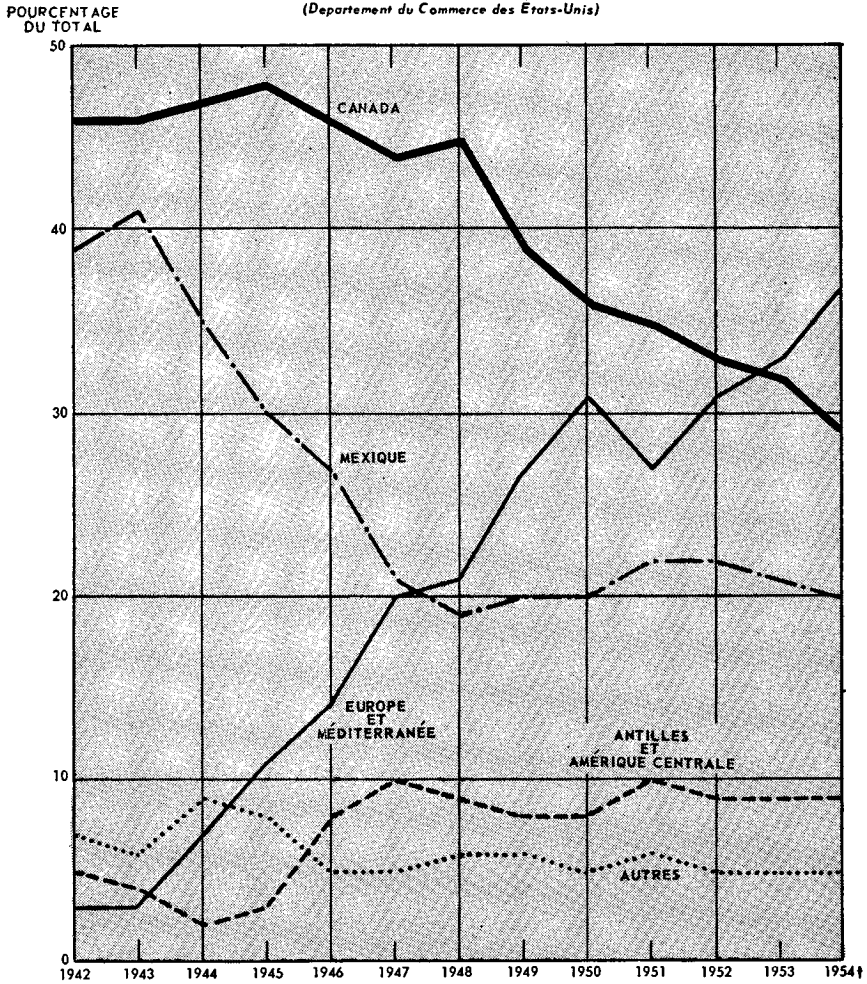
Une estimation préparée par *Curtis Publishing Company* et citée par Vernon Lang prétendait que presque 94 p. 100 des voyages faits par les familles américaines le sont à l'intérieur des États-Unis et la plus grande concurrence au commerce touristique canadien vient des centres d'attraction semblables qu'on retrouve outre-45°. Il y a peu de doute qu'il existe là un marché tout prêt, si les agences canadiennes de tourisme réussissent à canaliser le gros volume d'affaires qui s'y trouve latent.

En termes numériques, il y a encore plus de visiteurs qui nous viennent des États-Unis chaque année que de Canadiens qui visitent les États-Unis. Ce fait ressort clairement des statistiques données au tableau 55. Les 25 millions de visiteurs en provenance des États-Unis représentent une diminution au regard des 28 millions de 1953, mais c'est un chiffre à peu près égal à celui de 1952.

A la suite d'un relevé spécial des visiteurs canadiens aux États-Unis d'août à décembre 1954, on a fait une estimation déterminant le but de chaque visite et la dépense moyenne par voyage. Près de 21 p. 100 des visiteurs canadiens déclarèrent aller aux États-Unis pour y faire des emplettes, 5 p. 100 voyageaient pour affaires, 3 p. 100 dirent qu'ils allaient faire des études tandis que le reste allait en voyage d'agrément ou en visite chez des parents ou des amis. Bien que les voyages pour affaires et pour études ne comptaient que pour 8 p. 100 de tous les visiteurs, la dépense moyenne par voyage était beaucoup plus élevée dans ces deux catégories.

GRAPHIQUE 4
RÉPARTITION DES DÉPENSES DE VOYAGE * DANS LES PAYS ÉTRANGERS
PAR LES RÉSIDENTS DES ÉTATS-UNIS, 1942-1954

(Département du Commerce des États-Unis)



* CES DÉPENSES NE COMPRENNENT PAS LES SOMMES PAYÉES AUX PAYS ÉTRANGERS POUR FRAIS DE TRANSPORT À DESTINATION OU EN PROVENANCE DES ÉTATS-UNIS.

† LES STATISTIQUES DE 1954 SONT SUJETTES À RÉVISION.

Tableau 55

VOYAGEURS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS, 1954

(en milliers de personnes)

	Nombre de Canadiens visitant les É.-U.	Nombre de voyageurs américains au Canada
Voyages de courte durée.....	20,636	22,212(a)
Pourcentage du total.....	88	84
Voyages prolongés.....	2,708	4,201
Pourcentage du total.....	12	16
Total.....	23,343	26,413
	100.0	100.0

(a) Ne comprend que les voyages par automobile de courte durée ou ne nécessitant pas de permis.
 Source: Bureau fédéral de la statistique, *Travel Between Canada and Other Countries, 1954* (Ottawa, 1955), *Statement 8*, p. 13 et *Statement 12*, p. 18.

Les moyens d'attirer les touristes au Canada ont été longuement étudiés par les Offices de tourisme des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, par les compagnies de transport par avion, chemin de fer et autobus, et par les organisations particulières de tourisme. Ce domaine est loin d'être négligé et les autorités admettent pour la plupart qu'il y faut une publicité soutenue, de même que des endroits de villégiature de mieux en mieux conçus pour satisfaire aux besoins des visiteurs, plus des bonnes routes et des attractions touristiques de choix.

En 1934, le Sénat canadien attira l'attention sur l'importance du tourisme en formant un comité spécial d'enquête présidé par le sénateur W. H. Dennis pour l'étude du mouvement touristique au Canada. Les principales conclusions de ce comité se résument comme suit:

1. Que le tourisme au Canada est susceptible de grand expansion.
2. Que c'est là une question d'une portée nationale intéressant le pays dans son ensemble.
3. Que s'avère nécessaire la fondation aussitôt que possible d'une organisation centrale à Ottawa en vue de coordonner les efforts des multiples agences touristiques, publiques et privées, dans toutes les provinces, de même que le travail des ministères et services fédéraux intéressés au tourisme à l'intérieur et à destination du Canada¹.

Cette organisation centrale a été mise sur pied depuis et fait un excellent travail, mais c'est peut-être sur les deux premières déclarations qu'il faut maintenant remettre l'accent. Deux tendances importantes et soutenues s'affirment dans tous les secteurs de l'industrie au Canada comme aux États-Unis; une semaine de travail plus courte et des congés payés plus longs.

Ce potentiel d'affaires accru est une occasion à ne pas manquer par l'industrie touristique canadienne: celle-ci saura-t-elle non seulement attirer les visiteurs des États-Unis mais encore garder les Canadiens au Canada?

Bien qu'il existe peu de statistiques pouvant donner une idée des immobilisations faites principalement pour faciliter le tourisme, le tableau 66 énumère les immobilisations des hôtels et montre qu'elles ont été de l'ordre de 15 à 24 millions de dollars ces dernières années. Si l'on pouvait établir les immobilisations faites par d'autres groupes connexes à l'industrie touristique, ce chiffre serait de beaucoup dépassé. L'estimation des dépenses pour la construction d'autres types, comme les motels et les camps de villégiature, n'est pas faite séparément, et naturellement il est impossible de dire quelle proportion de nos dépenses pour les routes et l'amélioration des transports est reliée à l'industrie touristique.

Il semble clair que le tourisme est appelé à un bel avenir. Le Canada possède les ressources, et n'a pas à recourir à un actif qui se déprécie. Les hommes d'affaires sont généralement d'avis qu'avec des capitaux investis avec discernement dans ce domaine et une publicité plus active destinée à soutenir les endroits de villégiature déjà existants, on pourrait retirer un revenu appréciable en persuadant plus de Canadiens de visiter le Canada d'abord, et en attirant vers le Canada maints touristes américains qui s'en tiennent présentement à des voyages à l'intérieur des États-Unis ou qui voyagent outre-mer.

SERVICES PERSONNELS

En général, on désigne sous le nom de services personnels les services rendus par des personnes qui n'ont fait que peu ou point d'apprentissage spécial, de sorte que beaucoup de consommateurs effectuent eux-mêmes ces travaux. Les principaux services groupés sous ce titre sont le blanchissage et le nettoyage, le service domestique, la coiffure pour hommes et pour dames, les hôtelleries et maisons de chambres. On trouvera à l'appendice A la liste complète des commerces qui figurent sous le titre services personnels dans le *Standard Industrial Classification Manual*.

Tableau 56

RÉPARTITION DE LA MAIN-D'OEUVRE DANS LES SERVICES PERSONNELS, CANADA, 1931-1951

(en milliers de personnes)

Industrie	1931			1941			1951		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Teintureries, nettoyage et repassage	3.7	1.3	5.0	4.8	2.6	7.4	10.0	9.1	19.1
Blanchisseries.....	10.1	5.3	15.5	8.3	7.0	15.3	6.2	8.2	14.4
Sous-total.....	13.8	6.6	20.5	13.1	9.6	22.7	16.2	17.3	33.5
Coiffure pour hommes et pour femmes.....	16.4	6.8	23.2	14.9	11.1	26.0	13.2	10.3	23.5
Photographie.....	2.2	0.6	3.9	2.6	0.9	3.5	3.1	1.5	4.6
Service domestique.....	12.6	145.7	158.4	8.2	178.1	186.2	5.1	75.1	80.2
Pompes funèbres....	1.8	0.1	1.9	2.3	0.1	2.4	2.7	0.2	2.9
Autres services personnels.....	5.8	2.8	8.6	4.4	0.7	5.1	7.5	2.6	10.1
Hôtels et maisons meublées.....	28.5	29.0	57.5	28.5	36.9	65.4	40.7	32.9	73.7
Sous-total.....	81.2	191.7	272.9	74.0	237.3	311.3	88.6	140.0	228.6
Restaurants, cafés et débits de boisson	29.8	19.7	49.5	29.8	25.1	54.9	38.0	42.3	80.3
Total.....	111.0	211.5	322.5	103.8	262.4	366.2	126.6	182.3	308.9

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Tendances des Occupations et des Industries au Canada*, pub. n° SP-8 (Ottawa, 1954), tableaux 10 et 11.

Note: Ces données ne comprennent pas le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ni Terre-Neuve.

Contrairement aux autres services, la main-d'œuvre employée dans les services personnels accuse une baisse réelle de quelque 13,500 personnes, soit de 4 p. 100, entre 1931 et 1951. En proportion de la main-d'œuvre totale, les services personnels ont baissé également de 8.2 p. 100 en 1931 à 6 p. 100 en 1951. En dépit de ce fléchissement, les services personnels emploient encore plus de 300,000 personnes et, conformément au tableau 8, seuls le commerce de détail et les services sociaux et commerciaux les devançaient en 1951.

Le tableau 56 donne, par industrie et par sexe, la répartition de la main-d'œuvre employée dans les services personnels en 1931, 1941 et 1951. Il n'existe pas de données aussi détaillées pour les années précédant 1931.

Il est clair dans ce tableau que les quatre catégories les plus importantes des services personnels sont: le service domestique, les hôtels et les maisons de chambres, les maisons de teinturerie, nettoyage et repassage, ainsi que les blanchisseries, et finalement les restaurants, cafés et débits de boisson.

Dans la présente étude, les restaurants sont étudiés avec le commerce de détail parce que le Recensement de la distribution les place dans cette catégorie. Les trois autres groupes sont étudiés séparément dans la présente section.

Le service domestique

En 1931 et en 1941, environ la moitié de la main-d'œuvre des services personnels était employée chez des particuliers, mais au cours de la décennie 1941-1951 le nombre des personnes travaillant chez des particuliers subit une forte baisse, passant de 186,000 à 80,000. Non seulement l'augmentation qui s'était produite au cours de la décennie précédente 1931-1941 fut-elle annulée, mais la réduction s'accrut au point qu'en 1951 la main-d'œuvre affectée au service domestique n'était plus que la moitié de ce qu'elle était vingt ans plus tôt. Et en proportion de la main-d'œuvre totale elle est tombée de 4 p. 100 à 1½ p. 100. En autant qu'il soit possible de le déterminer, ceci dénote un changement sans précédent dans l'emploi en si peu de temps, et c'est pour cette raison que nous avons étudié assez en détail le service domestique.

Bien que les données du recensement révèlent une très forte baisse, il est impossible de déterminer le nombre de personnes employées comme domestiques à temps partiel à l'une ou l'autre des dates de recensement. On peut présumer cependant que le recensement tendrait plutôt à sous-estimer le nombre de personnes employées sur une base journalière, et il a pu y avoir une augmentation sensible de ce nombre au cours de la période de dix ans, qui compenserait en partie la très forte baisse des chiffres du recensement.

Le fait qu'il y ait en 1951 moitié moins de domestiques que dix ans plus tôt incite à croire que bien des travaux ménagers autrefois confiés aux domestiques sont maintenant effectués par les personnes chez elles, parfois avec l'aide d'appareils ménagers perfectionnés, ou avec l'emploi plus fréquent d'aide temporaire. Ceci dénote un changement d'habitudes chez les Canadiens et surtout les Canadiens pris en tant que membres de la cellule familiale qui, dans le cas présent, est un employeur réel ou possible de main-d'œuvre.

Il est généralement admis qu'il y a eu un changement dans la structure et la fonction de la famille depuis le début du siècle aussi bien que dans le rôle de la mère par rapport à cette structure familiale en évolution.

Tableau 57

DOMESTIQUES CHEZ LES PARTICULIERS, PAR MILLIER DE FAMILLES, CANADA, 1931-1951

(en milliers de personnes)

	1931	1941	1951
Domestiques chez les particuliers(a).....	158	186	80
Nombre de familles.....	2,149(b)	2,525(c)	3,208(c)
Domestiques par milliers de familles.....	73.5	73.7	24.9

Remarque: Ce tableau ne comprend pas le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ni Terre-Neuve.

Sources: (a) Bureau fédéral de la statistique, *Tendances des Occupations et des Industries au Canada*, pub. n° SP-8 (Ottawa, 1954), tableaux 10 et 11.

(b) B.F.S., *Recensement du Canada, 1931*, vol. V (Ottawa, 1935), tableau 86, p. 1110.

Remarque: pour cette année on a utilisé le nombre de familles de deux personnes et plus.

(c) B.F.S., *Recensement du Canada, 1951*, vol. III (Ottawa, 1951), tableau 127, p. 127-1.

En 1951, il y avait au Canada une fois et demie le nombre de familles qu'on y trouvait en 1931, comme le démontre le tableau 57. Par contre, il y avait beaucoup moins de domestiques en 1951 qu'en 1931 ou en 1941, de sorte que par 1,000 familles, il y a eu une très forte réduction de 74 en 1941 à 25 en 1951.

Une question se pose naturellement: s'est-il produit une contraction réelle de la demande de serviteurs de la part des familles canadiennes malgré l'augmentation du nombre des familles, augmentation qui impliquerait une plus grande demande potentielle de domestiques? Ou bien y a-t-il eu un recul si marqué dans la disponibilité des domestiques qu'on ne puisse, dans certaines régions, s'assurer leurs services à prix raisonnable?

Tant de facteurs entrent en jeu qu'il est difficile d'en faire ressortir des réponses fondamentales. Il est certain que plusieurs familles accepteraient d'emblée un domestique régulier s'il était possible d'en obtenir un bon à un prix raisonnable. Mais le coût réel d'un domestique régulier est très élevé aujourd'hui. La situation est décrite brièvement dans un article récent de la revue *Fortune*.

"... Et les consommateurs, si prospères qu'ils puissent devenir, chercheront de plus en plus à dépenser leur argent de la façon la plus avanta-

geuse. On entend souvent dire que "personne (ce qui, en fait, ne représente que deux millions d'Américains) ne peut se payer des domestiques de nos jours". En réalité, bien des Américains, probablement en plus grand nombre que jamais, pourraient se payer des domestiques, mais s'ils n'en ont pas c'est tout simplement parce qu'ils peuvent en avoir plus pour leur argent autrement. Comme il coûte aussi cher d'avoir un domestique que de posséder trois automobiles ou d'entretenir une maison de \$50,000, bien des familles aisées préfèrent consacrer leur argent à d'autres luxes que les services d'un domestique. Si en 1980 il coûte aussi cher d'avoir un domestique que de posséder trois voitures *et* d'entretenir une maison de \$75,000, les gens aisés pourront de moins en moins se payer des domestiques réguliers¹."

Malgré le coût des domestiques et abstraction faite de l'augmentation notée ci-dessus du nombre de familles, plusieurs facteurs sembleraient indiquer que la demande de domestiques devrait être très élevée au Canada aujourd'hui.

La proportion de femmes mariées dans la main-d'œuvre a augmenté largement ces dernières années. En 1951, une femme mariée sur neuf travaillait hors du foyer. Autrement dit, en 1951, 11.2 p. 100 des femmes mariées âgées de 15 ans et plus faisaient partie de la main-d'œuvre, contre 3.7 p. 100 en 1941, tel qu'on le voit au tableau 58. On pourrait s'attendre que cela entraîne une demande accrue de domestiques, étant donné qu'une maîtresse de maison qui travaille à l'extérieur devrait avoir davantage les moyens de payer un domestique et manquer de temps pour vaquer aux travaux domestiques.

Tableau 58

NOMBRE ET POURCENTAGE DE FEMMES MARIÉES DE
15 ANS ET PLUS, DANS LA MAIN-D'OEUVRE,
CANADA, 1941 ET 1951

	Nombre de femmes mariées âgées de 15 ans et plus	Femmes mariées dans la main-d'œuvre	
		Nombre	% des femmes mariées
1941.....	2,292,478(a)	85,633(b)	3.7
1951.....	3,119,824(c)	348,961(d)	11.2

Remarque: Les chiffres de la main-d'œuvre en 1941 n'incluent pas les militaires. Il y avait, en 1941, 1,132 femmes dans les effectifs militaires, dont 889 avaient un emploi rémunéré avant leur engagement.

- Sources: (a) Bureau fédéral de la statistique, *Recensement du Canada*, vol. IV (Ottawa, 1941), tableau 3, p. 20.
(b) *Ibid.*, vol. VIII, tableau 5, p. 55.
(c) B.F.S., *Recensement du Canada, 1951*, vol. II (Ottawa, 1951), tableau 1, p. 1-1.
(d) *Ibid.*, vol. IV, tableau 11, pp. 11-12.

¹Gilbert Burck et Sanford Parker, "Productivity: The Great Age of 3%," *Fortune*, novembre 1955, p. 105.

Il est intéressant ici de considérer brièvement la situation aux États-Unis et en Grande-Bretagne des femmes mariées ayant un emploi. La citation suivante tirée de *America's Needs and Resources: A New Survey* décrit bien la situation aux États-Unis.

“Il y a un siècle, les femmes mariées ayant un emploi rémunéré étaient l'exception. En 1900, 6 pour cent, et en 1940, 15 pour cent de toutes les femmes mariées avaient un emploi hors de leur maison. Les premières années 1950, l'emploi des femmes mariées avait augmenté au point qu'une femme mariée sur quatre occupait ou recherchait un emploi¹.”

Un article récent du *New York Times News Service* confirme cette citation et commente la situation.

“La femme de carrière d'autrefois disparaît, et fait place à la mère d'enfants qui ont atteint l'âge scolaire. Dr. David, directeur du *National Manpower Council*, souligne que les mariages précoces et la concentration des naissances dans les premières années du ménage ramènent les femmes dans la main-d'œuvre permanente vers l'âge de 35 ans. Les femmes vivent plus longtemps, dit Dr. David, et elles peuvent travailler plus longtemps. Aujourd'hui, les chiffres présentés à la conférence le démontrent, la main-d'œuvre comprend 30 p. 100 de femmes; 60 p. 100 de ces femmes sont mariées et la moitié d'entre elles sont âgées de plus de 40 ans. De toutes les femmes mariées du pays, une sur quatre fait partie de la main-d'œuvre².

Passons maintenant à la Grande-Bretagne. Un article récent de l'*Associated Press* nous éclaire sur la situation dans ce pays.

“Relégués dans un coin tranquille d'une cour de manufacture, vingt enfants jouent dans une garderie, symbole d'une révolution silencieuse qui a changé la structure de la vie de famille britannique.

“Avant la seconde guerre mondiale, 900,000 femmes britanniques seulement travaillaient hors de leurs foyers. Maintenant, près de 4 millions laissent à la porte de leur maison une note pour le laitier et courent au magasin, au bureau ou à la manufacture . . .³”

Un troisième facteur qui devrait contribuer à augmenter la demande de domestiques, c'est l'urbanisation croissante, puisque les familles non agricoles emploient plus de domestiques que les familles agricoles, et entre 1941 et 1951 l'augmentation proportionnelle de la population urbaine était de 32.7 p. 100 contre une augmentation de 7.7 p. 100 de la population rurale pour la même période.

¹J. Frederick Dewhurst and Associates, *America's Needs and Resources: A New Survey* (New-York, 1955), p. 244

²“More Mothers Work in U.S., Survey Shows,” *Montreal Gazette*, 19 janvier 1956, p. 11.

³“‘Latchkey’ Children Deplored”, *Montreal Gazette*, 11 janvier 1956, p. 9.

Un quatrième facteur susceptible d'entraîner une demande accrue de domestiques, c'est le relèvement du revenu réel par famille. Le revenu disponible par famille était évalué à \$2,036 en 1951 au regard de \$1,665 en 1941, les deux données étant exprimées en dollars 1935-1939.

D'un autre côté, le fait qu'en 1951 un plus grand nombre de logis qu'en 1941 étaient occupés par deux familles et plus (6.7 p. 100 contre 5.3 p. 100) constituerait un facteur de diminution quant à la demande de domestiques. Les familles qui comptent plus de deux adultes ont moins besoin de domestique et disposent de plus d'aide non rémunérée.

En outre, environ 21 p. 100 de tous les domiciles occupés en 1941 étaient des appartements, comparés à 26 p. 100 dix ans plus tard, et à ce changement peuvent se rattacher un certain nombre de facteurs intéressants susceptibles d'entraîner une réduction de la demande de domestiques. L'aisance seule n'est plus une raison suffisante pour inciter les familles à entretenir de grandes résidences et à garder plusieurs domestiques. La rareté des cuisiniers et des jardiniers, jointe aux gages élevés que demandent ceux qui sont disponibles, tout comme les taxes élevées sur les grandes maisons, dont plusieurs ne sont plus nécessaires quand les enfants ont grandi, incite de nombreuses familles à vendre leur résidence et à emménager dans des appartements de luxe. Il arrive que ces familles louent deux appartements, tandis que d'autres peuvent occuper des appartements de luxe comptant trois chambres à coucher, deux salles de bain et de plus grandes pièces. Assez souvent le service domestique y est offert au prix coûtant. On peut voir là l'avènement d'une nouvelle tendance qui contribuera à réduire la demande de main-d'œuvre dans les maisons privées.

Dans une étude du service domestique, on peut difficilement ignorer la question du progrès technique accompli dans le rôle et le mécanisme des appareils domestiques. Depuis le début du siècle, ce progrès a révolutionné la conduite de la maison. Dans les premières années de 1900, la mère passait le plus clair de la journée dans sa cuisine. Souvent la famille était une entité économique indépendante et le mari travaillait de longues heures à la maison ou à proximité. La femme, quand elle n'avait pas de domestique à son service, faisait tous les travaux domestiques et parfois même aidait son mari dans le travail familial. La préparation des aliments occupait une bonne partie de ses journées. Pour la lessive familiale, il fallait faire bouillir l'eau sur le poêle à bois, recourir à la cuve, la planche à laver et l'essoreuse manuelle. Les fers à repasser devaient être chauffés et réchauffés sur le poêle.

Les progrès techniques ont grandement réduit le temps et l'effort nécessaires à l'accomplissement des tâches domestiques quotidiennes. En 1910, on trouvait quelques lessiveuses mécaniques mais celles-ci aussi bien que les aspirateurs ne furent produits en quantité qu'après la première guerre mondiale.

Un relevé aux États-Unis de l'augmentation entre 1940 et 1950 du nombre des domiciles habités pourvus de l'électricité, de cuisinières et réfrigérateurs à l'électricité ou au gaz, de lessiveuses et d'aspirateurs électriques indique que ces articles de ménage sont maintenant d'usage si répandu qu'ils font presque partie de l'outillage ordinaire. En 1950, 9 ménages sur 10 aux États-Unis possédaient un fer électrique; 8, un réfrigérateur; plus de 7, une cuisinière à l'électricité ou au gaz; et près de 7, une lessiveuse mécanique¹.

Dans chaque cas, l'augmentation entre 1940 et 1950 du nombre des ménages pourvus de ces appareils était supérieure à l'augmentation du nombre des logements occupés.

La même situation prévaut au Canada. Par exemple, parmi les dépenses des consommateurs en denrées et services, la proportion affectée à l'achat d'appareils mécaniques, meubles et accessoires entre 1940 et 1950 suivait à peu près la même courbe au Canada qu'aux États-Unis, mais à un niveau moins élevé. (Voir les tableaux 59 et 60.)

En plus des progrès techniques, plusieurs travaux qui autrefois s'accomplissaient à la maison sont maintenant confiés à l'industrie. Les boulangeries font maintenant le pain et les conserveries mettent fruits et légumes en conserve, ce qui autrefois était la tâche de la ménagère ou de ses domestiques. Un nombre sans cesse croissant de produits congelés se vendent maintenant

Tableau 59

**MONTANTS ET POURCENTAGES DES DÉPENSES DES
CONSOmmATEURS EN BIENS ET SERVICES ET EN
CERTAINS BIENS DE CONSOMMATION
DURABLES,^(a) CANADA, 1941-1950**

(en millions de dollars et en pourcentage)

	Dépenses totales des consommateurs en biens et services	Dépenses des consommateurs en certains biens de consommation durables	
		Montant	Pourcentage
1941.....	5,053	245	4.8
1942.....	5,515	247	4.5
1943.....	5,728	224	3.9
1944.....	6,187	234	3.8
1945.....	6,811	265	3.9
1946.....	7,977	403	5.1
1947.....	9,172	518	5.6
1948.....	10,112	575	5.7
1949.....	10,833	628	5.8
1950.....	11,718	663	5.7

(a) Cette catégorie comprend les meubles, les garnitures de maison, les appareils et postes de T.S.F.
Remarque: Les chiffres de 1949 et 1950 ne comprennent pas Terre-Neuve.

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Comptes nationaux, revenus et dépenses, 1926-1950* (Ottawa, 1953)

Tableau 60

**MONTANTS ET POURCENTAGES DES DÉPENSES DE
CONSOMMATION POUR CERTAINS BIENS DE CONSOMMATION
DURABLES,^(a) É.-U., 1941-1950**

(en millions de dollars et en pourcentage)

	Total, dépenses de consommation	Dépenses pour certains biens de consommation durables	
		Montant	Pourcentage
1941.....	82,255	5,870	7.1
1942.....	91,161	5,781	6.3
1943.....	102,244	5,247	5.1
1944.....	111,550	5,292	4.8
1945.....	123,079	6,033	4.9
1946.....	146,907	10,540	7.2
1947.....	165,570	12,968	7.8
1948.....	177,890	13,692	7.7
1949.....	180,588	12,931	7.2
1950.....	194,550	15,382	7.9

(a) Cette catégorie comprend les meubles et garnitures, les appareils mécaniques, postes récepteurs de radio et de télévision, accessoires et disques de phonographe, pianos et autres instruments de musique.

Sources: (b) Frederick Dewhurst and Associates, *America's Needs and Resources: A New Survey* (New-York, 1955), Appendice 4-4, pp. 966 et 967.

(c) *Ibid.*, pp. 969, 970, 978 et 979.

prêts à cuire pour la consommation domestique, et les manufacturiers s'appliquent chaque jour davantage à offrir encore d'autres produits alimentaires sous la forme la plus commode possible.

Songons aussi aux progrès des blanchisseries, des établissements de teinturerie, nettoyage et repassage, aussi bien que des restaurants.

Ainsi l'évolution technique, l'abandon de certains travaux de ménage, aussi bien que certains changements dans les caractéristiques de la famille et dans les tendances de l'habitation, expliquent en partie l'intérêt décroissant des familles canadiennes à l'égard du service domestique.

Dans les pages qui précèdent, l'étude s'est limitée à divers aspects de la demande réelle de domestiques. Il est certain que plusieurs familles seraient heureuses d'engager des domestiques, n'était la hausse considérable des gages et des privilèges qu'ils exigent. Même avec les gages élevés, la demande réelle de domestiques expérimentés reste insatisfaite; les annonces classées de nos grands quotidiens en témoignent.

Passons maintenant à la question de l'offre. On notera au tableau 56 que plus de 90 p. 100 des employés chez les particuliers étaient des femmes, et le nombre des femmes employées dans cette catégorie tomba de 178,055 en 1941 à 75,122 en 1951. Il y a plusieurs causes à ce changement mais la principale est le rôle nouveau joué par les femmes dans l'industrie pendant et

depuis la seconde guerre mondiale, et pour expliquer ce changement avec justesse il faut considérer dans son ensemble la question des femmes dans l'industrie.

Main-d'œuvre féminine dans les services

En 1951, les femmes constituaient 22 p. 100 de la main-d'œuvre au Canada, au regard de 17 p. 100 en 1931. (Voir le tableau 10.) En chiffres absolus et par rapport à la population féminine, il y avait plus de femmes dans la main-d'œuvre canadienne en 1951 que jamais auparavant; par rapport à 1931, il y avait, en 1951, 3,7 p. 100 de la population féminine canadienne de plus dans la main-d'œuvre féminine. (Voir le tableau 61.) En 1951, le nombre de femmes dans la main-d'œuvre canadienne était d'une fois et trois quarts celui de 1931.

Le changement dans la répartition des femmes dans les diverses classes industrielles de la main-d'œuvre présente un intérêt particulier, et ceci ressort du tableau 62, qui donne le nombre et le pourcentage des femmes dans la main-d'œuvre, par industrie, pour les années 1931, 1941 et 1951.

En 1951 les deux tiers de toutes les femmes ayant un emploi étaient dans les services, un recul procentuel de six points depuis 1941. Cette perte relative des services est attribuable en entier à la diminution du nombre de domestiques, laquelle n'est compensée qu'en partie par les augmentations dans les autres services. En pourcentage, le commerce accuse la plus forte hausse, 4,6 points entre 1941 et 1951, bien que tous les secteurs, sauf les services personnels, accusent aussi une hausse.

Il faudrait peut-être noter en passant que les transports, les services d'utilité publique et les manufactures, aussi bien que les services, ont attiré un pourcentage croissant de main-d'œuvre féminine.

Tableau 61

POURCENTAGE DE LA POPULATION DANS LA MAIN-D'OEUVRE SELON LE SEXE

(en milliers de personnes et en pourcentage)

	Main-d'œuvre masculine			Main-d'œuvre féminine		
	Population masculine	Nombre	% de la population masculine	Population féminine	Nombre	% de la population féminine
1931.....	5,367	3,257	60.7	4,997	665	13.3
1941.....	5,890	3,363	57.1	5,599	833	14.9
1951.....	6,889	4,032	58.5	6,734	1,147	17.0

Remarque: Ce tableau ne comprend pas le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ni Terre-Neuve. Les militaires ne sont pas inclus dans les chiffres de la main-d'œuvre pour 1941.

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Tendances des Occupations et des Industries au Canada*, pub. n° SP-8 (Ottawa, 1954), tableau 1.

Tableau 62

RÉPARTITION DE LA MAIN-D'OEUVRE FÉMININE PAR INDUSTRIE

	1931	1941	1951
Maisons privées.....	145,729	178,055	75,122
Pourcentage du total.....	21.9	21.3	6.5
Autres services personnels.....	65,735	84,326	107,211
Pourcentage du total.....	9.9	10.1	9.3
Services personnels.....	211,464	262,381	182,333
Pourcentage du total.....	31.8	31.5	15.9
Commerce.....	85,050	112,783	207,261
Pourcentage du total.....	12.8	13.5	18.1
Finances.....	24,965	28,369	63,722
Pourcentage du total.....	3.8	3.4	5.6
Services professionnels(a).....	150,480	171,312	256,061
Pourcentage du total.....	22.6	20.5	22.3
Gouvernements.....	15,475	27,946	52,431
Pourcentage du total.....	2.3	3.4	4.6
Tous les services.....	487,434	602,791	761,808
Pourcentage du total.....	73.3	72.3	66.5
Transport, entreposage, communications et services d'utilité publique.....	24,440	21,786	53,522
Pourcentage du total.....	3.7	2.6	4.7
Agriculture, forêts et pêche.....	24,970	19,994	27,664
Pourcentage du total.....	3.7	2.4	3.2
Mines.....	355	584	2,265
Pourcentage du total.....	0.1	0.1	0.2
Manufactures.....	122,806	181,290	273,136
Pourcentage du total.....	18.5	21.8	23.8
Construction.....	1,576	1,489	5,958
Pourcentage du total.....	0.2	0.2	0.5
Non spécifié.....	3,721	4,926	12,888
Pourcentage du total.....	0.6	0.6	1.1
Main-d'œuvre féminine totale.....	665,302	832,840	1,147,241
Pourcentage du total.....	100.0	100.0	100.0

(a) Ce groupe comprend les services sociaux, commerciaux et les divertissements.

Note: Les données de ce tableau ne comprennent pas le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ni Terre-Neuve

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Tendances des Occupations et des Industries au Canada*, pub. n° SP-8 (Ottawa, 1954), tableau 11.

Ainsi on peut conclure en disant que la répartition de la main-d'œuvre féminine parmi les diverses classes industrielles a changé de façon significative. Bien que la proportion de la main-d'œuvre totale employée au secteur des services ait augmenté, celle de la main-d'œuvre féminine totale a diminué. En effet, les femmes ont passé du service domestique à des emplois dans d'autres industries.

L'immigration comme source de domestiques

Une opinion qui a généralement cours, c'est que l'immigration nous apporte bon nombre de domestiques. Apparemment il n'en est pas ainsi des immigrants qui sont entrés au Canada entre 1946 et 1951. D'après les dos-

siers du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, 20,300 personnes entrées au Canada entre 1946 et 1951 se proposaient de servir comme domestiques au moment de leur immigration. (Voir le tableau 63.) Nous ne savons pas avec exactitude combien ont donné suite à leurs premières intentions, mais il est évident qu'un bon nombre prirent d'autres emplois ou se marièrent. Le recensement de 1951 révèle qu'un total de 16,290 personnes faisant partie de la main-d'œuvre des services personnels, y compris la coiffure, la blanchisserie, etc., en plus du service domestique, entrèrent au Canada entre 1946 et le 31 mai 1951¹. Comme nous l'avons vu au tableau 56, le service domestique en 1951 ne représentait qu'un quart, ou 26 p. 100 de la catégorie des services personnels, et encore y avait-il 4,010 immigrants de moins au secteur des services personnels que ne l'indiquait leur intention de devenir domestiques.

Tableau 63

**IMMIGRANTS AU CANADA AYANT DÉSIGNÉ LE SERVICE
DOMESTIQUE COMME OCCUPATION PROJÉTÉE,
1^{er} JANVIER 1946 AU 31 MAI 1951**

Période d'immigration	Nombre de Personnes
Janvier, février et mars 1946.....	139
1 ^{er} avril 1946 au 31 mars 1947.....	653
1 ^{er} avril 1947 au 31 mars 1948.....	3,260
1 ^{er} avril 1948 au 31 mars 1949.....	8,175
1 ^{er} avril 1949 au 31 mars 1950.....	3,734
1 ^{er} avril 1950 au 31 mars 1951.....	3,127
Avril et mai 1951.....	1,212
Total, 1^{er} janvier 1946 au 31 mai 1951.....	20,300

Note: Pour l'année financière terminée le 31 mai 1946, 556 immigrants entrant au Canada manifestèrent l'intention de travailler comme domestiques. Pour l'année financière terminée le 21 mars 1952, ce nombre était de 7,273.

Sources: *Chiffres 1946-1949:* Ministère des Mines et des Ressources naturelles, Division de l'Immigration, Rapports annuels.

Chiffres 1950 et 1951: Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Division de l'Immigration, Rapports annuels.

Comparaison avec les autres pays

Le tableau 64 montre le nombre de domestiques par millier d'habitants au Canada, aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

En 1901, la Grande-Bretagne comptait 41.3 domestiques pour 1,000 habitants, plus que l'Allemagne, les États-Unis² ou le Canada. En 1931, cette statistique était tombée à 34 domestiques par millier comparé à 16.5 au États-Unis et à 15.3 au Canada.

¹Bureau fédéral de la statistique, *Recensement du Canada, 1951*, vol. IV (Ottawa, 1953), tableau 20.

²George Stigler, *Domestic Servants in the United States, 1900-1940*, "National Bureau of Economic Research—Occasional Paper, no 24" (New-York, 1946), tableau 2, p. 4.

Tableau 64

DOMESTIQUES PAR MILLIER D'HABITANTS AU CANADA, AUX ÉTATS-UNIS ET EN GRANDE-BRETAGNE, 1931-1951

	Population (milliers)	1931 Domestiques		Population (milliers)	1951 Domestiques	
		Nombre (milliers)	Pour 1,000 habitants		Nombre (milliers)	Pour 1,000 habitants
Canada(a).....	10,363	158	15.3	13,623	80	5.9
États-Unis.....	122,775(b)	2,025(c)	16.5	150,697(b)	1,513(c)	10.0
Grande-Bretagne(d)	44,795	1,523	34.0	48,854	494	10.1

Sources: (a) Les données pour le Canada sont extraites du tableau 8 et du tableau 56.

(b) U.S. Department of Commerce, *Statistical Abstract of the United States 1952* (Washington, 1952) tableau 2, p. 5. Remarque: Pour les années 1930 et 1950.

(c) George P. Stigler, *Trends in Employment in the Service Industries*, (New-York, 1955), chapitre V, p. 3.

(d) Central Statistic Office, *Annual Abstract of Statistics*, Bulletin No. 92 (London, 1955), tableau 12, p. 15, tableau 14, p. 16 et tableau 6, p. 7.

Comme le montre le tableau 64, le nombre des domestiques par millier d'habitants en Grande-Bretagne était réduit à 10.1 en 1951, rejoignant presque le taux des États-Unis. Au Canada, le nombre des domestiques baissa à 5.9 pour 1,000 habitants, c'est-à-dire à beaucoup moins qu'aux États-Unis ou en Grande-Bretagne.

Prévisions d'emploi dans le service domestique

Après avoir étudié l'emploi dans le service domestique au Canada du point de vue de l'offre et de la demande, et avoir jeté un bref coup d'œil sur la situation en Grande-Bretagne et aux États-Unis, une seule conclusion s'impose: à l'avenir une plus petite proportion de la main-d'œuvre canadienne trouvera de l'emploi dans les maisons privées.

Le principal facteur qui fait croire à une demande accrue de domestiques, c'est le travail des femmes mariées hors de leurs maisons. L'expérience a prouvé aux États-Unis et en Grande-Bretagne que ceci n'amène pas un emploi accru chez les particuliers. A cet égard, il est possible que la demande n'ait pas encore été satisfaite à cause de la rareté des domestiques, mais l'influence la plus importante vient d'un changement d'attitude vis-à-vis du service domestique. Par exemple, l'industrie a réduit le nombre des heures de travail de ses employés, et il est de toute évidence que cette tendance continuera de s'affirmer. Ainsi, les gens ont généralement plus de loisirs aujourd'hui qu'auparavant. Une partie de ces heures de loisir est employée à la maison et les magazines actuels encouragent le bricolage. Le jardinage, la menuiserie, la décoration intérieure et la peinture sont des passe-temps populaires qui embellissent en même temps le foyer et facilitent la tenue de la maison. Les réceptions et le service des repas se sont simplifiés dans une certaine mesure, comme en témoigne la coutume répandue de faire

appel aux pâtisseries pour remplacer les repas élaborés. Il y a aussi que le mari moderne aide sa femme aux travaux ménagers du fait que bien des épouses occupent un emploi rémunéré pour augmenter le revenu familial.

Parce que les domestiques éventuels ont l'occasion de travailler dans l'industrie, où les conditions de travail sont bonnes et les salaires satisfaisants, où ils peuvent entrer dans les syndicats pour la protection de leurs droits, bien peu d'entre eux sont prêts à demeurer dans leur ancien emploi et ceux qui y restent exigent naturellement les salaires courants.

Un autre facteur important dans ce domaine, c'est l'emploi croissant d'aides à temps partiel soit pour les travaux ménagers ordinaires soit pour la garde des enfants. Bien que ce genre d'aide s'offre sur une base de plus en plus organisée, la plus grande partie demeure non organisée et, dans la plupart des cas, il n'en est tenu aucune comptabilité. Les personnes ainsi employées sont soit plus âgées soit plus jeunes que celles qui font partie de la main-d'œuvre et sont peu susceptibles d'être comptées parmi la main-d'œuvre dans le recensement.

Cependant, le changement marqué qui s'est produit entre 1941 et 1951 a probablement réduit le nombre des domestiques au chiffre le plus bas qu'il nous sera donné de voir, et ceci, avec le nombre croissant de domestiques à temps partiel qui devraient être inclus ici, nous incite à prédire qu'il y aura une légère augmentation numérique de la main-d'œuvre chez des particuliers; il en résulterait un chiffre de 100,000 à 125,000 environ en 1980. Ceci représenterait naturellement une nouvelle baisse du pourcentage de la main-d'œuvre totale employée chez des particuliers à cette date.

Pour prédire l'effectif de la main-d'œuvre de 1980 dans la catégorie des services personnels, restaurants, cafés et tavernes exceptés, il nous faut maintenant passer aux autres principales industries comme les blanchisseries, les entreprises de nettoyage et de teinturerie, les hôtels et maisons de chambres qui, pris avec le service domestique et les restaurants, cafés et tavernes, réunissaient pratiquement toute la main-d'œuvre des services personnels en 1951, comme le montre le tableau 56.

Blanchisseries, nettoyage et teintureries

Les données de trois sources différentes, soit le Recensement, le Recensement de la distribution et les rapports annuels du Bureau fédéral de la statistique sur les établissements de blanchissage, nettoyage et teinturerie, indiquent toutes une augmentation d'environ 50 p. cent de l'emploi dans ces industries entre 1941 et 1951, comme on le voit au tableau 65.

Il y a eu cependant une très légère amélioration dans l'emploi entre 1951 et 1954, suivant les rapports annuels et suivant l'indice de l'emploi. Il semblerait que le recours croissant dans les foyers aux lessiveuses et sècheuses automatiques a commencé à faire sentir son effet sur les blanchisseries.

Tableau 65

EMPLOI DANS LES BLANCHISSERIES ET ÉTABLISSEMENTS DE TEINTURERIE ET NETTOYAGE

	Recensement (a)	Recensement de la distribution(b)	Rapports annuels(c)	Indice de l'emploi (d)
				Base 100 en 1949
1930.....	—	20,389	11,885	—
1931.....	20,482	—	11,772	—
1941.....	22,723	25,088	18,889	75.3
1951.....	33,518	38,166	29,231	99.5
1954.....	—	—	30,490	102.6
1955.....	—	—	—	106.5

Sources: (a) Ces chiffres sont tirés du tableau 56 et n'incluent pas le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ni Terre-Neuve

(b) Bureau fédéral de la statistique, *Recensement de la distribution, 1930, 1941, 1951*.

(c) B.F.S., *Laundries, Cleaners and Dyers, Bulletins*.

(d) B.F.S., *Annual Review of Employment and Payrolls*.

Tableau 66

PLACEMENTS INTÉRIEURS BRUTS (INVENTAIRES NON COMPRIS)

Services commerciaux

(millions de dollars)

	1931	1941	1946	1951	1954	Prévisions 1955
Blanchisseries et établissements de nettoyage à sec.....	—	—	1.7	4.2	4.9	3.6
Théâtres.....	—	—	5.1	5.0	8.5	5.9
Hôtels.....	—	—	10.5	24.1	15.1	17.6
Autres services commerciaux...	—	—	21.9	74.7	80.5	85.2
Total	12.2	42.7	39.2	108.0	109.0	112.3

Sources: Ministère du Commerce, *Private and Public Investment in Canada*.

Le taux d'augmentation différant d'une période à l'autre, il est difficile de tracer une projection de l'emploi dans ces industries. Si l'on présume que le taux d'augmentation sera le double de celui de la période 1951-1954 (qui, d'après l'indice de l'emploi équivaut à environ 10 p. 100 par décennie) et moins de la moitié de celui de la période 1941-1951, une prévision de l'emploi dans les établissements de blanchissage, nettoyage et teinturerie en 1980 atteindrait probablement 57,000 personnes, en comptant les propriétaires actifs et les employés rémunérés. Ce chiffre est à comparer avec celui de 34,000 pour la main-d'œuvre en 1951.

Les immobilisations, en proportion des totaux nationaux, ont été très peu considérables, comme en fait foi le tableau 66.

Hôtels et maisons meublées

Le tableau 67 donne les chiffres de recensement sur les hôtels et maisons meublées et donne un idée générale de l'emploi dans ces deux catégories prises ensemble. D'après ces données, il y eut une augmentation d'environ 12 p. 100 dans chacune des décennies 1931-1941 et 1941-1951. Comme ce sont là les chiffres ordinaires du recensement, ils découlent de renseignements recueillis chez les particuliers.

Tableau 67

EMPLOI DANS LES HÔTELS ET MAISONS MEUBLÉES

	Hôtels et maisons meublées	Hôtels et camps de tourisme	Hôtels
	(Recensement)(a)	(Recensement de la distribution)	(Bulletin des hôtels)
1930.....	—	33,847(b)	33,309 (e)
1931.....	57,508	—	—
1941.....	65,415	53,877(c)	50,608 (f)
1951.....	73,659	66,632(d)	59,263(g)
1953.....	—	—	64,231(h)

Sources: (a) Ces données sont tirées du tableau 56. Ces chiffres ne comprennent pas le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ni Terre-Neuve.

(b) Bureau fédéral de la statistique, *Recensement du Canada, 1931*, vol. XI (Ottawa, 1934), tableau 1, p. 1249 et tableau 1A, p. 44. Ce chiffre comprend les terrains de campement.

(c) B.F.S., *Recensement du Canada, 1941*, vol. XI (Ottawa, 1947), tableau 1, p. 612 et tableau 1, p. 410. Ce chiffre comprend les terrains de campement et les camps de tourisme.

(d) B.F.S., *Recensement du Canada, 1951*, vol. VIII (Ottawa, 1954), tableau 21, pp. 21-23. Ce chiffre comprend les camps de tourisme.

(e) B.F.S., *Recensement du Canada, 1931*, vol. XI (Ottawa, 1934), tableau 1, p. 1249.

(f) B.F.S., *Statistique des hôtels, 1941* (Ottawa, 1943), tableau 1, p. 4.

(g) B.F.S., *Hôtels, 1951*, vol. 4, partie VII (Ottawa, 1954), tableau 4, p. S-9.

(h) B.F.S., *Hôtels, 1953*, vol. 3, partie III (Ottawa, 1954), tableau 6, p. S-12.

La colonne du Recensement de la distribution, encore au tableau 67, comprend les hôtels et camps de tourisme, et les données s'appuient sur les rapports reçus de ces établissements. Les données du bulletin des hôtels intéressent les hôtels seuls et sont tirées des rapports reçus de ceux-ci.

Une étude du tableau 67 indiquerait un recul progressif touchant seulement l'emploi dans les maisons meublées car l'emploi dans les hôtels, pris séparément, a augmenté beaucoup plus rapidement que dans les hôtels et maisons de chambres ensemble. Bien que les chiffres donnés viennent de sources différentes et ne soient pas exactement comparables, on peut en venir à la conclusion qu'en tire Stigler pour les États-Unis: "La coutume de prendre des pensionnaires et des chambreurs est à peu près abandonnée dans les familles . . ."¹

Entre 1930 et 1951, l'emploi dans les camps de touristes a augmenté à un rythme un peu plus rapide que dans les hôtels, ce qui s'accorde avec les renseignements plus généraux reçus du commerce touristique. On n'a pas de renseignements sur l'emploi dans les camps de touristes après 1951, mais

rien que pour les hôtels, le progrès de l'emploi entre 1951 et 1953 semble d'environ 9 p. 100. Bien qu'il semble peu vraisemblable que l'emploi dans les hôtels continue d'augmenter à un tel rythme, cette augmentation pourrait bien présager une tendance à la hausse et l'emploi dans les hôtels et les maisons de chambres, pris ensemble, pourrait bien s'accroître à un taux supérieur à 12 p. 100 par décennie.

L'augmentation de 12 p. 100 par décennie, citée ci-dessus, semble un peu faible quand on considère le progrès rapide de 1951-1953. Cependant, 9 p. 100 en deux ans équivaldrait à 45 p. 100 en dix ans et rien ne fait prévoir une si rapide augmentation. Le nombre des personnes exploitant des maisons meublées a déjà diminué et s'il diminue encore dans l'avenir, ce sera probablement de peu. Les motels ont pris une expansion rapide dans la période d'après-guerre et nous avons déjà décrit les grandes possibilités de l'industrie touristique.

Bien que le taux d'augmentation de 12 p. 100 au cours des dernières décennies soit évidemment trop bas, le chiffre de 45 p. 100 est certainement trop élevé et il semble raisonnable de prévoir un taux se situant entre les deux. Un taux d'accroissement de 25 p. 100 par décennie porterait à environ 145,000 le personnel des hôtels, motels et maisons meublées en 1980, et c'est sur ce taux que nos prévisions s'appuient.

Comme le montre le tableau 66, les immobilisations n'ont été très élevées pour aucune des années données, et comparé à la somme globale des placements domestiques bruts, soit 5,507 millions de dollars en 1954, le chiffre en était plutôt négligeable. Plusieurs gros hôtels actuellement en construction, et quelques autres à l'état de projet, gonfleront naturellement ces chiffres, mais à la longue les placements de capitaux sur les hôtels seront vraisemblablement assez restreints.

Prévisions d'emploi dans les services personnels

En résumé, trois sections de la catégorie des services personnels ont été étudiées assez en détail. On prévoit que les établissements de blanchissage, nettoyage et teinturerie ne continueront pas de progresser au même rythme qu'entre 1941 et 1951, tandis que les hôtels, motels et maisons meublées sont susceptibles de progrès plus rapides que depuis 1931. Le groupe des domestiques, serviteurs à temps partiel compris, devrait augmenter numériquement, bien que perdant de l'importance proportionnellement. Les autres services personnels prendront vraisemblablement une expansion modérée comparable à celle des dernières décennies.

Bref, la main-d'œuvre des services personnels peut s'élever finalement à un chiffre variant de 417,000, si l'on prend appui sur les prévisions les plus réservées, à 447,000 d'après les prévisions les plus optimistes, ce qui place la

moyenne à 432,000, soit environ 4.3 p. 100 de la main-d'œuvre prévue pour cette date.

Immobilisations

Comme le montre le tableau 66, le gros des immobilisations dans ce secteur est compris dans le groupe dit autres services commerciaux qui comprend des prévisions des autres véhicules commerciaux non touchés, des centres récréatifs et de loisirs autres que les cinémas, des services professionnels et des restaurants indépendants.

On pourrait se hasarder à prédire que le gros des dépenses portera sur les restaurants, mais cela ne peut servir de base à des pronostics valables. On ne prévoit pas pour les établissements de blanchissage et de nettoyage à sec, ni pour les cinémas, une expansion telle qu'elle justifie de grosses immobilisations, bien que la situation des hôtels se révèle un peu meilleure.

SERVICES DE L'ÉTAT

Le personnel des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, a montré une forte tendance à la hausse depuis le début du siècle, alors que la population du Canada triplait virtuellement et que le pays passait d'une économie essentiellement rurale à une économie de plus en plus spécialisée et urbaine.

Pendant cette période, un certain nombre d'influences prépondérantes, à part le progrès économique, ont contribué à l'augmentation de l'emploi dans les gouvernements. Les plus importantes ont été la première guerre mondiale, la grande crise économique et la deuxième guerre mondiale. La présente section a pour but de déterminer les effets de ces influences sur l'emploi gouvernemental ainsi que d'examiner les changements plus amples reliés au progrès et à l'évolution du pays. L'accent est mis sur les vingt-cinq dernières années, période pour laquelle il est possible d'obtenir des données satisfaisantes.

Emploi dans les services de l'État

L'augmentation de l'emploi dans les services de l'État dans son ensemble depuis 1921 et les variations des tendances de l'emploi aux divers niveaux du gouvernement apparaissent au tableau 68. Les chiffres révèlent que le nombre combiné des employés fédéraux et provinciaux a augmenté d'un recensement à l'autre, l'augmentation la plus considérable étant située entre 1941 et 1951. On constate d'ailleurs une augmentation régulière depuis 1931 de la proportion totale d'employés gouvernementaux travaillant aux deux échelons supérieurs de gouvernement. D'un autre côté, l'emploi dans les gouvernements municipaux s'est accru beaucoup plus modérément, après avoir subi un recul au cours de la décennie se terminant en 1941. Au commencement de cette période, l'emploi municipal représentait plus du tiers de tous les services gouvernementaux, mais en 1951 cette proportion était tombée à près du cinquième.

Il faut insister sur le fait que les statistiques sur l'emploi gouvernemental n'englobent que ceux qui travaillent dans des services à caractère essentiellement gouvernemental. Le personnel enseignant des écoles publiques, les nombreuses catégories de travailleurs sociaux et divers autres groupes sont ainsi exclus par définition du présent chapitre. Sont exclus également les militaires en service actif¹ et les employés des compagnies de la Couronne.

Tableau 68

EMPLOI DANS LES SERVICES DE L'ÉTAT AU CANADA

	1921	1931	1941	1951(a)
Gouvernement fédéral.....			71,214	137,050
Pourcentage du total.....			51.9	58.8
	(non extrait)			
Gouvernements provinciaux.....			23,087	37,078
Pourcentage du total.....			16.9	15.9
Total gouvernements fédéral et provinciaux..	55,923	59,888	94,301	174,128
Pourcentage du total.....	62.3	55.3	68.8	74.7
Gouvernements municipaux et locaux....	33,848	47,961	41,971	53,347
Pourcentage du total.....	37.7	44.3	30.6	22.9
Autres emplois gouvernementaux non spécifiés ailleurs.....	—	467	847	5,559(b)
Pourcentage du total.....		0.4	0.6	2.4
Total du personnel gouvernemental.....	89,771	108,316	137,119	233,034
Pourcentage du total.....	100.0	100.0	100.0	100.0

(a) Ce chiffre exclut certains travailleurs affectés à l'entretien qui étaient compris dans les chiffres correspondants des années précédentes.

(b) Ce chiffre comprend 4,068 hommes et 633 femmes comptés pour Terre-Neuve et présumés faisant partie du personnel civil des États-Unis dans les bases aériennes.

Remarque: Ce tableau ne comprend pas le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, ni les personnes enrôlées dans les armées actives; Terre-Neuve est incluse dans les chiffres de 1951. Les services comme la santé, l'enseignement, etc., administrés par des organismes privés de même que par les autorités publiques sont classés ailleurs. Seuls les services particuliers aux gouvernements sont énumérés sous ce titre. Sauf avis contraire, les chiffres du recensement intéressant l'emploi gouvernemental dans les tableaux suivants sont sujets à ces distinctions.

Sources: Bureau fédéral de la statistique, *Recensement du Canada, 1921*, vol. IV (Ottawa, 1929), tableau 2, p. 34.
B.F.S., *Tendances des Occupations et des Industries au Canada*, pub. n° SP-8 (Ottawa, 1954), tableaux 10 et 11.

Aux tableaux 69 et 70, l'augmentation de l'emploi dans les services de l'État est comparée à l'expansion de la population globale du Canada et des États-Unis aux dates des huit derniers recensements. L'emploi dans les services de l'État, en raison de la population globale, a toujours été plus élevé aux États-Unis qu'au Canada, et tandis que les États-Unis ont vu cette

¹Aux États-Unis comme au Canada, les militaires en service actif ont été déduits du personnel gouvernemental pour les années de recensement 1920/21 — 1950/51.

Ces militaires étaient au nombre de:

(en milliers)	1920/1	1930/1	1940/1	1950/1
États-Unis	334	256	458	1,460
Canada	5	6	315	71

Sources: Bureau fédéral de la statistique, *Occupation and Industry Trends in Canada*, pub. n° SP-8 (Ottawa, 1954), Introduction, p. IV.

B.F.S., *Recensement du Canada, 1921*, vol. IV (Ottawa, 1928), tableau 2.

B.F.S., *Annuaire du Canada, 1932* (Ottawa, 1932), pp. 928, 930, et 932.

Department of Commerce, *Statistical Abstract of the United States, 1928* (Washington, 1928), tableaux 147 et 149.

Ibid., 1952, tableau 243.

proportion s'accroître régulièrement, le comportement de l'emploi dans les services de l'État a été plus instable au Canada. Cependant, ce manque d'uniformité, qui peut être imputable à des différences de définition entre les premiers recensements, n'efface pas l'augmentation sensible de l'emploi dans les services de l'État qui s'est produite au Canada depuis le début du siècle.

Une comparaison des deux tableaux semble indiquer que le comportement canadien, d'une façon très générale, est parallèle à celui des États-Unis, et que les changements les plus frappants de l'emploi dans les services de l'État sont dus à des facteurs qui ont influencé les deux nations simultanément. Cependant, étant donné que les deux pays ont progressé à une allure différente, le Canada s'est trouvé pendant ces années à des niveaux d'évolution qui avaient été déjà atteints précédemment par les États-Unis. Il ne semble pas cependant y avoir un décalage uniforme entre les États-Unis et le Canada pour ce qui est du degré d'emploi dans les services de l'État.

Le premier progrès marqué de l'emploi dans les services de l'État au Canada après la confédération se produisit entre 1901 et 1911. Ce progrès a coïncidé avec une hausse marquée semblable aux États-Unis pendant les dix premières années du siècle, après les augmentations plus modérées de 1880 à 1900.

La décennie suivante, qui marqua la première guerre mondiale, a probablement été témoin d'une expansion du personnel civil du gouvernement fédéral dans les deux pays, mais vers 1920-1921, la proportion d'employés gouvernementaux par rapport à la population globale avait baissé au Canada et n'avait monté que très peu aux États-Unis depuis le recensement précédent, témoignant du caractère temporaire de l'expansion suscitée par la première guerre mondiale dans les services gouvernementaux.

La proportion du personnel dans les services de l'État par rapport à la population globale est demeurée constante jusqu'en 1931 au Canada mais s'est élevée de nouveau au cours de la décennie suivante, qui embrasse les années de la crise économique. La tendance a été différente aux États-Unis en ce que l'emploi dans les services de l'État s'est accru plus rapidement que la population de 1920-1930, de même que pendant la crise économique.

Enfin, dans les deux pays, les effets durables de la seconde guerre mondiale sur le personnel de l'État se manifestent dans les très fortes augmentations indiquées par les recensements de 1950 et 1951. Ceci contraste nettement avec le caractère temporaire déjà mentionné des effets de la première guerre mondiale.

Une étude de l'emploi fondée sur des données décennales ne tient pas compte, naturellement, des fluctuations intercensales. De plus, les chiffres des années de recensement elle-mêmes peuvent représenter des situations exceptionnelles, comme c'était le cas au Canada pour l'année de crise 1931 et l'année de guerre 1941.

Tableau 69

CANADA: EMPLOI DANS LES SERVICES DE L'ÉTAT EN POURCENTAGE DE LA POPULATION

(en milliers de personnes)

	1881	1891	1901	1911	1921	1931	1941	1951
Population totale(a).....	4,325	4,833	5,344	7,192	8,775	10,363	11,490	13,984
Emploi dans les services de l'État(b).....	8	18	17	77	90	108	137	228(c)
Emploi dans les services de l'État en pourcentage de la population.....	0.18	0.37	0.32	1.07	1.03	1.04	1.19	1.63

(a) Le Yukon est exclus en 1901. Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont exclus en 1911-1951.

(b) Les effectifs militaires sont exclus pour 1921-1951 (Voir note 1, p. 134). Les sources de l'emploi dans les services de l'État sont données au tableau 1.

(c) Ont déjà été déduits de ce chiffre, 4,701 hommes et femmes énumérés pour Terre-Neuve sous "autres emplois gouvernementaux", ces personnes étant présumées faire partie du personnel civil des É.-U. dans les bases aériennes.

Tableau 70

ÉTATS-UNIS: EMPLOI DANS LES SERVICES DE L'ÉTAT EN POURCENTAGE DE LA POPULATION

(en milliers de personnes)

	1880	1890	1900	1910	1920	1930	1940	1950
Population totale.....	50,156	62,948	75,995	91,972	105,711	122,775	131,669	150,697
Emploi dans les services de l'État(a).....	396	597	803	1,304	1,537	2,200	2,603	3,838
Emploi dans les services de l'État en pourcentage de la population.....	0.79	0.95	1.06	1.42	1.45	1.79	1.98	2.55

(a) Les effectifs militaires sont exclus pour 1920-1950 (voir note 1, p. 134).

Sources: U.S. Department of Commerce, *Statistical Abstract of the United States, 1952*, (Washington, D.C., 1952) tableau 2, p. 5.
Harold Barger, *Distribution's Place in the American Economy* (Princeton, 1955) tableau 1, pp. 4 et 5.

Dans ces conditions, il convient de faire une étude plus détaillée de l'emploi dans les services de l'État, et il est heureux qu'il existe des données annuelles relatives au service civil fédéral canadien à compter de 1925. Bien qu'elles ne correspondent pas à l'emploi dans les services du gouvernement fédéral tel qu'il est décrit dans le recensement, qu'elles excluent certains groupes d'employés temporaires et comprennent certains employés affectés à des services qui ne sont pas de caractère exclusivement gouvernemental, elles n'en présentent pas moins une description assez fidèle des fluctuations du service fédéral d'une année à l'autre.

La crise économique

Le tableau 68 révèle que l'emploi dans les services des gouvernements fédéral et provinciaux a augmenté légèrement de 1921 à 1931 pour faire un bond de 57 p. 100 dans la décennie suivante. Cependant, il découle du tableau 71 que ces chiffres combinés masquent un certain nombre de variations importantes de l'emploi au gouvernement fédéral.

L'emploi dans les services fédéraux a augmenté régulièrement de 1925 à 1931 pour subir ensuite une forte baisse dans les trois années suivantes. Après un minimum de 40,469 en 1934, il y eut une période d'expansion régulière mais lente jusqu'en mars 1939, alors que les chiffres dépassèrent pour la première fois le niveau de 1931.

Vu l'impossibilité de séparer les employés fédéraux des employés provinciaux dans les chiffres de 1921 et 1931 et l'absence de données statistiques annuelles, quant aux gouvernements provinciaux, comparables à celles du

Tableau 71

EMPLOIS DANS LE SERVICE CIVIL FÉDÉRAL POUR CERTAINES ANNÉES, DE 1925 À 1955

1925.....	38,946	1941.....	66,926
1927.....	39,592	1943.....	104,055
1929.....	42,790	1946.....	120,557
1931.....	45,581	1947.....	125,337
1934.....	40,469	1949.....	123,924
1936.....	41,132	1951.....	124,580
1939.....	46,106	1955(a).....	138,335

(a) Les chiffres relatifs à 1955 ne sont pas parfaitement comparables à ceux des années précédentes, à cause de certains changements dans le classement antérieur, qui tendait à surestimer le niveau de l'emploi fédéral, et à cause d'autres améliorations statistiques.

Note: Ces chiffres donnent l'emploi en mars de chaque année. Ne sont pas inclus: les travailleurs dans les entreprises gouvernementales, les travailleurs occasionnels, les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les militaires.

Sources: Bureau fédéral de la statistique, *Federal Civil Service Employment and Payrolls, 1952* (Ottawa, 1952)

B.F.S., *Federal Government Employment and Payrolls, March 1955* (Ottawa, 1955).

B.F.S., *Explanatory Memorandum re: Government of Canada—Employment and Payroll Statistics* (Ottawa, 1953)

Tableau 72

BÉNÉFICIAIRES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE,
MOYENNES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(en milliers de personnes)

	Secours direct		Autres secours, travaux publics compris		Total des secours	
	Premier trimestre	Troisième trimestre	Premier trimestre	Troisième trimestre	Premier trimestre	Troisième trimestre
1932.....	—	741	—	22	—	763
1933.....	1,440	993	70	81	1,510	1,074
1934.....	1,333	964	143	105	1,476	1,069
1935.....	1,304	1,037	116	61	1,420	1,098
1936.....	1,368	983	78	52	1,446	1,035
1937.....	1,198	754	81	42	1,279	796
1938.....	1,035	716	96	47	1,131	763
1939.....	1,008	716	103	74	1,111	790
1940.....	747	362	51	45	798	407
1941.....	326	—	44	—	370	—

Source: Ministère du Travail, Loi sur le soulagement du chômage et l'assistance à l'agriculture (Ottawa, 1941), Appendice D.

service civil fédéral, on ne peut tirer que des conclusions très générales en ce qui concerne l'emploi dans les services provinciaux. Sans preuve du contraire, et en s'appuyant sur certaines constatations d'ordre général venant de diverses sources, dont l'étude de H. Carl Goldenberg intitulée *Municipal Finance in Canada*¹, il paraît vraisemblable que la tendance de l'emploi dans les services provinciaux a suivi, en général, celle de l'emploi au gouvernement fédéral pendant cette période: augmentation au cours de la décennie précédant la crise économique, baisse pendant la crise même, puis relèvement au cours des dernières années 1930.

Comme l'indique le tableau 68, l'emploi dans les services municipaux et locaux est demeuré relativement stable de 1921 à 1951, n'ayant augmenté que de 58 p. 100 comparativement au bond de 211 p. 100 en ce qui concerne l'emploi dans les services des gouvernements fédéral et provinciaux combinés. Bien plus, une diminution de quelque 6,000 employés au secteur municipal de 1931 à 1941 tranche sur l'augmentation de plus de 34,000 pour l'ensemble des employés fédéraux et provinciaux au cours de la même période. H. Carl Goldenberg² remarque que les réductions ont été faites moins dans les services d'administration générale et dans les services de police et de protection contre les incendies que dans des domaines comme la construction, la réparation et l'entretien (notamment des routes), qui pouvaient se comprimer plus facilement.

¹H. Carl Goldenberg, *Municipal Finance in Canada: A Study Prepared for the Royal Commission on Dominion-Provincial Relations* (Ottawa, 1939).

²*Ibid.*, pp. 44 et 47.

Les commentaires ci-dessus sur la réduction de l'emploi aux trois niveaux du gouvernement pendant les années de la crise économique peuvent surprendre ceux qui en sont venus à associer avec la crise un vaste élargissement du rôle du gouvernement et un bond correspondant dans le personnel des services de l'État. Ce paradoxe s'explique par le caractère bien défini des chiffres du recensement, selon lesquels les services de santé, de bien-être, d'assistance publique et tous les autres services sociaux, domaine où l'activité gouvernementale s'est accrue le plus sensiblement pendant les années de crise, sont exclus de la présente section. Le tableau 72 donne le nombre des bénéficiaires de l'assistance publique de 1931 à 1941, et bien que les personnes qui bénéficiaient de secours directs ou d'autres formes d'assistance ne puissent être considérées comme employés du gouvernement (indépendamment des restrictions imposées par les définitions des recensements), le fait qu'à son point culminant, plus d'un million et demi de personnes recevaient des secours de quelque espèce indique le rôle immense qu'a joué dans ce domaine le gouvernement à tous ses niveaux. Cependant, les chiffres du recensement ne donnent pas une idée juste de cet accroissement des responsabilités gouvernementales, en partie parce que c'est entre deux recensements que les programmes de bien-être et d'assistance atteignent leur sommet.

La guerre et l'après-guerre

Comme on le voit au tableau 68, il s'est produit au cours des dix années de 1941 à 1951 une forte augmentation de l'emploi dans les services publics; l'emploi dans les services fédéraux a presque doublé. En examinant plus attentivement la période de guerre et l'après-guerre, on voit d'après le tableau 71 que le service civil fédéral (que l'on peut prendre comme représentant assez bien l'emploi fourni par le gouvernement fédéral tel que l'entend le recensement) s'est accru régulièrement jusqu'en 1947, a fluctué à un niveau élevé pendant six ans, et a, depuis, recommencé son ascension.

Depuis avril 1952, le gouvernement fédéral a publié des données statistiques relatives aux autres classes d'employés fédéraux, y compris les employés rémunérés aux taux courants, les employés intermittents et les équipages de vaisseaux. Le tableau 73 indique le chiffre global de l'emploi fourni par le gouvernement fédéral au cours des trois dernières années; les chiffres révèlent une augmentation régulière du nombre des employés intermittents, au regard des variations pour l'emploi à taux courants et pour les équipages de navires.

A la fin des hostilités, plusieurs organismes du temps de guerre ont été dissous, mais d'autres ont été transformés en services permanents.

Un fait est frappant: l'emploi civil au ministère de la Défense nationale a été le principal facteur d'expansion durant la période d'après-guerre. D'un minimum de 13,808 employés permanents et temporaires en 1948, le per-

Tableau 73

EMPLOI DANS LES SERVICES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Catégorie d'employés	1953	1954	1955
Temporaires et permanents.....	126,858	132,526	138,335
Employés à taux courant.....	22,189	20,414	24,231
Employés intermittents.....	10,405	11,077	12,570
Équipages de navires.....	1,665	2,601	1,962
Nombre total des employés.....	161,117	166,618	177,098

Note: Ces chiffres sont pour le mois de mars de chaque année. Sont exclus: les travailleurs dans les entreprises gouvernementales, les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les militaires.

Sources: Bureau fédéral de la statistique, *Federal Government Employment and Payrolls*, mars 1954 (Ottawa, 1954), mars 1955 (Ottawa, 1955).

B.F.S., *Explanatory Memorandum Re: Government of Canada — Employment and Payroll Statistics*, (Ottawa, 1953).

B.F.S., *Statistique de la police, 1953*, tableau 2, p. 36.

Tableau 74

RÉPARTITION DES EMPLOYÉS DES SERVICES DE L'ÉTAT
SELON LE SEXE

		Hommes	Femmes	Employés
		(en pourcentage)		(total)
Gouvernements fédéral et provinciaux.....	1931	79.2	20.8	59,888
	1941	74.5	25.5	94,301
	1951	73.1	26.9	174,128
Gouvernements municipaux et locaux.....	1931	94.0	6.0	47,961
	1941	91.7	8.3	41,971
	1951	89.5	10.5	53,347
Tous les gouvernements.....	1931	85.7	14.3	108,316
	1941	79.6	20.4	137,119
	1951	77.0	23.0	228,333

Note: La somme des deux groupes "gouvernements fédéral et provinciaux" et "gouvernements municipaux et locaux" ne correspond pas au total donné pour "tous les gouvernements" parce qu'on fait exception des "autres emplois gouvernementaux". Voir le tableau 68.

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Tendances des occupations et des industries au Canada*, pub. n° SP-8 (Ottawa, 1954), tableaux 10 et 11.

Tableau 75

NOUVEAUX PLACEMENTS DE CAPITAUX POUR
CERTAINES ANNÉES DEPUIS 1926

(en millions de dollars)

	1926	1931	1936	1941	1946	1951	1954
Gouvernement fédéral.....	33	60	27	370	40	231	282
Gouvernements provinciaux	28	68	59	54	101	205	270
Gouvernements municipaux	25	31	24	24	83	159	213
Tous les gouvernements....	86	159	110	448	224	595	765
Pourcentage du total.....	9.4	18.0	18.6	30.6	13.2	13.0	13.9
Investissements publics et placements privés.....	917	881	590	1,463	1,703	4,577	5,507

Sources: Ministère du Commerce, *Private and Public Investment in Canada, 1926-1951*, (Ottawa, 1951).

Ministère du Commerce, *Private and Public Investment in Canada, Outlook 1953* (Ottawa, 1953), *Outlook 1954* (Ottawa, 1954).

Ministère du Commerce, *Private and Public Investment in Canada, Outlook 1955 Mid-Year Review* (Ottawa, 1955).

sonnel de ce ministère a atteint 32,688 employés en 1955. Si l'on y ajoute les employés désignés comme intermittents ou à taux courant, le chiffre de 1955 atteint 53,909 soit 30 p. 100 de l'emploi global au service civil fédéral pour cette année-là. Le ministère des Postes a également connu une expansion assez constante après la guerre.

L'emploi dans les services provinciaux, comme l'indiquent les recensements, s'est accru de plus de 60 p. 100 de 1941 à 1951. M. Taylor Cole¹ fait ressortir que si ce sont les services fédéraux qui ont connu le plus grand essor pendant la guerre; durant les premières années de l'après-guerre c'est dans les services provinciaux que l'expansion a été la plus rapide.

Les chiffres relatifs aux services provinciaux sont encore moins sûrs que ceux qui ont trait aux autres échelons de gouvernement. Après avoir examiné les données des recensements de 1941 et de 1951 et jugeant les renseignements insuffisants, M. Cole fait sa propre estimation de l'emploi dans les services des gouvernements provinciaux. Il a choisi l'année 1946; ses estimations font exception des employés de toutes les entreprises commerciales des gouvernements provinciaux du personnel enseignant des écoles publiques, du personnel des universités provinciales, et des employés intermittents. Il en arrive au chiffre global de 40,981 employés provinciaux réguliers. D'après ses calculs, les employés intermittents étaient au nombre de 8,000 à 12,000.

Si les chiffres de M. Cole sont exacts, ils montrent à quel point les données du recensement sous-estiment l'emploi fourni par les gouvernements provinciaux, et ils mettent en garde contre les généralisations qu'on pourrait tirer de telles données statistiques.

L'emploi dans les gouvernements municipaux et locaux, qui avait fléchi entre les recensements de 1931 et 1941, a augmenté au cours de la période suivante, mais à un rythme plus modéré que dans les gouvernements fédéral et provinciaux. Ce relèvement est en partie attribuable à l'augmentation de plus de 25 p. 100 de la population urbaine comparativement à une augmentation de moins de 11 p. 100 de la population rurale durant la même période.

M. K. Grant Crawford² souligne l'importance de l'emploi à temps partiel dans le secteur municipal. Il déclare que: "quant au chiffre total, en tenant compte de toutes les petites municipalités et les municipalités rurales, les fonctionnaires à temps partiel sont probablement plus nombreux que les fonctionnaires réguliers". Pour autant que leur fonction d'employé municipal ne soit pas leur principale activité, ces personnes sont rémunérées ailleurs dans la répartition industrielle, et les chiffres du recensement quant à l'emploi

¹Taylor Cole, *The Canadian Bureaucracy—A Study of Canadian Civil Servants and Other Public Employees, 1939-1947* (Durham, N.C., 1949) pp. 177 et 178.

²K. Grant Crawford, *Canadian Municipal Government* (Toronto, 1954), p. 163.

municipal en sont réduits d'autant. Il est impossible de vérifier jusqu'à quel point vaut cette assertion, mais en tenant compte de l'expérience passée, à mesure que le pays évolue et que les fonctions municipales deviennent plus complexes, les gouvernements locaux sentent la nécessité d'employer plus de personnel régulier et moins de personnel à temps partiel. Ainsi, on peut probablement prévoir une proportion croissante d'employés réguliers chez les fonctionnaires municipaux.

Répartition des employés de l'État par sexe

Il est clair, d'après le tableau 74, que la proportion des femmes dans les services gouvernementaux s'est accrue d'un recensement à l'autre, passant d'à peine plus de 14 p. 100 en 1931 jusqu'à 23 p. 100 vingt ans plus tard. (Il est à noter que ces proportions diffèrent de celles qui paraissent au tableau 8, parce que pour les *trois années* de recensement les militaires en service actif ne figurent pas au tableau 74.)

Un fait est frappant, c'est que l'emploi des femmes dans les secteurs fédéral et provinciaux a été sensiblement plus élevé qu'en ce qui concerne les gouvernements municipaux et locaux. Cette différence peut s'expliquer en grande partie par le fait que les gouvernements des échelons supérieurs ont besoin d'un plus grand nombre d'employés de bureau. Un autre facteur, c'est que les bureaux, moins grands au niveau local, ne permettent par le même degré de spécialisation qu'aux autres échelons de gouvernement; le secrétaire-trésorier et l'évaluateur, par exemple, se chargent fréquemment de leur propre travail d'écritures aussi bien que de leurs fonctions administratives ordinaires.

Bien qu'il n'existe pas de ventilation des données provinciales et fédérales pour 1931, la proportion des hommes et des femmes employés dans ces deux secteurs était à peu près la même en 1941 et 1951.

Immobilisations de l'État

Le volume des immobilisations de l'État en biens durables permet de mesurer l'importance de l'activité gouvernementale dans l'économie; bien qu'il puisse n'avoir qu'une légère influence sur l'emploi dans le secteur gouvernemental lui-même (puisque la plupart des travaux des gouvernements sont exécutés à forfait par des entreprises privées) il peut jouer un rôle important dans la détermination du niveau de l'emploi dans l'ensemble du pays.

Le tableau 5 indique le rapport entre les nouveaux placements par les gouvernements et ceux des divers autres groupes des services et des autres secteurs de l'industrie, qui effectuent la plus forte partie des placements au pays. Le fait suivant révèle l'importance des placements gouvernementaux: pendant cette période, les dépenses à cette fin ont été plus élevées que celles

qui ont trait à tout autre poste du groupe des services pris séparément; en 1954, elles atteignaient la somme considérable de 765 millions de dollars soit près de 14 p. 100 du volume des placements au pays.

Le tableau 75 indique les variations dans les immobilisations depuis 1926 aux trois échelons de gouvernement. Le choix des années, années de recensement et inter-recensement, masque cependant quelques-unes des variations les plus importantes. Ainsi les nouveaux placements de capitaux par les gouvernements ont augmenté sensiblement après 1926 pour atteindre un sommet de 193 millions en 1930; ils représentaient alors 15 p. 100 des placements publics et privés réunis.

Au cours des premières années de la crise économique, les placements ont fléchi à des niveaux plus bas que ceux de 1926, mais par rapport à l'ensemble des placements (publics et privés), la proportion des placements publics atteignit un sommet de 24.2 p. 100 en 1933, ce qui dénotait une baisse encore plus prononcée dans les placements du secteur privé. Les années de guerre 1939-1945 mises à part, ce n'est qu'en 1946 que les placements ont de nouveau atteint les niveaux de 1930 et bien que les immobilisations se soient fortement accrues depuis cette date, la part du gouvernement dans l'ensemble des placements n'a pas augmenté sensiblement et elle reste inférieure à celle de 1930.

Au sein même du secteur public, les placements des gouvernements municipaux se sont généralement maintenus au même niveau jusqu'au début de la guerre. Par contre, les immobilisations des gouvernements fédéral et provinciaux ont accusé une forte baisse durant les premières années de la crise économique; en fin de compte, c'est dans le secteur provincial que les placements se sont relevés le plus rapidement. Durant la période d'après-guerre, c'est dans le secteur fédéral que les placements ont augmenté le plus. Cependant, un des changements les plus frappants a été le rôle nouveau et important joué par les placements dans le domaine municipal.

La Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada prépare d'autres études plus approfondies sur l'ensemble de la question des placements de capitaux. Nous nous contenterons donc de signaler qu'il est très difficile de faire des prévisions à ce sujet, étant donné que les immobilisations gouvernementales peuvent varier dans une certaine mesure. Depuis les années 1930, on considère un peu les immobilisations publiques comme des mesures destinées à prévenir les régressions économiques; même s'il est vrai que les immobilisations publiques ont atteint leur sommet pendant la vague de prospérité de l'après-guerre, cette façon de voir a cours encore aujourd'hui dans les milieux gouvernementaux, si l'on en juge par l'exposé budgétaire de l'hon. M. Harris en avril 1955. Voici ce qu'il dit "... afin d'aider à maintenir l'emploi on n'a rien retranché au

programme organisé de travaux publics utiles et nécessaires¹⁷. Par conséquent, s'il surgissait une crise grave, le gouvernement pourrait bien augmenter ses immobilisations au-dessus du niveau qu'on pourrait prévoir en se fondant sur un rythme constant d'expansion économique.

Part de l'État dans le revenu national

Le revenu provenant du secteur des gouvernements (y compris la solde militaire) exprimé en pourcentage du revenu national constitue un autre critère qui permet d'apprécier les changements dans le rôle que joue le gouvernement dans l'économie nationale (tableau 76). Pendant les années de la crise économique, le revenu provenant du secteur gouvernemental a diminué, mais moins rapidement que le revenu originant des autres secteurs, de sorte que la contribution du gouvernement au revenu national, qui était de 7.6 p. 100 en 1926, est passée à 12.5 p. 100 en 1931, comme on le voit au tableau 2. Après une légère baisse pendant les dernières années 1930, cet apport du gouvernement au revenu national a augmenté pour atteindre, en temps de guerre, un sommet de 18 p. 100, mais en 1948 il est retombé au niveau de 1926. Depuis, le revenu en provenance du secteur gouvernemental augmente chaque année et, en 1954, il atteignait près de 11 p. 100 du revenu national.

Prévisions du nombre de fonctionnaires de l'État en 1980

En extrapolant la tendance de l'emploi gouvernemental, déterminée par les données statistiques de 1911 à 1951 d'après la méthode des moindres carrés, on obtient le chiffre modéré de 304,000; il y aurait donc une forte baisse de la proportion de la population employée par le gouvernement, soit de 1.63 p. 100 en 1951 à 1.27 p. 100 en 1980, en supposant que l'immigration donne lieu à un accroissement annuel net de la population de 75,000 personnes.

On peut aussi déterminer la tendance de la proportion de la population à l'emploi du gouvernement en se fondant sur les recensements de 1911 à 1951 et en multipliant ensuite par le pourcentage obtenu pour 1980 (1.83%) les chiffres des estimations anticipées mentionnées ci-dessus. Dans ce cas, l'emploi dans les services du gouvernement atteindrait 488,000 en 1980.

La première de ces deux estimations prévoit pour 1980 une diminution réelle de l'emploi dans les services du gouvernement par rapport à la population; d'après la deuxième estimation, il y aurait une augmentation modérée seulement. Pour reprendre autrement la comparaison, on peut supposer que l'emploi dans les services du gouvernement, par rapport à la population,

¹⁷Canada, *Débats de la Chambre des communes*, compte rendu officiel, jeudi, 5 avril 1955 (Ottawa, 1955), l'hon. W. E. Harris, ministre des Finances et receveur général, p. 2876.

augmentera de 1951 à 1980 au même rythme qu'entre 1931 et 1951, années pour lesquelles les données statistiques sont le plus sûres. D'après ce calcul, la proportion de l'emploi dans les services du gouvernement par rapport à la population passerait de 1.63 p. 100 en 1951 à 2.49 p. 100 en 1980; bien que ce taux paraisse élevé, il n'en reste pas moins inférieur au chiffre des États-Unis (voir le tableau 70). D'après les prévisions de la population, en se fondant sur une augmentation nette de 75,000 par suite de l'immigration, les emplois dans les services du gouvernement atteindraient 665,000 en 1980. En se fondant sur les autres estimations de la population, l'emploi pourrait varier entre un minimum de 642,000 et un maximum de 685,000.

Tableau 76

REVENU PROVENANT DU GOUVERNEMENT DANS LE REVENU NATIONAL

(en millions de dollars)

	Revenu national	Secteur du gouvernement (a)	Proportion du revenu national
1926.....	4,185	320	7.6
1927.....	4,417	340	7.7
1928.....	4,823	358	7.4
1929.....	4,789	384	8.0
1930.....	4,283	412	9.6
1931.....	3,333	417	12.5
1932.....	2,630	400	15.2
1933.....	2,452	370	15.1
1934.....	2,897	387	13.4
1935.....	3,188	388	12.2
1936.....	3,487	392	11.2
1937.....	4,062	409	10.1
1938.....	4,018	433	10.8
1939.....	4,373	460	10.5
1940.....	5,263	641	12.2
1941.....	6,563	860	13.1
1942.....	8,337	1,177	14.1
1943.....	9,043	1,501	16.6
1944.....	9,826	1,681	17.1
1945.....	9,840	1,776	18.0
1946.....	9,821	1,057	10.8
1947.....	10,985	853	7.8
1948.....	12,560	953	7.6
1949.....	13,194	1,088	8.2
1950.....	14,550	1,176	8.1
1951.....	17,138	1,397	8.2
1952.....	18,326	1,644	9.0
1953.....	19,156	1,821	9.5
1954.....	18,774	2,041	10.9

(a) Ce poste est composé principalement des salaires, traitements et revenus supplémentaires de la main-d'œuvre (y compris la solde militaire). Il comprend aussi les revenus provenant de placements (loyers, intérêts nets, etc.) qui ont été remarquablement stables durant cette période, et dont le chiffre s'est accru lentement de 78 millions en 1926 à 126 millions en 1954.

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Comptes nationaux, Revenus et dépenses, 1926-1950, 1949-1952, 1951-1954*, (Ottawa), tableau 20.

Tableau 77

EFFECTIFS MILITAIRES DU CANADA AU 31 MARS DE CERTAINES ANNÉES

1925.....	4,210	1947.....	35,366
1930.....	5,137	1948.....	34,759
1939.....	7,945	1949.....	41,676
1940.....	88,725	1950.....	47,185
1941.....	246,572	1951.....	68,427
1942.....	426,105	1952.....	95,394
1943.....	640,592	1953.....	104,237
1944.....	709,666	1954.....	112,529
1945.....	672,632		
1946.....	197,511		

Sources: Ministère de la Défense nationale, *Rapport pour l'année financière terminée le 31 mars 1949* (Ottawa, 1949) tableau 3.

Ministère de la Défense nationale, *Rapport pour l'année financière 1953-1954* (Ottawa, 1955), Appendice 6, p. 73.

Effectifs militaires

A noter que, dans la présente étude, les effectifs militaires ont été déduits des chiffres de l'emploi fédéral chaque fois que la chose était possible. Cependant, il convient de formuler des remarques spéciales à ce sujet. Le tableau 77 indique les effectifs militaires pour des années choisies depuis 1925. Un point ressort: depuis la guerre, après un minimum de moins de 35,000 en 1948, les effectifs militaires actifs ont augmenté régulièrement. L'état d'urgence créé par la guerre de Corée a sûrement contribué à cette augmentation jusqu'en 1952, mais la persistance de l'augmentation dans les années qui suivirent indique que, si les conditions actuelles de paix se maintiennent, la situation mondiale entraînera le maintien d'un niveau élevé d'engagements dans les forces militaires.

Par conséquent, en étudiant les prévisions de l'emploi fédéral jusqu'en 1980, il est bon de se rappeler que si les effectifs militaires en ont été exclus, ils l'ont été en raison des définitions et non parce que les chiffres ne sont pas assez importants; il est probable que les effectifs militaires demeureront élevés pendant plusieurs années à venir et que ces effectifs constituent un domaine important de l'activité gouvernementale. Quant à en prédire les effectifs réels en 1980, le plus qu'on puisse dire c'est qu'ils ne descendront probablement pas au-dessous du niveau actuel et qu'ils pourraient très bien monter bien au-delà.

CONCLUSIONS

Les services dans la pensée économique

La pensée économique en ce qui concerne les services a grandement changé au cours des années et elle évolue encore. Les physiocrates croyaient que seule l'agriculture rapportait un produit net, tous les autres secteurs de l'économie étaient jugés stériles et ils étaient improductifs en ce sens qu'ils n'apportaient aucune richesse additionnelle.

Adam Smith considérait qu'en plus de l'agriculture les manufactures étaient aussi productives, mais il n'allait pas plus loin, et tenait pour improductif tout ouvrier "dont les services sont en général absorbés au moment même de leur prestation". Dans cette catégorie, il englobe spécifiquement les ministres du culte, les avocats, les médecins, les domestiques et les musiciens¹.

Aujourd'hui, les services sont généralement considérés productifs dans toute l'acception du mot, mais leur importance dans notre économie moderne est chose encore très discutée. D'après Colin Clark, qui cite à son tour sir William Petty, auteur du XVII^e siècle, le progrès économique est caractérisé par le mouvement de la main-d'œuvre de l'agriculture vers les manufactures, et des manufactures vers le commerce.

Woytinsky et Woytinsky, après avoir étudié les données statistiques relatives à la main-d'œuvre dans plusieurs pays en sont venus à la conclusion que la main-d'œuvre employée dans les services est "nécessairement réduite dans les régions essentiellement agricoles et qu'elle s'accroît dans les nations ou les régions urbanisées et industrialisées"². Mais la théorie de Clark, selon laquelle existe une tendance générale de la main-d'œuvre à passer de l'agriculture aux manufactures, et des manufactures aux services, ne se trouve pas confirmée par les comparaisons internationales et inter-régionales faites par Woytinsky et Woytinsky.

¹Adam Smith, *The Wealth of Nations*, vol. 1 (Londres, 1904), p. 314.

²Woytinsky, *op. cit.*, p. 426.

La main-d'œuvre peut aussi bien passer de l'agriculture aux services que de l'agriculture aux manufactures, selon la structure de base de l'économie et selon les avantages relatifs des débouchés.

Expansion des services au Canada et aux États-Unis

Dans l'introduction, nous avons décrit brièvement le développement des services au cours d'une longue période et montré que le pourcentage de la main-d'œuvre engagée dans les services augmente. Nous avons aussi démontré qu'une expansion semblable s'est produite aux États-Unis et que l'essor pris par les services leur a fait prendre une importance encore plus grande qu'au Canada. Mais la structure économique des États-Unis est en bien des points fondamentalement différente de celle du Canada, et il ne faut pas prendre pour acquis que l'essor dans tous les secteurs de l'économie canadienne ira de pair avec celui des secteurs correspondants de l'économie américaine. Bien que certains rapports indiquent qu'en pourcentage l'économie du Canada suit avec un retard de 20 ans l'économie des États-Unis (c'est-à-dire que les services compris dans la présente étude représentaient 35.4 p. 100 de la main-d'œuvre aux États-Unis en 1930 et 36.6 p. 100 au Canada en 1951), il ne s'ensuit pas nécessairement que ce rapport restera le même à l'avenir.

Pourquoi la main-d'oeuvre passe-t-elle dans les services?

S'il pouvait être démontré que l'accroissement de la main-d'œuvre dans les services, par rapport à la main-d'œuvre globale, s'accompagne de salaires plus élevés que la moyenne dans ces mêmes services, il n'y aurait peut-être pas à chercher plus loin réponse à la question. Mais en fait, c'est tout le contraire qui est vrai, comme le démontre la liste suivante des gains et salaires hebdomadaires moyens en 1954:

Forêts	\$59.85	Services d'utilité	
Mines	70.48	publique	\$67.76
Manufactures	60.94	Commerce	50.60
Construction	61.04	Finances, assurances	
Transports	62.62	et immeuble	53.78
		Services ^{a)}	38.77

a) Principalement les hôtels, restaurants, blanchisseries, établissements de nettoyage à sec, et les services commerciaux et les divertissements.

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Annual Review of Employment and Payrolls, 1954* (Ottawa, 1955).

Une des raisons pour lesquelles le salaire hebdomadaire moyen est inférieur dans les services c'est qu'on y emploie un plus grand nombre de femmes. Il est vrai que certaines occupations dans les industries manufacturières rapportent des salaires plus bas que certaines fonctions dans les services; par conséquent, il est fort possible qu'une personne passe d'une

à l'autre à la seule fin de toucher un revenu plus élevé. Dans l'ensemble, cependant, vu que la moyenne des salaires dans les services est peu élevée, il faut chercher ailleurs les raisons de ce mouvement de la main-d'œuvre vers ces industries.

De toutes les raisons qui attirent les gens dans les services, le désir d'être à son compte tient probablement une place prépondérante. En 1951, il y avait 150,000 propriétaires actifs dans le commerce de détail, 12,000 dans le commerce de gros, et près de 60,000 dans les divers services. Il existe beaucoup d'entreprises dirigées par le propriétaire même, dont l'entrepreneur tire un très bon revenu. Par contre, le secteur des services comprend aussi des industries dont le taux de roulement et de faillites est très élevé, de même qu'un grand nombre d'entreprises dont le rendement est faible. Mais c'est la perspective de réussir une entreprise à son compte et de se faire une vie satisfaisante qui continue d'attirer les nouveaux venus vers ce domaine.

Pour un autre groupe, très nombreux, la stabilité et les bénéfices d'une pension peuvent primer. Et cela vaut surtout pour le service civil, les institutions bancaires et les compagnies d'assurance. Le goût du prestige peut encore en porter d'autres à choisir une profession ou quelque autre groupe; d'un autre côté, c'est probablement un facteur important qui pousse les domestiques à changer d'occupation.

Il y a aussi un autre facteur, c'est le peu de compétence, d'habileté et d'expérience qu'il faut pour devenir, disons, un employé de magasin de détail. Ce facteur contribue sans doute à la proportion relativement élevée de femmes dans les services (40 p. 100 comparativement à 11 p. 100 dans l'ensemble des autres industries). On compte dans la main-d'œuvre féminine beaucoup de nouvelles venues qui ne projettent de travailler que quelque temps et qui ne se soucient pas d'acquérir la compétence et l'adresse nécessaires à des emplois mieux rémunérés. Après leur mariage, plusieurs d'entre elles continuent à travailler à temps partiel ou régulièrement, mais elles recherchent la courte journée de travail et l'emploi qui leur convient plutôt qu'une situation mieux rétribuée. A noter que si la main-d'œuvre représentait 38 p. 100 de la population en 1931 comme en 1951, un plus grand nombre de femmes qu'autrefois (en proportion de la population féminine) font maintenant partie de la main-d'œuvre, et cette tendance fait contrepoids à des facteurs comme le prolongement des années d'études scolaires et la retraite à un âge moins avancé.

En résumé, même si le taux de roulement est assez élevé chez plusieurs groupes d'employés dans les services, il semble possible, en somme, d'obtenir la main-d'œuvre nécessaire, même en offrant un salaire moyen assez bas.

Influence de l'augmentation de productivité

Il est indéniable qu'il s'est produit, au cours des dernières décennies, une révolution dans les techniques de production, surtout en agriculture et dans quelques secteurs de l'industrie de la fabrication. Cette révolution a aussi atteint les services mais à un degré bien moindre que les autres secteurs de l'économie.

A la suite d'une récente étude de la distribution aux États-Unis, on en est arrivé à la conclusion que "malgré certaines incertitudes quand il s'agit de mesurer la production dans l'industrie, on peut dire que la production par heure-homme s'est accrue de près d'un cinquième de 1929 à 1949; dans l'agriculture, les mines et les manufactures prises ensemble, elle s'est accrue des deux-tiers"¹.

Il a fallu, dans cette étude, séparer des manufactures et des transports les divers secteurs des services, mais en réalité ils sont tous étroitement reliés et la ligne de démarcation entre la production et la distribution devient moins précise. L'exemple le plus frappant est sans doute les progrès énormes réalisés dans le domaine de la transformation des aliments. Il n'y a pas si longtemps, plusieurs opérations effectuées aujourd'hui par le fabricant se faisaient à la maison. De plus, l'emballage des aliments par le fabricant a réduit le travail du détaillant et du grossiste. C'est un des facteurs qui ont permis à la maîtresse de maison de se passer de l'aide de domestiques.

Il est probable que dans les années à venir, les manufacturiers empièteront encore davantage sur le domaine des services, pour se charger de quelques-unes des fonctions du grossiste, et peut-être aussi du détaillant, mais afin de pousser plus loin le procédé qui consiste à offrir au consommateur une marchandise préparée de la façon la plus commode possible.

Le facteur le plus susceptible d'influencer de façon décisive les 25 années à venir, c'est l'utilisation croissante de l'automatisation dans les industries de fabrication et, bien qu'à un degré moindre, dans les services. Les fortes sommes affectées aux recherches tant par les industries que par les gouvernements constituent un des facteurs de l'accroissement de la productivité de ces dernières années. Les inventions et les innovations se poursuivent d'année en année, en partie à cause du travail d'importants organismes de recherches, mais l'automatisation accélérera sans doute l'augmentation de la productivité.

C'est probablement dans les secteurs des finances, des assurances et de l'immeuble que se feront le plus sentir les effets de l'automatisation; c'est un peu pour cette raison que nous n'avons prédit qu'une légère augmentation de l'emploi dans ce secteur de l'économie. A mesure que le niveau d'existence s'élèvera au Canada, le commerce de gros et de détail prendra de l'expansion. L'automatisation contribuera grandement à cet essor, mais l'automati-

sation s'applique plus difficilement aux services personnels comme ceux dont il est question ici; par conséquent, nous n'y prévoyons pas d'accroissement sensible de la productivité. Comme l'augmentation de la productivité sera moindre dans ces industries que dans les autres secteurs de l'économie, elle assurera un gagne-pain à une proportion plus élevée de la main-d'œuvre.

Il convient de signaler que dans les autres secteurs de l'économie, l'accroissement de la productivité a été accompagné de dépenses passablement élevées pour les recherches et les améliorations. Plusieurs secteurs des services ne comptent que des entreprises de faible envergure; aucune d'elles ne pourrait logiquement entreprendre des recherches coûteuses sur des procédés nouveaux.

Nous n'avons pas l'intention, dans la présente étude, de proposer une ligne de conduite précise en vue d'améliorer les conditions qui existent dans les services, mais on pourrait, croyons-nous, envisager soit une, soit toutes les méthodes suivantes d'aborder le problème:

Il faudrait continuer de coordonner les efforts en vue d'obtenir chaque année sur les services des renseignements d'ordre économique plus précis.

On pourrait peut-être établir un centre de recherches et d'améliorations, dans chaque province ou dans chaque région, on encore avec la collaboration d'associations commerciales ou d'universités. Ce centre de recherches et d'améliorations aurait pour objet d'aider ceux qui se lancent dans les affaires dans ce domaine on d'accorder de l'aide spécialisée à ceux qui y exercent déjà leur activité. Un centre de ce genre pourrait aider de diverses manières les petits entrepreneurs, non seulement au point de vue de la vente, mais encore en ce qui concerne la comptabilité, la publicité, les impôts et les autres domaines qui intéressent les administrateurs.

Une fois fondé, ce centre (ou ces centres), suffisamment subventionné, pourrait effectuer des recherches pour les divers secteurs des services en vue d'accroître la productivité ou d'améliorer les procédés d'exploitation en général.

Prévision des effectifs probables de main-d'oeuvre dans les services

Dans les chapitres précédents, nous avons fait diverses prévisions en nous fondant sur le passé et la structure de certaines industries qui assurent des services et sur les prévisions générales au sujet de la population et du produit national brut. Si l'on tient compte des changements survenus, particulièrement au cours de la période d'après-guerre, non seulement dans la structure de notre économie mais dans les préférences des consommateurs, il est extrêmement difficile de déterminer avec justesse quelle période écoulée peut le mieux servir de base à des pronostics.

En outre, bien que les estimations mentionnées dans la présente étude visent l'année 1980, il convient de signaler qu'elles s'appliquent en réalité à une année typique aux environs de 1980.

Le tableau 78 expose en résumé les conclusions qui se dégagent de chaque chapitre; il révèle qu'environ 46 p. 100 de la population travaillera dans les services en 1980, comparativement à 36.5 p. 100 en 1951. D'après les calculs établis à l'égard des divers services étudiés, c'est dans le commerce de détail et les services gouvernementaux que se produiront les plus fortes augmentations.

Tableau 78

MAIN-D'OEUVRE AU CANADA

(en milliers de personnes)

	1931	1941	1951	1980 Prévisions médianes
Commerce de gros.....	61	100	195	435
Pourcentage de la main-d'œuvre.....	1.6	2.2	3.7	4.4
Commerce de détail.....	376	420	595	1,610
Pourcentage de la main-d'œuvre.....	9.6	9.3	11.3	16.1
Commerce total.....	437	520	790	2,045
Pourcentage de la main-d'œuvre.....	11.2	11.5	15.0	20.5
Finances, assurances et immeuble.....	92	90	143	350
Pourcentage de la main-d'œuvre.....	2.4	2.0	2.7	3.5
Services sociaux et commerciaux.....	248	276	431	1,000
Pourcentage de la main-d'œuvre.....	6.3	6.1	8.2	10.0
Divertissements.....	18	18	29	50
Pourcentage de la main-d'œuvre.....	0.5	0.4	0.5	0.5
Services personnels (restaurants exceptés).....	273	311	233	430
Pourcentage de la main-d'œuvre.....	7.0	7.0	4.4	4.3
Gouvernements (excepté les effectifs militaires).....	108	137	233	665
Pourcentage de la main-d'œuvre.....	2.8	3.0	4.4	6.6
Effectifs militaires.....	6	315	71	135
Pourcentage de la main-d'œuvre.....	0.1	7.0	1.3	1.4
Tous les services.....	1,182	1,667	1,931	4,675
Pourcentage de la main-d'œuvre.....	30.2	37.0	36.5	46.8
Autres industries.....	2,739	2,844	3,355	5,325
Pourcentage de la main-d'œuvre.....	69.8	63.0	63.5	53.2
Main-d'œuvre globale.....	3,922	4,511	5,286	10,000
Pourcentage de la main-d'œuvre.....	100.0	100.0	100.0	100.0
Population non comptée dans la main-d'œuvre.....	6,440	6,979	8,698	16,700
Population totale.....	10,363	11,490	13,984	26,700

Note: Ce tableau ne comprend pas le Yukon ni les Territoires du Nord-Ouest. La province de Terre-Neuve est comprise; c'est pourquoi les totaux pour 1951 diffèrent de ceux du tableau 1.

En comparant ce tableau avec les tableaux 8 et 9, il faut se rappeler que dans ces derniers, les effectifs militaires ne sont pas compris en 1941. De plus, dans ce tableau-ci, la main-d'œuvre employée dans les restaurants a été déduite des chiffres sur les services personnels pour être ajoutée aux chiffres relatifs au commerce de détail, tandis que les effectifs militaires sont indiqués séparément.

Pour rattacher ce pronostic aux changements passés indiqués au tableau 1 et au graphique 1, il faut ajouter aux services qui ont fait l'objet de la présente étude une estimation de la main-d'œuvre qui sera probablement engagée dans les services de transport et d'utilité publique. Une estimation de 8 p. 100 à l'égard des effectifs probables dans ces domaines porterait l'emploi dans l'ensemble du secteur tertiaire à environ 55 p. 100 de la main-d'œuvre globale. Les industries agricoles, l'exploitation forestière et la pêche comprises, n'absorberont probablement que 10 p. 100 de la main-d'œuvre globale en 1980, ce qui laisserait une proportion de 35 p. 100 pour les industries dites productives. Le graphique 5 et le tableau qui l'accompagne donnent la répartition entre les trois principaux secteurs de même que les données correspondantes depuis 1881.

Immobilisations futures

Les placements de capitaux effectués par les industries qui assurent des services, y compris le secteur gouvernemental, représentent une importante proportion de l'ensemble des placements bruts de fonds au pays. Les gouvernements tiennent la première place; viennent ensuite par ordre d'importance les institutions et le commerce de détail.

Comme les placements des gouvernements sont assujettis à des conditions un peu différentes de celles qui régissent les placements dans les autres services, il est extrêmement difficile de prédire quelle sera leur importance future. On peut bien s'attendre que les gouvernements n'hésiteront pas à effectuer des dépenses destinées à stimuler l'économie advenant une régression économique; par contre, ils comprimeront peut-être ces dépenses jusqu'à un certain point en temps de grande prospérité.

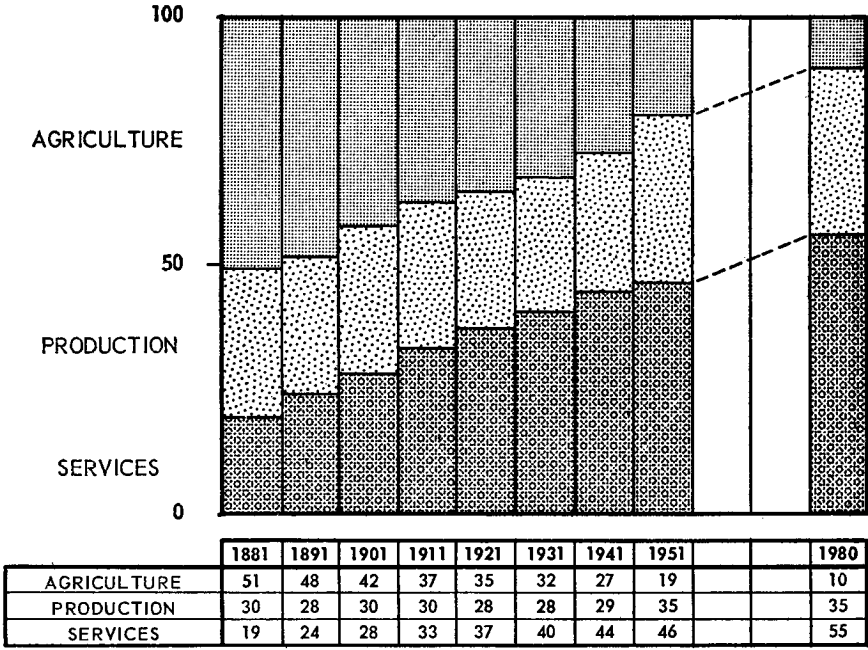
Les besoins des institutions font l'objet d'une étude séparée; nous les omettons donc du présent résumé.

Enfin, nous avons souligné que les placements de capitaux par les établissements de détail ont été particulièrement élevés durant les années d'après-guerre en partie à cause de la construction de grandes épiceries et de centres d'achats. Une expansion comme celle que laissent prévoir les pronostics de la main-d'œuvre dans le commerce de détail continuera probablement d'entraîner de fortes immobilisations pour plusieurs années.

Influence de la hausse du revenu par habitant

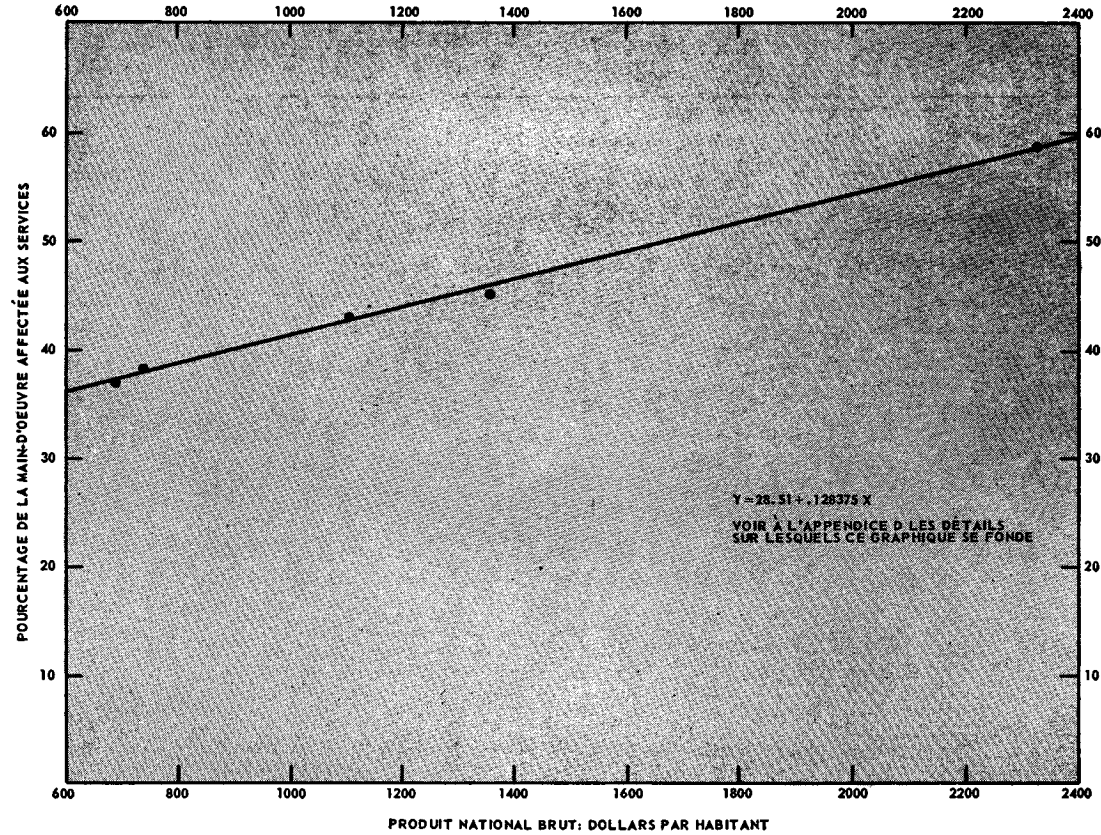
Nous avons signalé au chapitre III qu'une des raisons de l'expansion des services est le relèvement du revenu moyen des Canadiens. Afin de contrôler davantage les prémisses posées et les conclusions tirées dans la présente étude, nous avons indiqué au graphique 6 le rapport entre le produit national brut par habitant et le pourcentage de la main-d'œuvre employée dans les

GRAPHIQUE 5
CANADA: RÉPARTITION PROPORTIONNELLE DE LA MAIN-D'OEUVRE
1881-1980



NOTE: Les données de 1881 à 1951 se fondent sur le tableau 1. Nous supposons que les éléments compris dans la catégorie "non spécifiée" de ce tableau sont repartis entre les industries dans les mêmes proportions que la main-d'oeuvre "identifiée".

GRAPHIQUE 6
RAPPORT ENTRE L'IMPORTANCE DES SERVICES ET LA PRODUCTION PAR HABITANT



services pour les quatre dernières années de recensement. Nous avons tracé, en nous fondant sur ces quatre points, la ligne des tendances et nous l'avons portée au graphique. Cette ligne passe un peu au-dessus du pourcentage prévu pour 1980 (55), le chiffre réel étant de 58.20. (On trouvera à l'appendice D les données techniques sur lesquelles ce graphique est établi.)

En 1951, l'écart entre la ligne de tendance et le pourcentage réel s'établissait à 0.5 p. 100, tandis qu'en 1980 il sera de 3 p. 100. Un écart de 3 p. 100 peut sembler plutôt fort et il peut donner à entendre que la formule employée n'est pas bonne ou que les prédictions relatives au produit national brut et au pourcentage de la population employée dans les services ne concordent pas; nous croyons cependant qu'il est intéressant de signaler ce rapport. Nous estimons que la ligne de tendance et le pourcentage prévu pour 1980 se rapprochent suffisamment pour confirmer l'hypothèse selon laquelle si le Canada continue de progresser de la même façon que par le passé, à mesure que le revenu individuel des Canadiens augmentera, la proportion des effectifs ouvriers qui trouveront du travail dans les services augmentera aussi; on peut calculer le rythme approximatif de cette augmentation d'après l'inclinaison de la ligne qui paraît au graphique 6.

Récapitulation

Dans les premiers chapitres, nous avons signalé l'expansion croissante qu'ont prise, au cours d'une longue période, les industries qui assurent des services. Nous prévoyons que cette expansion se poursuivra; cette prédiction s'appuie sur plusieurs facteurs, dont un des plus importants est la prospérité croissante dont jouira le Canadien moyen au cours des années à venir.

Mais ce progrès sera réparti de façon inégale dans les divers domaines des services; certains prendront de l'importance tandis que d'autres en perdront. L'accroissement de la productivité, qui a joué un rôle primordial dans le progrès de l'industrie de la fabrication, a été et continuera probablement d'être beaucoup moins marqué dans les services en général, bien qu'il y ait eu certaines améliorations dans le passé et que d'autres soient envisagées dans certains secteurs à l'avenir.

En 1881, environ 20 personnes sur 100 trouvaient un emploi dans les services, y compris les services de transport et d'utilité publique. On prévoit qu'en 1980, 55 personnes sur 100 travailleront dans les services, si le revenu réel des Canadiens continue de s'accroître.

LISTE DES SERVICES¹

COMMERCE

Commerce de gros

Produits alimentaires

- 701 Produits laitiers et produits avicoles
- 703 Fruits et légumes frais
- 705 Epicerie
- 706 Viande et poisson

Autres marchandises

- 710 Vêtements et mercerie
- 712 Drogues et articles de toilette
- 713 Machines, matériel et fournitures électriques
- 714 Machines et outillage de ferme
- 715 Produits agricoles, n.d.a.
- 716 Combustibles
- 717 Meubles et fournitures de maison
- 718 Essence, lubrifiants et graisses
- 720 Quincaillerie, appareils de plomberie et de chauffage
- 721 Bois et matériaux de construction
- 722 Machines, outillage et fournitures, n.d.a.
- 723 Véhicules automobiles et accessoires
- 724 Articles d'optique et d'ophtalmie
- 725 Produits du papier et fournitures de bureau
- 726 Chiffons, ferrailles et rebuts
- 727 Tabac et confiserie
- 729 Commerces de gros, n.d.a.

Commerce de détail

Produits alimentaires

- 731 Pain et pâtisserie
- 732 Bonbons et confiserie
- 733 Produits laitiers
- 735 Fruits et légumes frais
- 736 Epicerie
- 737 Epicerie et viande
- 738 Viande
- 739 Autres produits alimentaires

¹Bureau fédéral de la statistique, *Standard Industrial Classification Manual* (Ottawa, 1948), pp. 13 et 14.

Marchandises générales

- 742 Magasins à rayons
- 747 Bazars
- 749 Autres magasins généraux

Automobiles et accessoires

- 754 Accessoires, pneus et accumulateurs d'automobiles
- 758 Essence, lubrifiants et graisses
- 759 Véhicules automobiles

Vêtements et chaussures

- 763 Chaussures
- 764 Vêtements d'hommes
- 767 Vêtements de femmes et d'enfants
- 769 Vêtements et mercerie, n.d.a.

Quincaillerie et matériaux de construction

- 773 Quincaillerie
- 775 Bois, matériaux et fournitures de construction

Meubles, fournitures de maison et appareils de radio

- 778 Meubles et fournitures de maison

Autres marchandises

- 781 Livres, journaux et papeterie
- 784 Drogues et produits pharmaceutiques divers
- 786 Provençes, graines et engrais chimiques
- 787 Outillage et instruments agricoles
- 789 Fleurs
- 792 Combustible et glace
- 793 Bijouterie
- 795 Spiritueux, vin et bière
- 796 Produits d'optique
- 797 Tabac, cigares et cigarettes
- 799 Divers commerces de détail

FINANCES, ASSURANCES ET IMMEUBLE

- 803 Banques
- 804 Placements et prêts
- 806 Assurance-vie
- 808 Assurance autre que sur la vie
- 809 Immeuble

SERVICES

Services publics ou sociaux

- 901 Education
- 902 Santé
- 904 Religion
- 906 Institutions de bienfaisance
- 909 Services sociaux ou publics, n.d.a.

Gouvernement

Gouvernement fédéral

- 911 Défense
- 914 Service fédéral des postes
- 916 Autres services fédéraux

Autres gouvernements

- 917 Gouvernement municipal et autres gouvernements locaux
- 918 Gouvernement provincial
- 919 Autres gouvernements, n.d.a.

Divertissements

- 922 Théâtres et agences de théâtre
- 924 Autres divertissements

Services commerciaux

- 932 Comptabilité
- 934 Publicité
- 936 Services scientifiques et de génie
- 937 Organismes ouvriers et commerciaux
- 938 Loi
- 939 Autres services commerciaux

Services personnels

- 941 Barbiers et coiffeurs
- 942 Service domestique
- 943 Teinturerie, nettoyage et repassage
- 944 Photographie
- 945 Hôtels et maisons meublées
- 946 Blanchisseries
- 947 Restaurants, cafés et tavernes
- 948 Établissements funéraires
- 949 Autres services personnels

Appendice B

LE CONCEPT DE MAIN-D'OEUVRE ET LE CONCEPT DE POPULATION ACTIVE

MAIN-D'OEUVRE. (1951). La main-d'œuvre, telle qu'elle a été définie pour les besoins du recensement de 1951, comprend toutes les personnes âgées de 14 ans et plus qui, durant la semaine terminée le 2 juin 1951:

a) travaillaient pour un salaire ou un profit, ou sans rémunération à l'exploitation d'une ferme ou d'une entreprise possédée par un membre du ménage. Cette catégorie comprend les personnes qui ont travaillé pour un salaire ou un profit, bien que leur activité principale ait consisté à tenir maison, être étudiant, etc.

b) avaient un emploi mais n'étaient pas au travail, pour cause de maladie, d'intempérie, de vacances, de différend industriel, ou de congédiement temporaire avec instructions expresses de retourner au travail dans les 30 jours qui suivaient leur congédiement.

c) étaient sans emploi mais en quête de travail durant la semaine. Cette catégorie comprend les personnes qui auraient cherché du travail sans l'empêchement d'une maladie passagère, d'un congédiement indéterminé ou prolongé, ou parce qu'elles ont cru qu'il n'y avait aucun emploi approprié disponible dans leur région; elle comprend aussi les personnes en quête de leur premier emploi.

POPULATION ACTIVE. (1901-1941). Avant le recensement de 1951, les personnes âgées de 14 ans et plus qui avaient un emploi rémunéré régulier étaient classées dans la population active, qu'elles aient ou non travaillé ou cherché du travail à la date du recensement. L'emploi rémunéré était celui "par lequel la personne qui l'occupe gagne de l'argent ou par lequel elle participe à la production de marchandises vendables". Il était simplement demandé aux personnes de cette catégorie de déclarer leur occupation et l'industrie dans laquelle elles étaient employées. Ainsi, les personnes sans emploi à la date du recensement déclaraient la dernière occupation qu'elles avaient exercée, tandis que celles qui avaient habituellement plus d'un emploi déclaraient l'emploi auquel elles avaient consacré la plus grande partie de leur temps durant l'année de recensement ou celui dont elles tiraient la majeure partie de leur gain.

D'autre part, les femmes faisant les travaux du ménage dans leur propre maison, sans rémunération, ne figuraient pas dans la population active. Toutefois, si elles avaient habituellement un emploi rétribué, elles étaient classées dans cette catégorie. Les étudiants qui travaillaient à temps incomplet comme vendeurs de journaux, messagers, etc. étaient désignés comme "étudiants" et exclus de la population active.

Toutes les autres personnes âgées de 14 ans et plus qui ne déclaraient aucun emploi rémunéré ou qui étaient classées maîtresses de maison, étudiants ou retirées étaient inscrites sous "Aucun". Les personnes de 14 à 24 ans, en quête de leur premier emploi, étaient inscrites sous "Aucun (oui)".

Différences provenant du changement de concepts

La principale différence entre les deux concepts c'est que la définition de main-d'œuvre détermine les caractéristiques de l'emploi à une époque définie et de courte durée, tandis que celle de population active porte plus particulièrement sur l'activité habituelle d'une personne.

Les différences provenant de ce changement modifient le classement des personnes appartenant aux catégories suivantes:

a) Les personnes dont la principale activité consistait à tenir maison ou à fréquenter l'école ou les personnes retraitées ou classées sous "aucun" (sans emploi) pendant la semaine du recensement et qui, en outre, travaillent pour un salaire ou un profit durant cette semaine ont été comprises dans la main-d'œuvre en 1951 mais elles étaient exclues de la population active dans les recensements antérieurs.

b) Les personnes volontairement inactives durant la semaine terminée le 2 juin 1951 ne figurent pas à la main-d'œuvre de 1951; elles ont été comprises dans la population active dans les recensements antérieurs à condition d'exercer habituellement un emploi rémunéré même si elles n'avaient pas travaillé ou cherché un emploi durant la semaine du recensement.

c) Les personnes en quête de leur premier emploi figurent à la main-d'œuvre au recensement de 1951 mais non dans la population active aux recensements précédents. En conséquence, afin de permettre une comparaison plus étroite avec les recensements antérieurs, ces personnes ont été exclues des chiffres de 1951 sur la main-d'œuvre dans le présent rapport. Leur nombre est indiqué, selon l'âge, pour le Canada et les provinces, dans le tableau 3, Volume IV, Recensement de 1951.

Il est difficile de mesurer les conséquences de ce changement de concepts sur toutes les catégories d'occupations et d'industries; pour ce qui est de celles qui figurent au présent rapport toutefois, la population active se compare raisonnablement à la main-d'œuvre expérimentée. La différence de concept atteint surtout la comparabilité du nombre de femmes faisant partie de la population active parce qu'en 1951 un nombre élevé de femmes dont la principale occupation consistait à tenir maison avaient aussi un emploi rémunéré, à temps incomplet. Dans certaines catégories d'occupations et d'industries, cependant, particulièrement celles auxquelles figurent un nombre relativement élevé de travailleurs saisonniers, le concept d'emploi rémunéré fait entrer dans la population active des personnes que le concept de main-d'œuvre exclut.

Source: Bureau fédéral de la statistique, *Tendances des Occupations et des Industries au Canada*, pub. no SP-8 (Ottawa, 1954).

Appendice C

TEXTE DE LA LETTRE ADRESSÉE AUX ASSOCIATIONS DE GROSSISTES ET LISTE DES ASSOCIATIONS QUI ONT FOURNI DES RÉPONSES ÉLABORÉES

La Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada nous a demandé de préparer une étude sur toutes les industries canadiennes qui assurent des services. Cette catégorie générale comprend toutes les entreprises de commerce de gros. Nous venons vous demander de bien vouloir nous aider à préparer la partie de l'étude qui a trait au commerce de gros.

La Commission aimerait connaître l'opinion des hommes d'affaires sur les perspectives que l'avenir leur réserve; nous vous serions reconnaissants de tous les commentaires que vous voudrez bien nous faire quant à l'expansion future du commerce de gros.

Nous ne voulons aucunement vous imposer des restrictions, mais aimerions connaître votre opinion sur les sujets suivants qui nous paraissent être d'un grand intérêt:

- 1) La diminution des affaires des petits détaillants par suite de la concurrence des magasins à rayons et en série nuit-elle dans une certaine mesure à l'expansion du commerce de gros dans votre spécialité?
- 2) Compte tenu du volume des ventes, en dollars, la manutention d'une quantité donnée de marchandises coûte-t-elle plus cher ou moins cher qu'il y a quelques années? Si le rapport entre ces chiffres a changé, croyez-vous qu'il se soit maintenant stabilisé?
- 3) Les méthodes d'exploitation sont-elles en voie de changer? Dans le cas de l'affirmative, de quelle façon et dans quel sens?

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous envoyer, en même temps que votre réponse, une liste sommaire des principales catégories de marchandises que vendent les membres de votre association, et de nous indiquer dans quelle région les ventes sont les plus fortes.

Nous vous rappelons que nous formulons les questions qui précèdent à la seule fin de vous faciliter la tâche, car nous recevrons avec gratitude tous les renseignements que vous voudrez bien nous communiquer afin de nous aider dans la préparation de l'étude en cours."

Nous avons reçu des renseignements utiles des associations suivantes. Nous n'avons pas posé la question 1) à celles dont le nom est précédé d'un astérisque.

Marshall L. Cunningham, Western Canada Produce Association,
Vancouver (C.-B.)

E. A. Saunders, Nova Scotia Wholesale Grocers' Association,
Halifax (N.-É.)

- W. H. Dingle, Alberta Food Brokers' Association,
Calgary (Alberta)
- David K. White, Lakehead Food Brokers' Association,
Fort William (Ont.)
- George S. Stammers, New Brunswick Food Brokers' Association,
Saint-Jean (N.-B.)
- W. J. Phenix, Ontario Wholesale Tobacco Distributors, Inc.,
Toronto (Ont.)
- H. B. McKelvie, British Columbia Tobacco & Candy Jobbers' Association,
Vancouver (C.-B.)
- J.-A. Manseau, L'Association des Distributeurs de Tabac en Gros
de la Province de Québec,
Montréal (P.Q.)
- R. F. Chisholm, Canadian Wholesale Dry Goods Association,
Toronto (Ont.)
- E. Guter, Textile Wholesalers Association,
Montréal (P.Q.)
- *Thos. H. Whellams, Canadian Automotive Wholesalers'
& Manufacturers' Association,
Ottawa (Ont.)
- J. A. Bennet, Canadian Automotive Electric Association,
Toronto (Ont.)
- *A. A. Thomson, The Manitoba Wholesale Implement Association,
Winnipeg (Man.)
- *John F. Bowler, Canadian Institute of Plumbing & Heating,
Montréal (P.Q.)
- Ivan Moffitt, Canadian Paper Trade Association,
Toronto (Ont.)
- *M. J. Fitzgibbons, Manitoba Wholesale Lumber Dealers' Association,
Winnipeg (Man.)
- *T. Wood, Ontario Plywood Distributors Association,
Toronto (Ont.)
- Ronald Edgecombe, Canadian Industrial Diamond Association,
Toronto (Ont.)
- Henry R. Bockner, Fur Trade Association of Canada Inc.,
Toronto (Ont.)
- C. Atherton, Canadian Toy Importers Association,
Toronto (Ont.)
- *D. C. Campbell, Canadian Association of Equipment Distributors,
Ottawa (Ont.)

Appendice D

**RAPPORT ENTRE LE PRODUIT NATIONAL BRUT PAR HABITANT
ET LA MAIN-D'OEUVRE DES SERVICES EN POURCENTAGE
DE LA MAIN-D'OEUVRE TOTALE**

	Produit national brut (en millions de dollars)	Population (milliers)	Produit national brut par habitant	Main-d'œuvre des services en % de la main- d'œuvre totale
1921.....	5,949(a)	8,775	678	36.90(b)
1931.....	7,558	10,363	729	37.90(b)
1941.....	12,635	11,490	1,100	43.40(b)
1951.....	18,340	13,623	1,346	45.30(b)
1980.....	61,750(c)	26,700(c)	2,313(c)	58.20(d)

Sources: (a) Estimation personnelle.

(b) Voir le tableau 1.

(c) Estimations de la Commission, voir le chapitre IV.

(d) Ce chiffre est calculé d'après la corrélation des chiffres 1921-1951 dans les deux dernières colonnes, en se fondant sur un produit national brut de \$2,313 par habitant.

AUTRES ÉTUDES PUBLIÉES PAR LA COMMISSION

- Production, Travail et Capital dans l'économie canadienne
par Wm. C. Hood et Anthony Scott
- Les perspectives énergétiques du Canada
par John Davis
- Les progrès et les perspectives de l'agriculture canadienne
par W. M. Drummond et W. Mackenzie
- Les pêches commerciales du Canada
par le Ministère des Pêcheries du Canada et l'Office des
Recherches sur les Pêcheries
- Les perspectives de l'industrie forestière du Canada
par John Davis, A. L. Best, P. E. Lachance, S. L. Pringle,
J. M. Smith, D. A. Wilson
- L'industrie minière et la transformation des minéraux au Canada
par John Davis
- L'industrie manufacturière secondaire au Canada
par D. H. Fullerton et H. A. Hampson
- L'industrie primaire du fer et de l'acier au Canada
par la Banque de la Nouvelle-Écosse
- L'industrie de l'automobile au Canada
par The Sun Life Assurance Company of Canada
- L'industrie canadienne des machines agricoles
par J. D. Woods & Gordon Limited
- L'industrie canadienne des machines industrielles
par Urwick, Currie Limited
- L'industrie de la fabrication des appareils électriques au Canada
par Clarence L. Barber
- L'industrie canadienne de l'électronique
par Canadian Business Service Limited
- L'industrie canadienne du textile primaire
par National Industrial Conference Board (Bureau canadien)
- L'industrie de la construction au Canada
par La Banque Royale du Canada
- L'industrie chimique au Canada
par John Davis

- Effets probables de la mécanisation croissante de l'industrie
par Le Congrès canadien du Travail, maintenant
Le Congrès du Travail du Canada
- La mobilité de la main-d'œuvre
par Le Congrès des Métiers et du Travail du Canada,
maintenant Le Congrès du Travail du Canada
- Les effectifs spécialisés et professionnels au Canada, 1945-1965
par la Division de l'Économie et de Recherches,
ministère du Travail du Canada
- Les transports au Canada
par J-C. Lessard
- La concentration industrielle
par La Banque Canadienne du Commerce
- L'habitation et le capital social
par Yves Dubé, J. E. Howes et D. L. McQueen
- Le financement de l'activité économique au Canada
par Wm. C. Hood en collaboration avec J. V. Poapst et
L. M. Read
- Certains aspects du régime d'imposition sur les placements effectués
au Canada par les non-résidents
par J. Grant Glassco de Clarkson, Gordon & Co.,
comptables agréés
- Les dépenses de consommation au Canada
par David W. Slater
- Les importations du Canada
par David W. Slater
- L'avenir des exportations du Canada¹
par R. V. Anderson
- Les relations économiques canado-américaines¹
par Irving Brecher et S. S. Reisman
- La politique commerciale du Canada¹
par J. H. Young
- Certains aspects régionaux du développement économique du Canada
par R. D. Howland
- Les charbonnages de la Nouvelle-Écosse
par Urwick, Currie Limited
- La croissance et le développement économiques du Canada de 1939 à
1955
par J. M. Smith

¹Une des trois études sur les relations économiques internationales du Canada rédigées sous la direction de S. S. Reisman.

BIBLIOGRAPHIE

- Barger, Harold. *Distribution's Place in the American Economy Since 1869*. National Bureau of Economic Research. Princeton: Princeton University Press, 1955. 222 pages.
- Beckman, Theodore N. et Engle, Nathanael H. *Wholesaling: Principles and Practice*. New-York: The Ronald Press Co., 1937. 628 pages.
- Brearley, J. C. et Segal, M. S. *Wholesale Trade in Canada, 1930-1951* (manuscrit inédit). 16 pages.
- Burck, Gilbert et Parker, Sanford. "Productivity: The Great Age of 3%", *Fortune*, novembre 1955, p. 102 et suivantes.
- Burton, C. L. *A Sense of Urgency: Memoirs of a Canadian Merchant*. Toronto: Clarke, Irwin & Co., Ltd., 1952. 363 pages.
- Canada in the Markets of Tomorrow: A Series of Lectures Delivered at McGill University, Montreal, October 12, 1943 - December 20, 1943*. Montréal: McGill University Press, 1944. 166 pages.
- Canadian Marketing Problems*. "Political Economy Series, No. 3". Toronto: University of Toronto Press and the Department of University Extension, 1939. 151 pages.
- Churchill, Betty C. "Age and Life Expectancy of Business Firms". *Survey of Current Business*, vol. 35, n° 12. Washington, D.C., décembre 1955. pp. 15-19.
- Clark, Colin. *The Conditions of Economic Progress*. London: Macmillan & Co., Ltd., 1940. 504 pages.
- Cole, Taylor. *The Canadian Bureaucracy: A Study of Canadian Civil Servants and Other Public Employees, 1939-1947*. Durham, N.C.: University of North Carolina Press, 1949.
- Corbett, D. C. *Immigration, Population Growth and Canadian Economic Development*. McGill University, thèse de doctorat. Montréal, 1954.
- Corry, J. A. *The Growth of Government Activities Since Confederation: A Study Prepared for the Royal Commission on Dominion-Provincial Relations*. Ottawa, 1939. 174 pages.
- Crawford, K. Grant. *Canadian Municipal Government*. Toronto: University of Toronto Press, 1954. 407 pages.
- Dawson, R. MacGregor. *The Government of Canada*. Toronto: University of Toronto Press, 1954. 667 pages.
- Dewhurst, J. Frederick and Associates. *America's Needs and Resources: A New Survey*. New-York: The Twentieth Century Fund, 1955. 1148 pages.

- Firestone, O. J. *Canada's Growing Market and Retail Trade*. Allocution prononcée à la 12^e Conférence annuelle de la *Canadian Retail Federation*, Guild of All Arts Inn, Scarboro, Ontario, 3 mai 1954. 12 pages.
- Firestone, O. J. *The Changing Canadian Market*. Allocution prononcée à la 37^e réunion annuelle de l'*Association of Canadian Advertisers*, Royal York Hotel, Toronto, 1^{er} mai 1952. 8 pages.
- Goldenberg, H. Carl. *Municipal Finance in Canada: A Study Prepared for the Royal Commission on Dominion-Provincial Relations*. Ottawa, 1939. 128 pages.
- (Lady) Hall et Knapp, J. "Numbers of Shops and Productivity in Retail Distribution in Great Britain, the United States and Canada". *The Economic Journal*, vol. LXV, n^o 257. Londres: mars 1955. pp. 72-88.
- Jamieson, A. B. *Chartered Banking in Canada*. Toronto: Ryerson Press, 1955. 448 pages.
- Lang, Vernon. "Can Canada Make Tourism Pay?" *The Business Quarterly*, Summer 1955, vol. XX, n^o 2. London, Ont.: The University of Western Ontario School of Business Administration, 1955. pp. 115-123.
- Lewis, Edwin H. "Comeback of the Wholesaler", *Harvard Business Review*, vol. 33, n^o 6. Massachusetts, novembre-décembre 1955. pp. 115-125.
- Mackintosh, W. A. "Our Stake in World Trade" (manuscrit inédit). 4 pages.
- Marketing Organization and Technique*. "Political Economy Series No. 7". Toronto: University of Toronto Press and the Department of University Extension, 1940. 121 pages.
- McNair, M. P., Teele, S. F. et Mulhearn, F. G. *Distribution Costs: An International Digest*. Boston: Graduate School of Business Administration, George F. Baker Foundation, Harvard University, 1941. 652 pages.
- Nasmith, George G. *Timothy Eaton*. Toronto: McClelland & Stewart, 1923.
- National and Per Capita Incomes of Seventy Countries in 1949: Expressed in United States Dollars*. "Statistical Papers, Series E. No. 1." New-York: Statistical Office of the United Nations, octobre 1950. 29 pages.
- Maintien du prix de revente: Rapport intérimaire du comité chargé d'enquêter sur la législation relative aux coalitions*. Ottawa: L'Imprimeur du Roi, 1^{er} octobre 1951. 22 pages.
- Smith, Adam. *The Wealth of Nations*. Londres: Methuen & Co., Ltd., 1904. 2 vol.
- Stewart, Paul et Dewhurst, J. Frederick. *Does Distribution Cost Too Much?* New-York: The Twentieth Century Fund, 1939. 403 pages.

- Stigler, George J. *Domestic Servants in the United States, 1900-1940*. National Bureau of Economic Research, New-York, 1946. 44 pages.
- Stigler, George J. *Trends in Employment in the Service Industries*. National Bureau of Economic Research. New-York, 1955, (manuscrit inédit).
- Sutton, G. D. "Productivity in Canada". *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 19, n° 2. Toronto, mai 1953. p. 185.
- Comité spécial sur le tourisme. Sénat du Canada. Présidence de l'hon. W. H. Dennis. Ottawa: L'Imprimeur du Roi, 1934. 284 pages.
- États-Unis. Première session du 84^e Congrès. "Automation and Technological Change", *Hearings Before the Sub-Committee on Economic Stabilization of the Joint Committee on the Economic Report*. Washington: United States Printing Office, 1955. 644 pages.
- Woytinsky, W. S. et Woytinsky, E. S. *World Population and Production: Trends and Outlook*. New-York: The Twentieth Century Fund, 1953. 1268 pages.

HULL
EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
IMPRIMEUR DE LA REINE ET CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
1956